

Rapport Annuel d'Activités

Exercice 2018

Table des matières

MOT DU DIRECTEUR GENERAL,

« WAGES, une institution de microfinance viable et pérenne grâce à son professionnalisme »

Avec 25 ans d'existence, WAGES a démontré son savoir-faire et s'est positionnée comme une institution de microfinance de référence grâce à la clairvoyance de ses dirigeants, à l'engagement et à la détermination de son personnel et de ses clients. En effet, avec des succès remarquables et un impact avéré sur l'amélioration de la situation financière et du bien-être social des ménages de ses clients, WAGES est fidèle à sa clientèle et à son objectif phare de 2017 : « se rapprocher davantage de sa clientèle pour une gestion efficiente de la relation client en vue d'un bonheur partagé ».

L'année 2018 comme 2017, a été une année également négativement influencée par des bouleversements socio-politiques dans un environnement économique fortement concurrentiel. Ces bouleversements de l'environnement immédiat ne nous ont pas empêché de poursuivre notre bataille avec dextérité et dévouement grâce à l'éclairage divin qui nous dote de capacités pour toujours rebondir. C'est le lieu de donner toute la gloire à l'Eternel Dieu. Aujourd'hui, WAGES a une solide expérience acquise au fil des années ; l'institution poursuit le renforcement de ses activités et son approche novatrice de la relation client pour une croissance maîtrisée grâce à son professionnalisme.

Un examen approfondi de l'exercice 2018, en comparaison avec celui de 2017, indique que le total actif de WAGES s'est renforcé et a atteint 13, 833 milliards contre 11,939 milliards en 2017 soit une croissance annuelle de 15,86%. Cette croissance est supportée par un encours de crédit qui est passé de 9,194 milliards en 2017 à 10,804 milliards en 2018 soit une croissance de 17,51%.

L'accumulation de résultats positifs sur trois années consécutives soit 228 millions, 340 millions et 381 millions respectivement en 2016, 2017, et 2018 témoigne la stabilité de la rentabilité des activités de l'institution dans la durée renforçant ainsi les fonds propres qui ont atteint 3 milliards de FCFA en 2018. Ces résultats s'expliquent par la gestion axée sur le résultat instaurée depuis 4 ans par l'instance dirigeante, la maîtrise des charges et l'engagement du personnel et des clients à faire de WAGES, une institution de micro finance pérenne et modèle au Togo et dans la sous-région.

Malgré ces résultats encourageants, de nombreux défis restent encore à relever. C'est ainsi qu'en 2019, des efforts seront concentrés surtout sur les points suivants :

- La qualité du service et la satisfaction de la clientèle
- L'amélioration des produits (épargne tontine, crédit, etc.)
- La poursuite des actions de renforcement de mobilisation de l'épargne
- Le développement de la finance digitale (Agency banking, SMS banking, etc.)
- La poursuite de l'extension des activités dans les zones péri-urbaines à forte potentialité pour être plus proche des clients
- La poursuite du suivi mensuel des indicateurs de risque et la production du reporting associé
- La poursuite de l'amélioration de la qualité du portefeuille
- L'extension de l'interconnexion au reste des agences de l'intérieur du pays
- Le renforcement de la contrepartie des fonds propres.

Le tableau suivant retrace l'évolution des grands agrégats de l'institution durant les quatre dernières années :

Tableau d'évolution des grands agrégats au 31/12/2018					
Eléments	2015	2016	2017	2018	Variation (2017- 2018)
Résultat	-306 237 886	228 482 703	340 445 868	381 830 170	12.16%
Encours Epargne	7 337 331 296	6 971 431 923	7 194 227 539	9 047 022 292	25.75%
Encours de crédit	9 070 732 646	8 923 141 968	9 194 487 714	10 804 420 358	17.51%
Total Actif	11 547 869 617	10 816 654 269	11 939 867 815	13 833 270 426	15.86%
Total des fonds propres	2 454 151 069	2 536 786 630	2 806 711 876	3 007 625 792	7.16%
Total crédits sortis au cours de l'année	9 466 706 100	11 670 582 041	12 887 671 914	15 100 540 500	17.17%
Nombre de prêts en cours	16 322	14 733	12 627	15 085	19.42%
Nombre d'agences et guichets	19	20	21	24	14.29%

PREMIERE PARTIE

ACTIVITES DE L'INSTITUTION

I - PRESENTATION DE L'INSTITUTION

Sous forme de projet sur l'initiative de CARE International Togo avec pour objectif de départ, la satisfaction des besoins socio-économiques de 3 900 femmes à Lomé sur une période de trois ans renouvelable une fois, WAGES (Women and Associations for Gain both Economic and Social) a démarré ses activités en 1994.

En moins de trois ans, l'objectif de départ a été atteint et dépassé grâce à l'engagement du personnel. Eu égard aux résultats remarquables obtenus, le projet WAGES a été transformé en une IMF (Institution de Microfinance).

- En 1998, WAGES est devenue un SFD sous forme associative
- Elle est officiellement reconnue par le Ministère de l'Economie et des Finances sous la Convention n°002/MEF/SG/CAS-IMEC
- le Ministère de la Planification en tant que ONG et le Ministère de l'intérieur en tant qu'association
- En 2014, WAGES a obtenu son agrément sous le numéro 208/MEF/SG/CAS-IMEC et est enregistrée sous le numéro T/1/GFLM/2014/215A

La mission de WAGES est de «Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations, en majorité les femmes, menant des activités économiques en zones urbaines et rurales du Togo en leur offrant des services financiers et non financiers»

Sa vision est de : « Devenir une institution de Microfinance pérenne et modèle au Togo », et participer de manière active au développement socio - économique de la communauté de base.

WAGES intervient dans les zones urbaines, périurbaines et rurales du Togo de par ses agences et contribue surtout à l'amélioration des conditions de vie de la communauté de base.

Au 31 décembre 2018, WAGES dispose d'un siège social en plus de sept agences dans la capitale Lomé (Aguiarkomé, Akodéssewa, Baguida, Hédzranawoé, Adidogomé, Agoè, et Avédji) et six guichets Assivito; Zossimé ; Adakpamé ; sagbado, Agoe assiyeye, Gbossime ; sept agences dans les villes de l'intérieur du pays (Agbodrafo, Tsévié, Sokodé, Atakpamé, Aného, Anié et Kpalimé). WAGES dispose aussi de cinq points de service, pour les crédits ruraux, à Sotouboua, à Kaboli, à Pagala-Gare, et à Hahotoé.

Les fonds propres de WAGES sont constitués à la base de fonds de dotation initialement obtenus de CARE sous forme de lignes de crédits non remboursables et du cumul des résultats enregistrés.

Les valeurs que véhicule WAGES sont : l'honnêteté, l'équité, l'efficacité, et l'efficience, dans le but de mieux servir sa clientèle.

II - SERVICES OFFERTS

2-1- Les services financiers :

2-1-1- Les services d'Epargne

- **Epargne HOLA (Healthy Opportunity for Life Assured)**

C'est le dépôt à vue. Le compte est ouvert à vue à la demande de toute personne, sur remplissage d'un formulaire de demande d'ouverture du compte épargne individuelle. C'est un compte de dépôt sur lequel l'on peut faire des retraits à tout moment.

- **DAT (Dépôt à Terme)**

C'est une épargne faite par le client sur un compte bloqué suivant un contrat à durée déterminée d'une durée minimum de six mois (durée au cours de laquelle l'épargne ne peut être retirée sous peine de pénalité) avec un taux de rémunération compétitif.

- **Epargne tontine**

C'est une collecte de proximité ; les agents de collecte vont chez les clients, sur leurs lieux d'activité et font la collecte quotidienne suivant une mise du client fixée de commun accord à partir de 200 FCFA.

- **Domiciliation Salaire**

C'est un compte qui permet à un salarié (employé, ouvrier, quel que soit son secteur d'activités) de bénéficier d'un virement périodique (par mois ou par quinzaine) de son salaire.

- **Epargne vieux jours**

C'est une épargne que son souscripteur constitue mensuellement, régulièrement et pour une période de cinq ans auprès de WAGES en vue de s'assurer une couverture sociale dans les cas de force majeure ou lorsque sa force diminuera d'intensité.

2-1-2- Les produits de crédit

- **Le crédit ordinaire**

Ce crédit est octroyé aux associations ou groupes de solidarité et aux membres individuels. Le taux d'intérêt est de 1,44% dégressif le mois.

- **Le crédit spécial**

C'est un crédit d'opportunité que WAGES offre à ses clients. Il est destiné aux individus, aux associations et groupes de solidarité, ayant respecté les échéances des remboursements, pour des activités ponctuelles. Il est d'une courte durée (3 à 5 mois).

- **Le crédit à épargne déductible**

C'est un crédit sans épargne préalable pour lequel le bénéficiaire s'engage à déposer un fonds de garantie correspondant à 20% du montant du crédit sollicité.

- **Le crédit direct**

Ce produit est plus développé dans les zones périurbaines et rurales réputées pour leur misère sociale. Il est destiné aux plus démunis regroupés au sein des groupes de solidarité et sans épargne préalable qui est constituée au cours du remboursement.

- **Le crédit tontine**

C'est un crédit de court terme (de 3 à 12 mois) associé à l'épargne tontine afin de faciliter aux clients, quel que soit leur niveau d'activité, l'ouverture d'un compte épargne et l'accès au crédit pour le développement de leurs activités.

- **Le Crédit Rural**

C'est un crédit destiné au monde rural organisé en groupements et en entreprises agricoles.

- **Le Crédit Domiciliation Salaire**

C'est un crédit qui permet aux employés d'autres institutions ayant domicilié leur salaire à WAGES de pouvoir solliciter un prêt.

- **Crédit sur salaire par ordre de virement permanent :**

C'est un crédit qui permet aux employés d'autres institutions ayant domicilié leur salaire ailleurs et sous crédit déjà, de pouvoir solliciter un prêt en faisant un ordre de virement permanent.

- **Le Crédit aux IMF**

C'est un crédit destiné aux institutions de Microfinance, bien installées et reconnues comme ayant des potentialités de développement.

- **Le Crédit Privilège**

C'est un crédit destiné aux bons clients disposant d'une ancienneté d'au moins dix ans ou ayant atteint cinq cycles de crédit. Le bon client est celui qui a bien remboursé ses échéances.

- **Le Crédit WACA**

C'est un crédit destiné aux professionnels du transport public, membre d'une organisation régulièrement constituée pour leur permettre de payer l'assurance de leurs véhicules chez les compagnies d'assurance.

- **Le Crédit aux Organisations Sociales**

C'est un crédit destiné aux Organisations Sociales normalement enregistrées pour leur permettre de répondre à leur besoin de financement en immobilisation et en équipement.

- **Le Crédit tontine prépayée**

C'est un crédit sur un mois destiné aux clients qui font déjà l'épargne tontine pour leur permettre de répondre à des besoins ponctuels de leur activité.

- **Crédit fêtes**

C'est un crédit sur 10 mois avec un taux de 12% adressé aux clients épargnants faisant mouvementer régulièrement leur compte, les clients ayant domicilié leurs salaires à WAGES, aux clients pouvant faire des virements permanents de leurs salaires pour remboursement du crédit et aux bons clients individuels.

2-1-3- Le transfert d'argent

En partenariat avec ECOBANK TOGO, WAGES offre aussi un service de transfert d'argent (Western Union) permettant à ses clients d'envoyer et de recevoir de l'argent de par le monde.

En partenariat avec WARI, WAGES offre un service de transfert d'argent et de paiement de facture WARI

En partenariat avec la banque atlantique, WAGES offre le service de transfert d'argent MONEY GRAM et RIA.

WAGES a également développé les produits de mobile banking avec les opérateurs de téléphonie Togocel (Tmoney) et Moov (Flooz).

2-2-Les services non financiers :

La formation : WAGES forme dans les domaines économique et social. Les modules développés sont :

- La gestion de l'épargne / crédit
- La gestion financière
- Le marketing
- La tenue des documents comptables
- L'alphabétisation fonctionnelle
- La sensibilisation sur le SIDA et le paludisme
- Les techniques de transformation et de production
- La gestion des exploitations agricoles
- Etc.

L'appui institutionnel: Cet appui concerne essentiellement le renforcement de bases juridiques des groupes, groupements, organisations professionnelles paysannes et associations.

Les textes juridiques mis à la disposition des groupes de solidarité et des associations leur permettent d'asseoir une base juridique saine. Afin de faciliter la rédaction de ces textes dans les groupes, il leur est proposé des projets de statuts et de règlement intérieur qu'ils adaptent aux réalités de leurs groupes respectifs.

III- ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIERE

III-1- ANALYSE DES SOLDES CARACTERISTIQUES DE GESTION

Basé sur la reprise et la relance des activités, l'année 2018 s'est terminée avec un résultat meilleur que celui de 2017. L'accent a été mis sur le travail et le professionnalisme afin d'assurer la continuité de la rentabilité et aussi améliorer les performances de l'institution. Les résultats obtenus sont louables. Néanmoins, et afin d'atteindre une performance meilleure pour les exercices suivants, la réalisation d'une analyse financière s'avère indispensable voire obligatoire. Cette analyse permettra d'éprouver la performance et la rentabilité dudit exercice et ainsi prendre des décisions de gestion pour l'exercice à venir afin d'améliorer les prouesses de l'institution.

Ainsi, afin d'opérer une bonne analyse financière, le reclassement des comptes par catégories est une étape importante. Pour cette année 2018, le reclassement ci-après est réalisé :

Tableau n° 1 : Données d'exploitation

	RUBRIQUES	2016	2017	2018
1	Produits des Capitaux Prêtés	1 271 359 092	1 438 038 061	1 708 156 074
2	Coûts des Capitaux Empruntés	167 962 484	166 064 355	213 617 485
3	MARGE FINANCIERE (1-2)	1 103 396 608	1 271 973 706	1 494 538 589
4	Autres Commissions Reçus	319 337 609	346 145 827	463 072 296
5	Autres Commissions Versées	7 699 917	2 727 291	16 300 035
6	MARGE SUR COMMISSIONS (4-5)	311 637 692	343 418 536	446 772 261
7	+ Autres Produits (Hors Subv & Quotes Parts)	115 071 900	119 471 402	40 646 499
8	PRODUIT NET BANCAIRE	1 530 106 200	1 734 863 644	1 981 957 349
9	- Frais de Personnel	824 988 911	869 360 374	965 096 378
10	- Autres Frais d'Exploitation	383 003 120	375 992 712	414 845 432
11	TOTAL FRAIS GENERAUX	1 207 992 031	1 245 353 086	1 379 941 810
12	- Dotations & provisions sur immobilisations	234 989 251	688 837 723	187 560 952
13	Autres reprises de provisions	113 975 324	520 171 055	1 424 386
14	RESULTAT D'EXPLOITATION	201 100 242	320 843 890	415 878 973
15	Résultat d'Exploitation Avant Impôt	201 100 242	320 843 890	415 878 973
16	Produits Exceptionnels (Hors Quotes Parts)	22 722 446	9 722 116	14 552 645
17	Charges Exceptionnelles	18 023 415	69 346 872	27 970 617
18	RESULTAT EXCEPTIONNEL (17-16)	4 699 031	- 59 624 756	- 13 417 972
19	Impôt	-	-	-
20	Reprise Provisions sur créances en souffrance et recup. créances amorties	1 519 281 823	942 545 008	604 745 051
21	Prov./Pertes sur crédits en souffrances	1 571 904 141	957 216 341	660 647 488
22	RESULTAT SUR LA QUALITE DU PORTEFEUILLE	- 52 622 318	- 14 671 333	- 55 902 437
23	RESULTAT NET HORS SUBVENTIONS ET QUOTES PARTS	153 176 955	246 547 801	346 558 564
24	Subventions reçues	15 675 902	24 270 147	18 366 796
25	Quotes Parts	59 629 846	69 627 920	16 904 810
26	RESULTAT NET AVEC SUBVENTIONS ET QUOTES PARTS	228 482 703	340 445 868	381 830 170

Une comparaison des soldes intermédiaires de gestion résultants du reclassement du compte d'exploitation de cet exercice avec les deux précédents permettra de mieux étudier ces différents agrégats et ainsi, aboutir à une excellente analyse.

En 2018, un travail axé sur le professionnalisme et une offre de meilleur service à la clientèle avec la poursuite des actions de redressement ont été mis en œuvre par les dirigeants ainsi que le personnel afin de permettre l'institution de renouer avec la rentabilité et de la maintenir.

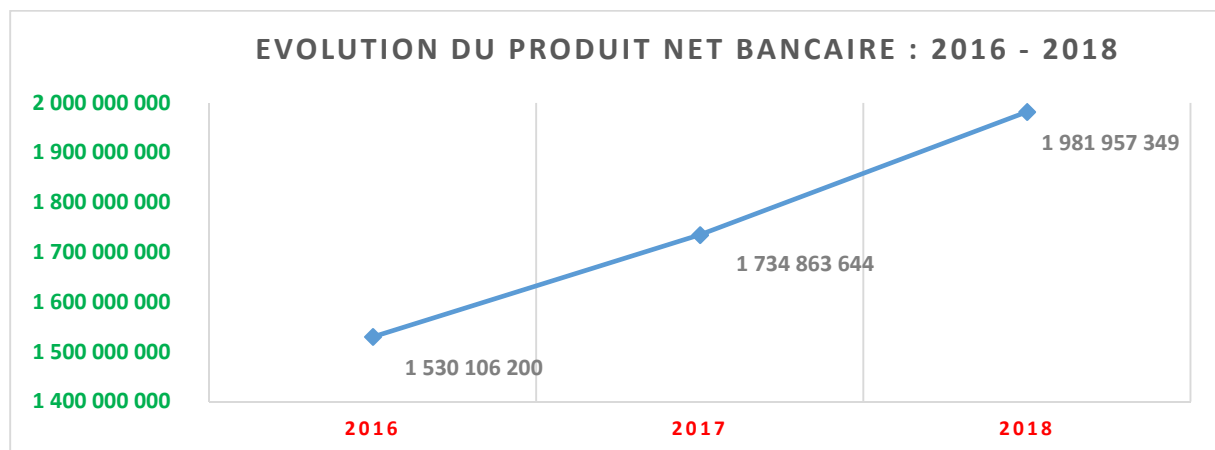
De l'analyse des données d'exploitation, le premier élément qui ressort est la hausse de 18,78% des produits des capitaux prêtés qui sont passés de 1,438 milliards en 2017 à 1,708 milliards en 2018 soit un montant en valeur absolu de 270 118 013 FCFA. Cette hausse par rapport à celle de 2017 qui est de 13,11% démontre l'amélioration de l'activité. Elle s'explique par les éléments suivants :

- La croissance de 17,51% de l'encours de crédit qui est passé de 9,194 milliards en 2017 à 10,804 en 2018 soit une augmentation en valeur absolu de 1 609 932 644 FCFA.
- Les efforts de recouvrement effectués sur l'exercice 2018. Ce qui a permis de diminuer le PAR 90J qui est passé de 7,5% en 2017 à 6,9% en 2018.

De même, les coûts des capitaux empruntés ont connu une hausse de 28,64% soit un montant 47 553 130 FCFA. Cette légère hausse en valeur absolue s'explique par le fait que WAGES ne fait plus trop recours aux emprunts pour financer son crédit mais plutôt à la mobilisation de l'épargne. Les emprunts interviennent juste en soutien pour le financement de la différence.

Il devient évident que des deux constats sur le produit des capitaux prêtés et le coût des capitaux empruntés impactent directement une hausse du produit net bancaire. Ce dernier a ainsi augmenté de 247 093 705 FCFA contre 204 757 444 FCFA en 2018. Une amélioration de 42 336 261 FCFA est constatée sur l'exercice 2018. Le graphique suivant retrace l'évolution du PNB sur les 3 derniers exercices.

Graphique N° 1 : EVOLUTION DU PRODUIT NET BANCAIRE



Afin de d'apprécier la rentabilité de l'institution, l'évolution du Produit Net Bancaire seul ne suffit pas ; il faut également analyser l'évolution des frais généraux qui impactent le PNB pour la détermination du résultat d'exploitation.

Une légère hausse de 10,81% est enregistrée sur le total des frais généraux pour cette année 2018, soit en valeur absolue un montant de 134 588 724 FCFA. Cette hausse comparée au taux de 3,09% sur l'exercice précédent s'explique par la diminution des mesures ardues de redressement. Les éléments suivant expliquent plus en détail cette croissance :

- Une hausse de 10,33% est constatée sur les charges d'exploitation hors frais de personnel. Cette hausse comparée à une baisse de 1,83% pour l'exercice précédent, s'explique par le relâchement des mesure de redressement et l'ouverture de 3 nouveaux guichet dans la zone péri urbaine de Lomé afin de permettre à l'institution d'avoir un bonne couverture de la ville et d'être plus proche de sa clientèle.
- Le recrutement d'agent de tontine pour la mobilisation de l'épargne au niveau des guichets ouvert ainsi que l'attribution d'une prime de motivation à tout le personnel ont concouru à une hausse des frais de personnel de 11,01% contre 5,38% pour l'exercice précédent. Cette hausse se chiffre en valeur absolu à un montant de 95 736 004 FCFA.

Une baisse de 72,77% et 99,73% est respectivement constatée sur dotations aux amortissements & provisions et les reprises d'amortissements & provisions. Ces baisses respectives s'expliquent par le changement des taux d'amortissement des immobilisations qui ont impliqués certaines reprises d'amortissement mais qui ont été annulées par des dotations aux provisions au cours de l'exercice précédent. Ces éléments avaient augmenté de manière importante les comptes de dotations et de reprise d'amortissement.

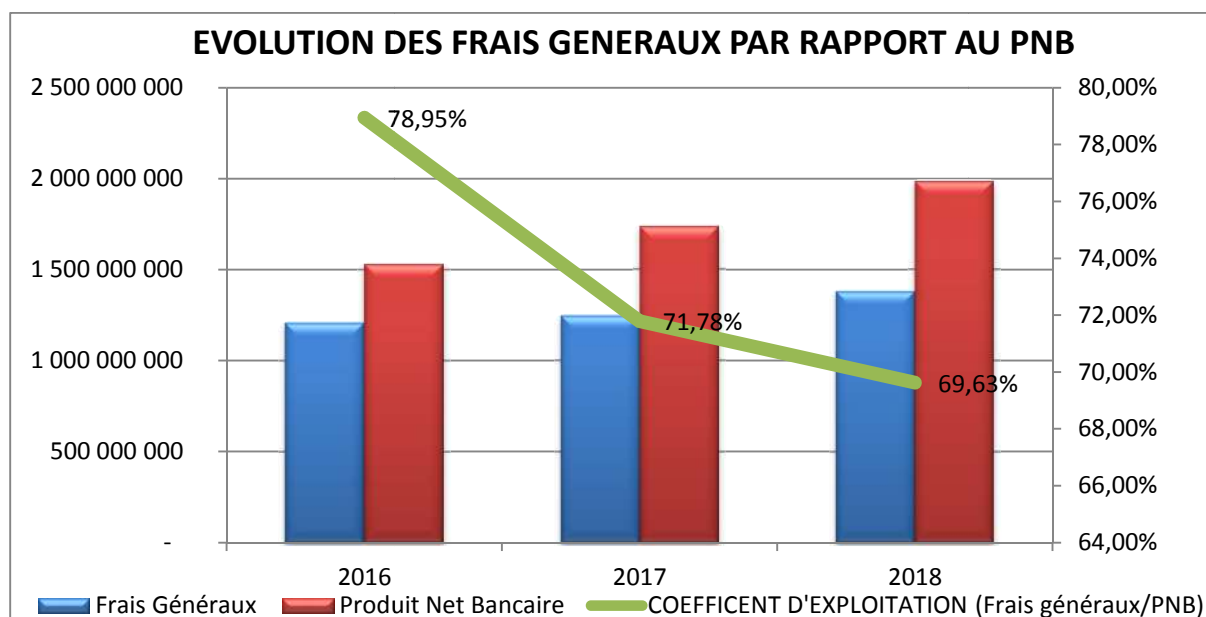
Afin de pousser l'analyse et de mesurer cette maîtrise des charges constatée sur cet exercice, le coefficient d'exploitation constitue un bon élément car il est le rapport des frais généraux (ou charges d'exploitation, soit les salaires, loyers, autres services...) sur le PNB. Il permet de mesurer le poids de ces charges dans la richesse créée par le SFD. Plus ce ratio est élevé, plus la richesse est perdue dans des dépenses de fonctionnement.

Tableau N° 2 : Calcul du coefficient d'exploitation

RUBRIQUES	2016	2017	2018
Frais Généraux	1 207 992 031	1 245 353 086	1 379 941 810
Produit Net Bancaire	1 530 106 200	1 734 863 644	1 981 957 349
COEFFICIENT D'EXPLOITATION (Frais généraux/PNB)	78,95%	71,78%	69,63%
Résultat Net	228 482 703	340 445 868	381 830 170
Résultat Net / PNB	14,93%	19,62%	19,27%

Les graphiques ci-dessous illustrent l'évolution des frais généraux, du Produit Net Bancaire, du coefficient d'exploitation ainsi que celle des résultats de WAGES.

Graphique N° 2 : EVOLUTION DES FRAIS GENERAUX PAR RAPPORT AU PNB



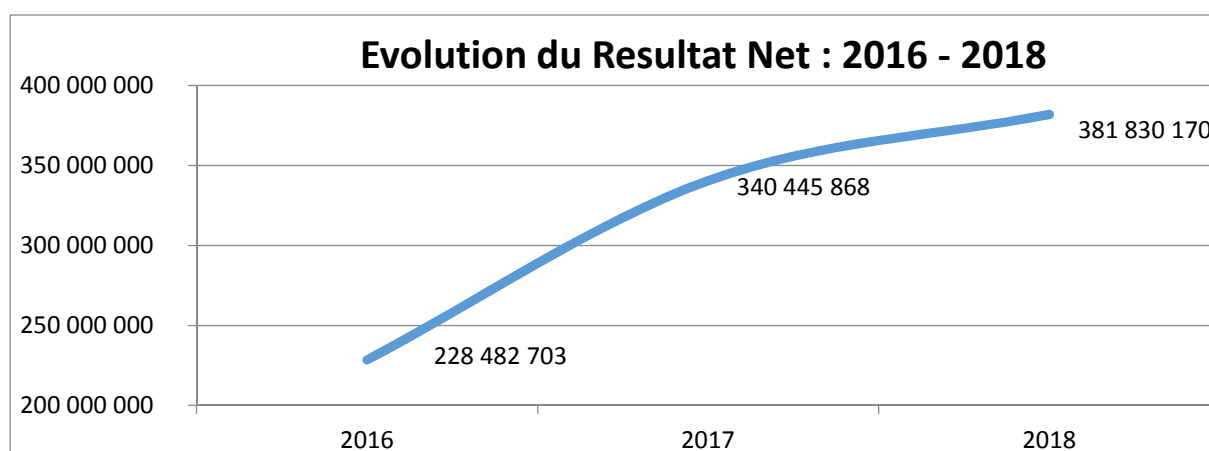
Une baisse est encore constatée sur le coefficient d'exploitation qui est passé de 71,78% en 2017 à 69,63% en 2018. Cette baisse est quand même moindre que celle de 2016 à 2018 mais démontre des efforts que l'institution fait au niveau de la gestion des charges d'exploitation.

Cette remarque est bien illustrée sur le graphique n°2. Sur les trois dernières années, le coefficient d'exploitation inférieur à 100% démontre la reprise de la rentabilité. La baisse non importante sur 2018 se traduit par la croissance légère des frais généraux ainsi que du produit net bancaire. Une forte croissance du PNB aurait amélioré subséquemment le ratio. Des efforts doivent être alors mis en œuvre pour l'amélioration du PNB par l'augmentation de l'activité principale qu'est le crédit. Malgré cette baisse légère le résultat d'exploitation a quand même connu une croissance de 29,62% soit un montant de 95 035 083 FCFA en valeur absolu. Ce résultat d'exploitation se chiffre à 415 878 973 FCFA.

Au résultat d'exploitation vient s'ajouter un résultat exceptionnel déficitaire de 13 417 972 FCFA ainsi qu'un résultat déficitaire sur la qualité du crédit de 55 902 437 FCFA. Une amélioration de 77,50% est constatée sur le résultat exceptionnel ce qui dénote les efforts mis en œuvre. Par contre une dégradation est constatée sur le résultat sur la qualité du portefeuille. Des efforts doivent être mis en œuvre afin d'améliorer la rentabilité pour les exercices à venir.

De ces autres résultats viennent s'ajouter les subventions d'exploitation et les quote part de subvention d'un montant de 35 271 606 FCFA. Tout cela permet à WAGES de dégager un résultat net de 381 830 170 FCFA pour cet exercice 2018. Ce résultat a eu une croissance de 12,16% par rapport à 2017 soit une évolution en valeur absolu de 41 384 302 FCFA.

Graphique N° 3 : EVOLUTION DU RESULTA NET : 2016-2018



III-2- SITUATION PATRIMONIALE

Pour une analyse plus complète de l'évolution de WAGES, un examen des grandes masses de la situation patrimoniale sur les trois dernières années est fondamental.

Reflétant l'image complète de la structure financière de WAGES, le bilan condensé sur les exercices 2016 à 2018, nous permettra de voir l'évolution des grandes masses.

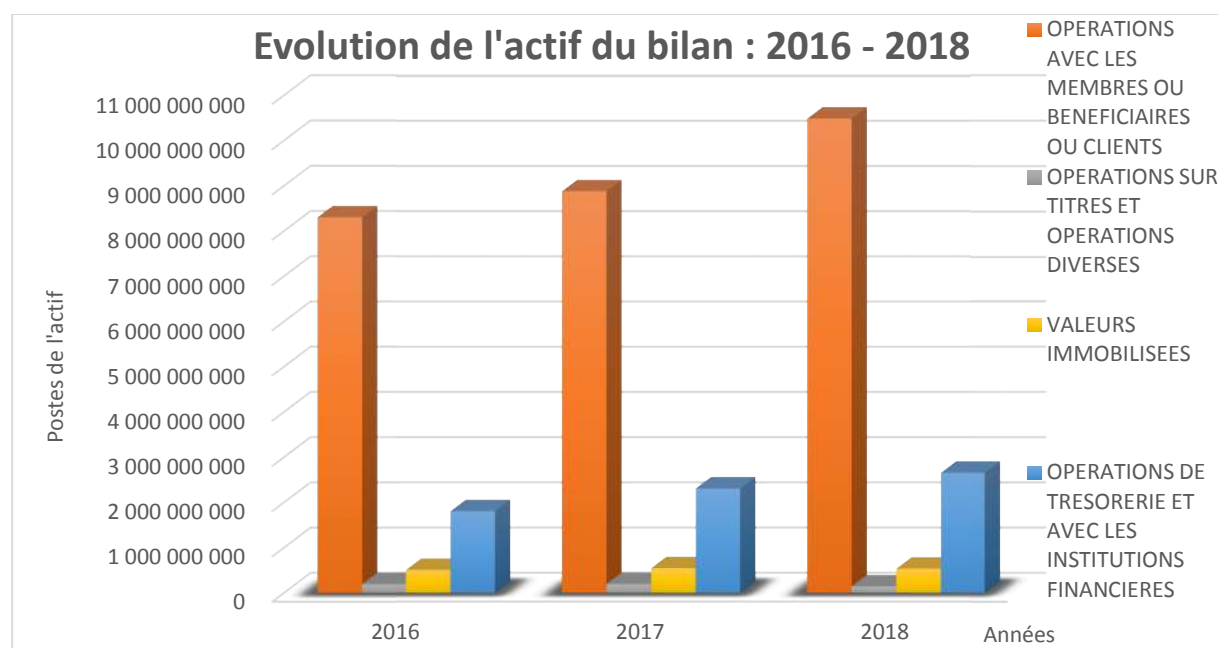
Tableau n°3 : Bilan condensé

ACTIF	2016	2017	2018
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	1 808 697 179	2 309 338 669	2 658 128 263
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES OU BENEFICIAIRES OU CLIENTS	8 304 963 924	8 887 299 798	10 494 332 352
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	193 556 922	195 733 158	143 946 388
VALEURS IMMOBILISEES	509 436 244	547 496 190	536 863 423
TOTAL ACTIF	10 816 654 269	11 939 867 815	13 833 270 426
PASSIF	2016	2017	2018
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	1 106 123 947	1 771 502 873	1 581 910 422
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES OU BENEFICIAIRES OU CLIENTS	6 971 431 923	7 202 466 916	9 064 020 092
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	202 311 769	159 186 150	179 714 120
PROVISIONS, FONDS PROPRES ET ASSIMILES	2 536 786 630	2 806 711 876	3 007 625 792
TOTAL PASSIF	10 816 654 269	11 939 867 815	13 833 270 426

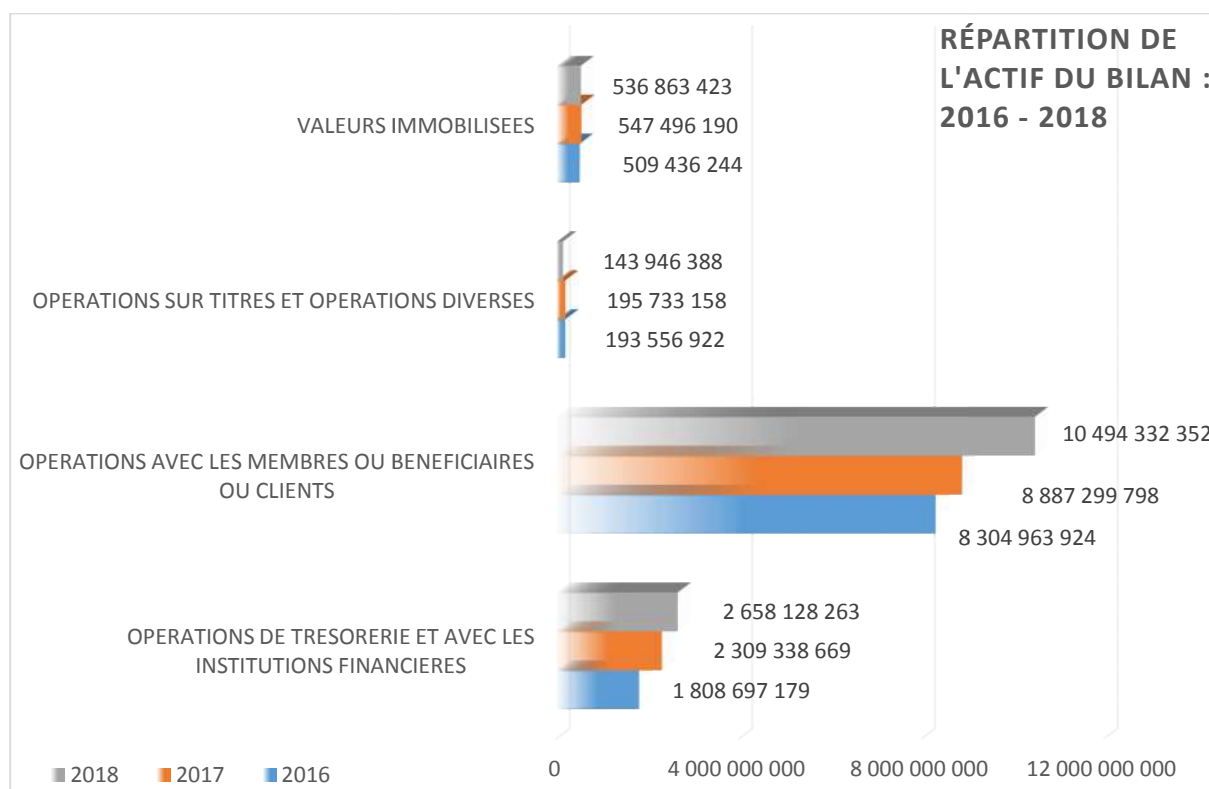
Analyse des éléments d'Actif

De l'analyse du bilan condensé ci-dessus, nous enregistrons pour l'exercice 2018 une hausse du patrimoine de WAGES de 15,86% comparativement à 10,38% pour 2017. Les deux graphiques suivant vous présentent l'évolution des agrégats de l'actif du bilan de WAGES au cours des trois derniers exercices, en fonction des années puis en fonction des grands postes de l'actif.

Graphique 4 : EVOLUTION DE L'ACTIF DU BILAN : 2016 -2018



Graphique 5 : REPARTITION DE L'ACTIF DU BILAN 2016 – 2018



Une analyse succincte de l'actif du bilan et des deux graphiques précédents nous amène aux constats suivants :

La hausse du total actif constaté sur cet exercice, dénote des efforts mis en œuvre pour la relance de l'activité, à travers des sorties de crédits bien étudiés.

L'analyse individuelle de chaque poste d'actif nous permettra d'explorer plus en détail l'évolution du patrimoine sur l'exercice 2018.

Les opérations avec les membres bénéficiaires et clients :

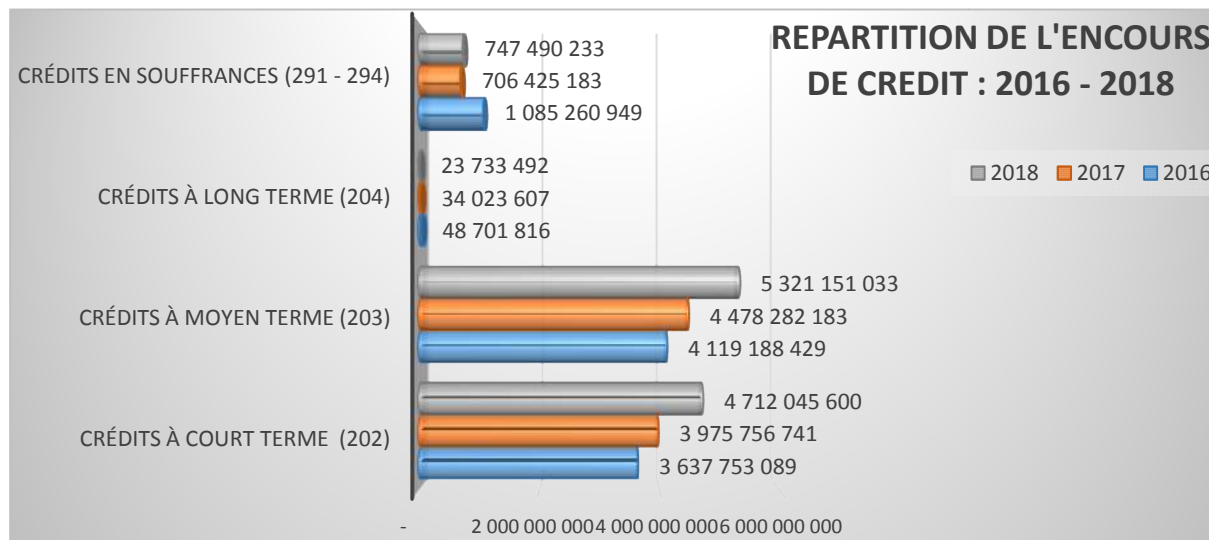
Constituant au 31 décembre 2018, 75,86% du total actif, cette masse est la plus importante et constitue le moteur de production. De 2017 à 2018 les « **opérations avec les membres bénéficiaires et clients** » ont connu une hausse en net de 18,08% soit 1,607 milliard. Cette hausse s'explique par la relance de l'activité de crédit à travers une offre plus efficace et de proximité des produits de crédit de WAGES.

Néanmoins une légère augmentation de 5,81% est constatée sur les créances en souffrance de 2017 à 2018. Malgré cela le PAR 90J est passé de 7,50% à 6,90%.

Aussi, pour cet exercice 2018, ce poste se compose de, crédits à Court Terme (43,36%), de crédits à Moyen Terme (48,97%), de Crédit à Long Terme au personnel de WAGES (0,22%), des crédits en souffrance (6,88%) et des créances rattachées (0,57%).

Le graphique suivant illustre l'évolution de chacun de ces éléments sur les 3 dernières années.

Graphique N° 6 :

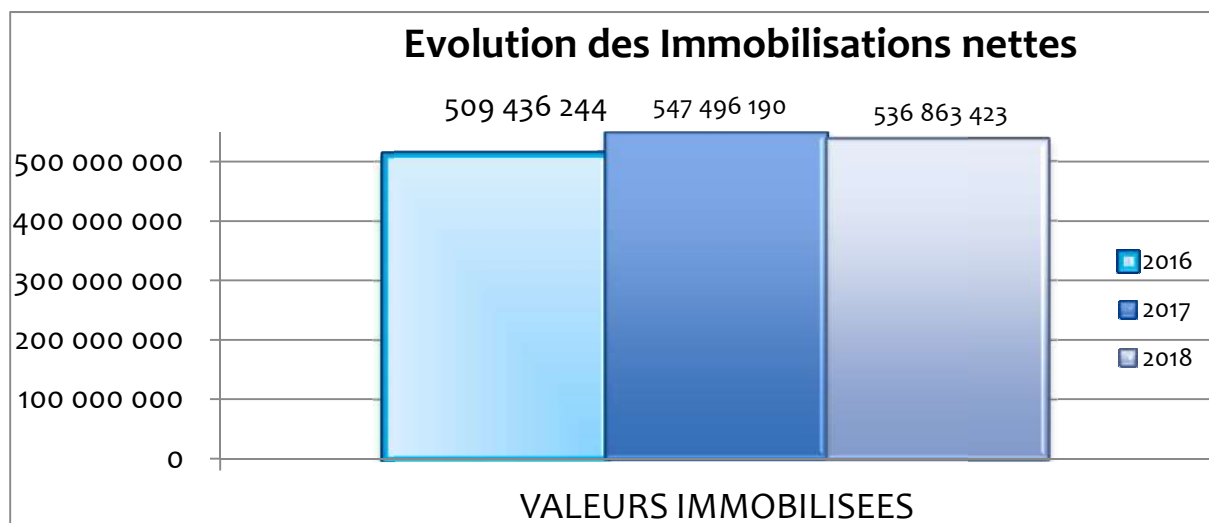


En dehors du poste phare ci-dessus analysé, des commentaires portent sur les postes suivants de la surface financière de l'actif :

Les Immobilisations :

Une légère baisse de 1,94% est constatée sur les immobilisations au cours de l'exercice 2018. Le total net des immobilisations est passé de 547,496 millions en 2017 à 536,863 millions en 2018 soit 10,632 millions.

Graphique N° 7 :



Les Opérations de trésorerie et avec les Institutions financières :

Se chiffrant à un total de 2,658 milliards de francs CFA, ce poste a connu une croissance de 15,10% suite aux actions mise en place pour le respect de la norme prudentielle de Liquidité édité par la BCEAO. Il est composé essentiellement de trois rubriques à savoir :

- Les valeurs en caisse : 161 247 252 FCFA soit 6,07% du total du poste ;
- Les Comptes ordinaires chez les institutions financières : 1 077 554 658 FCFA soit 40,54% du total ;
- Les dépôts de garantie et dépôts à terme chez les institutions financières : 1 419 326 353 FCFA soit 53,40% du total ;

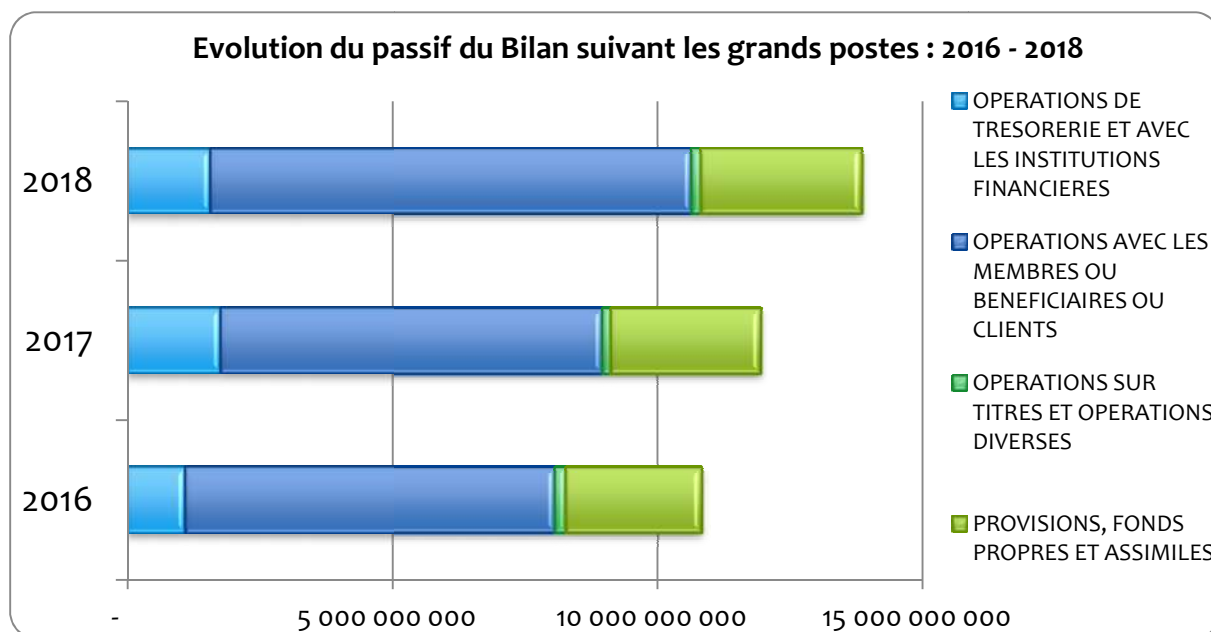
Les Opérations Diverses :

Ce poste a connu une baisse de 26,46% par rapport à l'année 2017 en passant de 195,733 millions à 143,946 millions.

Analyse des éléments du Passif

Comme pour les postes de l'actif, les postes du Passif sont reclassés en quatre grandes masses pour faciliter l'analyse.

Graphique N°9



Les Opérations avec les institutions financières :

Etant un poste du passif et comme le dit son nom, ce poste est composé des dettes de WAGES envers les autres institutions financières que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du pays.

Ce poste a enregistré globalement pour 2018, une baisse de 10,70% s'expliquant par la politique de WAGES à recourir de moins en moins aux emprunts mais à baser plus le financement de son portefeuille de crédit sur la collecte de l'épargne.

Graphique N°10



Les opérations avec les membres ou bénéficiaires ou clients

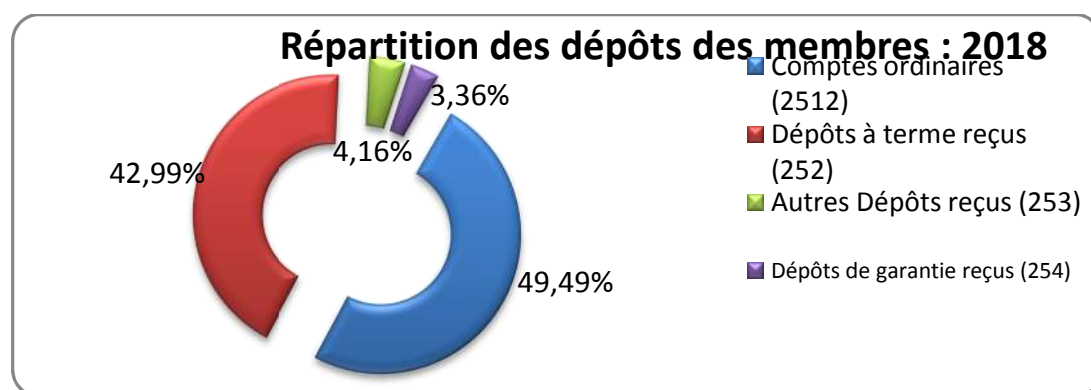
Représentant 65,52% du passif et se chiffrant à un montant total de **9 064 020 092 FCFA**, ce poste est la plus importante ressource, autre que les fonds propres sur lequel WAGES finance son activité. Il a connu au cours de 2017 une hausse de 25,85% soit une évolution en montant de **1 861 553 176 FCFA**. Il est le poste qui a connu la plus grande croissance dans le patrimoine pour cette année 2018. Cela dénote tous les efforts mise en œuvre par l'institution pour la mobilisation de l'épargne. Il se décompose en cinq grands éléments :

- **Les Comptes ordinaires** : Composés des épargnes volontaires des clients (Epargnes libres), les comptes ordinaires se décomposent comme suit au 31 décembre 2018 :
 - Comptes ordinaires des Membres Associations : **178 782 315 soit 3,99%**
 - Comptes ordinaires des membres EPI : **3 921 576 064 FCFA soit 87,59%**
 - Comptes ordinaires des membres TONTINE : **316 698 356 FCFA soit 7,07%**
 - Comptes ordinaires des membres : Zone Rurale : **23 959 112 FCFA soit 0,54%**
 - Comptes ordinaires des membres PSAEG : **21 758 026 FCFA soit 0,49%**
 - Comptes ordinaires des membres : Domiciliation salaire : **14 333 511 FCFA soit 0,32%**
- **Les Dépôts à terme reçus** : les dépôts à terme ont connu une hausse importante de **876,97%** sur l'exercice 2018 et se chiffrent à **304 266 000 FCFA**.

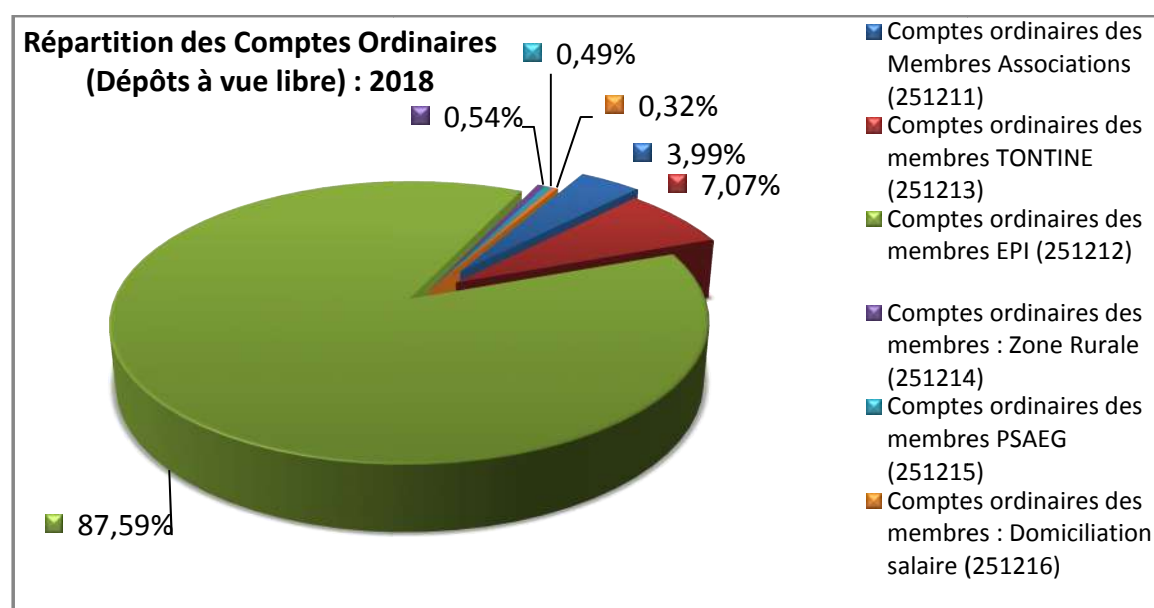
- **Les Dépôts de garantie reçus :** Constitués des cautions des clients dans le but de bénéficier des produits de crédit de WAGES, et représentant en majorité le quart (1/4) du montant du crédit demandé, les dépôts de garanties représentant 42,99% de ce poste, ont connu une hausse de 19,52% en 2018 comparativement à une baisse de 6,26% de 2017.
- **Autres Dépôts reçus :** Ils sont constitués des comptes épargne vieux jours, produit vedette de WAGES lancé en janvier 2017 dans le cadre de la politique de mobilisation de l'épargne. Ils ont connu en 2018 une croissance de 340,60% en atteignant un montant de 376 417 235 FCFA contre 89 930 425 FCFA en 2017 et représentent 4,16% des dépôts des membres.

Les deux graphiques suivants illustrent parfaitement les commentaires réalisés ci-dessus.

Graphique N°11



Graphique N°12



Les Opérations sur titres et opérations diverses :

Le poste « **Opérations Diverses** » qui est constitué par les mouvements des créiteurs divers et des sous postes de régularisation du passif, a, au cours de l'exercice 2018, connu une hausse de 12,90% en passant de 159,186 millions à 179,714 millions de francs CFA.

Provisions fonds propres et assimilés :

Constituant la ressource de base de toute institution, le poste « **Provisions fonds propres et assimilés** » a connu une croissance de 7,16% au cours de l'exercice 2018. Il se décompose comme suit :

- **Les Subventions d'investissement** : d'un montant de 17,049 millions, il est composé du solde des subventions (Don en immobilisation des partenaires ou de l'état) après déduction des quote parts (prise en compte des amortissements des immobilisations données).
- **Les fonds affectés** : d'un montant total de 107,968 millions, il est composé des fonds de garanties des partenaires (Etat Togolais et INADES Formations) en couverture des risques (**risques de non-paiement**) sur les crédits octroyés dans le cadre des projets pilotés de commun accord avec lesdits partenaires.
- **Les fonds de crédit** : Composés de fonds mis à la disposition de WAGES par l'Etat togolais et des institutions partenaires comme le PRADEB, le FAIEJ, dans le cadre des projets et dans le but d'octroyer des crédits à des populations cibles bien spécifiques selon les termes des projets. Les fonds de crédits se chiffrent à 195 773 460 FCFA au 31 décembre 2018.
- **Les Provisions pour Risques et Charges** : Elles sont essentiellement constituées des provisions licenciement et décès des membres du personnel de WAGES, mais aussi des autres provisions pour litiges. Ils se chiffrent au 31 décembre 2018 à un montant total de 312 413 115 FCFA.
- **Les emprunts et titres émis subordonnés**: Ils sont composés principalement de l'emprunt subornée auprès de la SIDI et se chiffre au 31 décembre 2018, à 56 258 889 FCFA.
- **Les Réserves** : Ce poste est composé des réserves obligatoires de 15% du résultat que WAGES dote chaque année. Il s'élève à 1 334 424 900 FCFA au 31 décembre 2018.
- **Les Ecart de réévaluation des immobilisations** : il est composé du montant supplémentaire suite à l'évaluation de l'immeuble abritant l'agence d'Akodessewa acquis pour une valeur de 70 millions de francs CFA et réévalué à 96,427 millions de francs CFA. Il s'élève à 26 427 472 FCFA au 31 décembre 2018.

- **Les Fonds de Dotation** : Il est composé principalement de ligne de crédit non remboursable de CARE international et se chiffre donc au 31 décembre 2018, à 132 116 518 FCFA.
- **Le Report à Nouveau** : Composé de la dotation de 85% du résultat de chaque exercice (Résultat après dotation de 15% de la réserve obligatoire) et des résultats déficitaires, il se chiffre à 443 363 708 au 31 décembre 2018. Il a connu une forte augmentation car il était négatif l'année 2016 dû aux résultats déficitaires 2013, 2014 et 2015. Les reports à nouveau devenus positifs démontrent la reprise de la rentabilité à laquelle est revenue WAGES.
- **Le résultat de l'exercice** : Un résultat net de **381 830 170 FCFA** est enregistré sur cet exercice 2018. Cela démontre la poursuite et l'accroissement de la rentabilité de WAGES.

III-3- GESTION BUDGETAIRE EN 2018

État prévisionnel et limitatif des recettes et dépenses d'une période donnée, le budget de WAGES se subdivise en trois grandes parties à savoir : les investissements, les charges et les produits. Il convient en dernier lieu à la fin de l'exercice de faire le suivi définitif du budget afin de dégager les différents points de dépassements et de sous activités par rapport aux prévisions.

Une analyse plus approfondie de la réalisation du budget, à travers les postes budgétaires nous permettra de faire le bilan des réalisations budgétaires au cours de cet exercice 2018.

Tableau N°4 : Réalisation du Budget de WAGES – Exercice 2018

REALISATION DU BUDGET 2018 : WAGES

I. INVESTISSEMENTS

N° de Compte	Intitulés	BUDGET REVISE 2018	REALISATION AU 31 DECEMBRE 2018	% REALISATION
42	Dépôts et cautionnements	2 000 000	1 580 206	79,01%
44	Immobilisation d'Exploitation	838 943 687	106 656 834	12,71%
TOTAL INVESTISSEMENTS		840 943 687	108 237 040	12,87%

II. FONCTIONNEMENTS

N° de Compte	Intitulés	BUDGET REVISE 2018	REALISATION AU 31 DECEMBRE 2018	% REALISATION
60	Charges d'exploitation financière	210 041 124	229 917 520	109,46%
61	Achats et variations de stocks	158 539 756	135 745 302	85,62%
62	Autres charges externes et charges diverses	378 298 104	274 850 583	72,65%

	d'exploitation			
63	Impôts, taxes et versements assimilés	4 293 000	4 249 547	98,99%
64	Charges de personnel	1 085 967 697	965 096 378	88,87%
66	Dotation amort. & prov	939 443 304	848 208 440	90,29%
67	Charges exceptionnelles et pertes sur exercices antérieurs	13 120 580	27 970 617	213,18%
TOTAL CHARGES		2 789 703 565	2 486 038 387	89,11%

III. RECETTES

N° de Compte	Intitulés	BUDGET REVISE 2018	REALISATION AU 31 DECEMBRE 2018	% REALISATION
70	Produits d'exploitation financière	2 132 812 531	2 171 228 370	101,80%
72	Produits divers d'exploitation	27 900 000	40 646 499	145,69%
74	Subventions d'exploitation	16 000 000	18 366 796	114,79%
76	Reprises d'amortissements, de provisions et récupérations sur créances irrécouvrables	851 650 000	606 169 437	71,18%
77	Produits exceptionnels et profits sur exercices antérieurs	11 789 569	31 457 455	266,82%
TOTAL RECETTES		3 040 152 100	2 867 868 557	94,33%

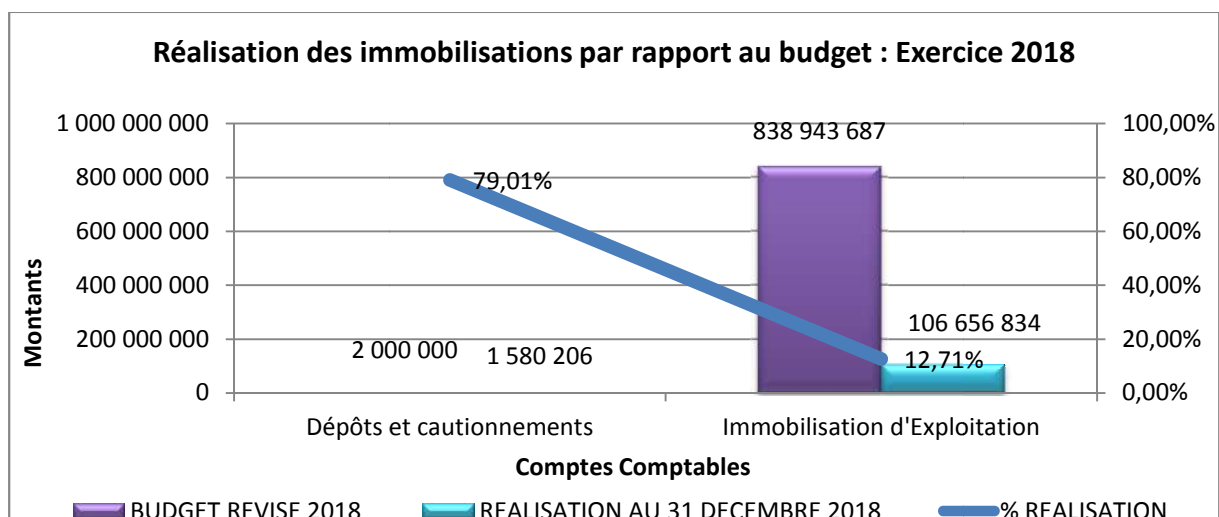
RESULTAT D'EXPLOITATION	250 448 535	381 830 170	152,46%
--------------------------------	--------------------	--------------------	----------------

LES INVESTISSEMENTS

WAGES dans son processus de réduction des charges, n'a pas réalisé de grandes acquisitions au cours de l'exercice 2018. Pour une prévision de **838,943** millions d'investissement, seulement **106,657** millions ont été réalisés soit un taux de réalisation de **12.%**.

Le graphique suivant illustre le degré de réalisation du budget d'investissement.

Graphique N°13

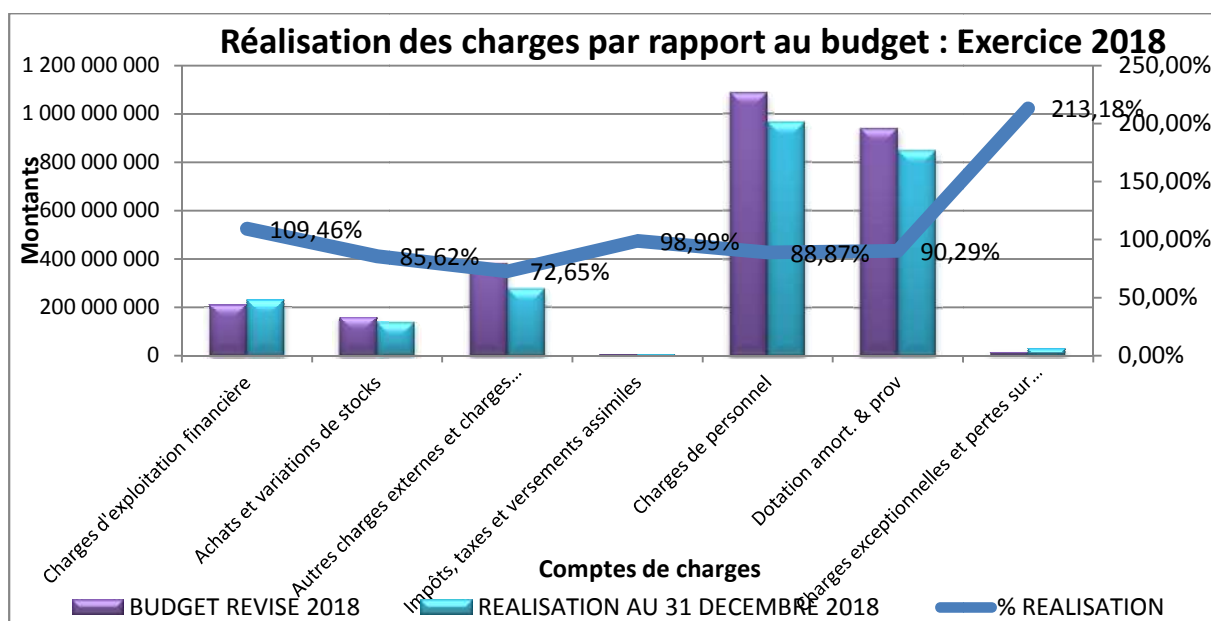


LES CHARGES

Globalement, nous constatons dans le tableau de réalisation budgétaire que l'accent a été mis sur la maîtrise des charges. Toutefois nous avons enregistré de dépassement sur certains postes qui méritent quelques explications. Il s'agit des postes :

- « **Charges d'exploitation financière** » enregistrant un taux de **109,46%** dû essentiellement aux intérêts sur les dépôts des membres bénéficiaires ou clients, aux charges sur le prêt subordonné SIDI pour le renforcement de nos fonds propres et aux taux de change sur nos prêts en ligne KIVA.
- « **Charges exceptionnelles et pertes sur exercices antérieurs** » enregistrant un taux de **213,18%** dû à la détérioration de la qualité du portefeuille.

Graphique N°14



LES PRODUITS

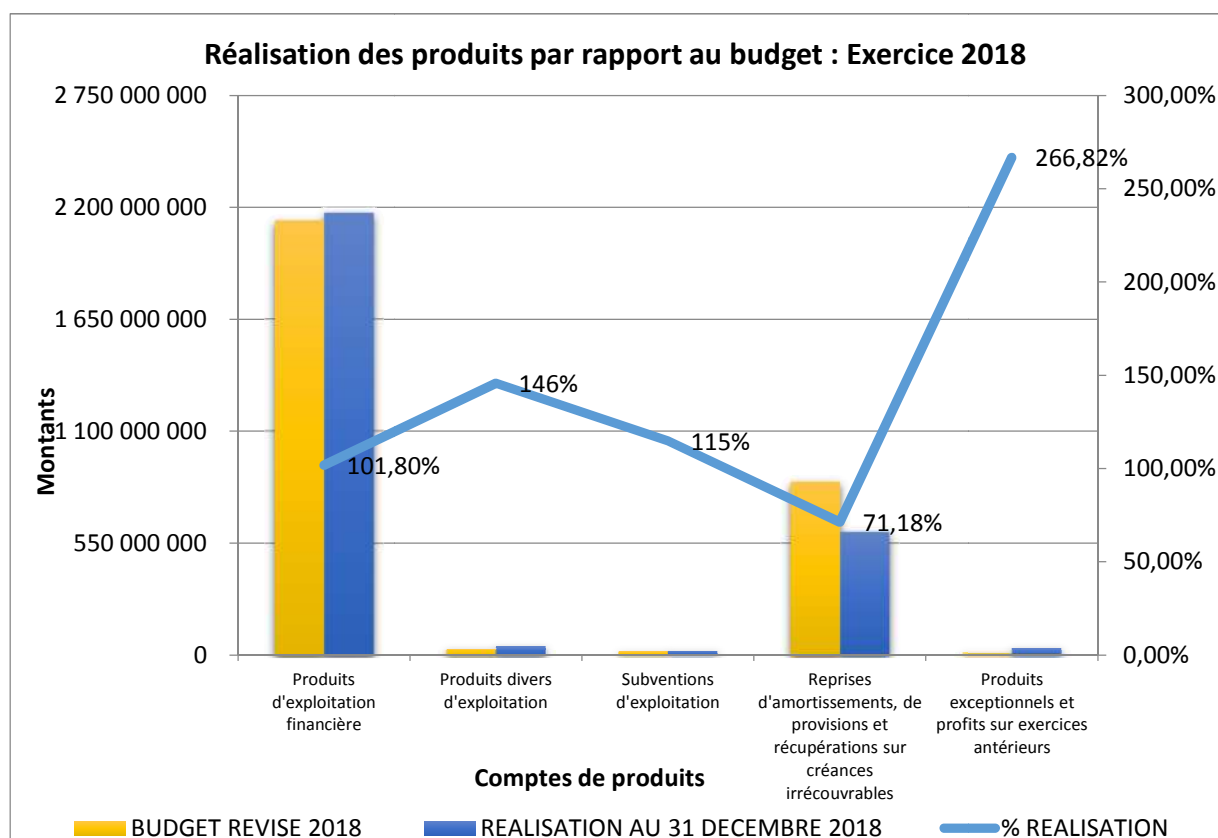
Un taux de réalisation de 94,33% est enregistré pour l'ensemble des recettes. Il est à noter que toutes les prévisions au niveau des recettes sont dans la majorité réalisées sauf au niveau du poste "reprises d'amortissements, de provisions et récupérations sur créances irrécouvrables" qui a enregistré un taux de réalisation de 71,18%.

Néanmoins, certains postes ont enregistré des dépassements. Il s'agit des postes suivants :

- « **Subventions d'exploitation** » enregistrant un taux de 115% dû essentiellement aux frais de gestion bénéficiés par WAGES auprès de notre partenaire WSM/UE sur la mise en œuvre des activités dans les localités de Hahotoe.
- « **Produits exceptionnels et profits sur exercices antérieurs** » enregistrant un taux de 266,82% dû aux reprises de produits et profits des années antérieures et dont l'encaissement est intervenu au cours de l'exercice 2018.

Tout ceci démontre que durant l'exercice 2018, les charges de fonctionnement ont été inférieures aux produits. De cela, découle le résultat excédentaire budgétaire de **381 830 170 FCFA**.

Graphique N°15



RAPPORT AVEC LES PARTENAIRES FINANCIERS ET D'AIDE AU DEVELOPPEMENT

Pour maintenir sa croissance et avoir des ressources disponibles pour satisfaire les demandes des crédits de ses membres, WAGES sollicite auprès des partenaires locaux et étrangers des financements pour atteindre ses objectifs.

- **Les partenaires locaux**

AFD

Le partenariat entre l'AFD et WAGES se poursuit par des rencontres périodiques avec échanges des correspondances entre les deux institutions. L'encours d'engagement de WAGES auprès de l'AFD au 31 décembre 2018 s'élève à 34.671.751 Francs CFA.

BANQUE ATLANTIQUE

Le partenariat avec la banque atlantique s'est poursuivi au cours de l'année 2018 par le versement des excédents de caisse et par le retrait sur les comptes domiciliés chez elle. Au cours de la même période, nous avons reçu plusieurs fois la visite des délégations de la banque en vue du renforcement de notre partenariat. WAGES a des contrats de transfert Money Gram et RIA avec la Banque Atlantique.

L'encours des engagements de WAGES auprès de la BANQUE ATLANTIQUE au 31 décembre 2018 s'élève à 176.029.482 Francs CFA.

BIA

Comme par le passé, le fructueux partenariat entre WAGES et la BIA se passe de tout commentaire en 2018. WAGES mouvemente ses comptes à la BIA par des opérations de dépôts et de retraits en vue de satisfaire ses clients. Au 31/12/2018, WAGES n'a pas d'engagement auprès de la BIA.

BPEC

Le partenariat entre WAGES et la Banque Populaire pour l'Epargne et le Crédit (BPEC) se poursuit par le dépôt sur notre compte ouvert dans ses livres et par le retrait en vue de satisfaire nos clients. Au 31/12/2018, WAGES n'a pas d'engagement auprès de la BPEC.

BTCL

Le partenariat avec la BTCL se poursuit normalement. Nous avons bénéficié plusieurs financements auprès de la BTCL grâce au respect scrupuleux des échéances et surtout des mouvements réguliers que nous faisons sur nos comptes ouverts dans les livres de la BTCL. Au 31 décembre 2018 l'engagement de WAGES auprès de la BTCL s'élève à 177.211.164 francs CFA.

CORIS BANK

Le partenariat entre CORIS BANK et WAGES se poursuit normalement à la grande satisfaction des deux parties. Bien que WAGES a un engagement encours et pour permettre de satisfaire les besoins pressants de nos clients et respecter les ratios réglementaires, WAGES a sollicité et obtenu un prêt de cinq cent millions (500.000.000) de Francs CFA le 24 décembre 2018 ce qui porte l'encours total d'engagement à 739.567.634 au 31 décembre 2018.

NSIA BANQUE

La rémunération sur notre compte courant est toujours en cours et chaque mois ses intérêts sont calculés et déposés sur le compte courant. Au 31 décembre 2018, WAGES n'a pas d'engagement auprès de la NSIA BANQUE.

ECOBANK

Comme par le passé, les relations entre WAGES et Ecobank se sont poursuivies au cours de l'exercice 2018. Notons que la plupart des opérations de transfert que WAGES effectue avec ses partenaires se font par l'intermédiaire de l'ECOBANK.

Le partenariat avec Ecobank sur les activités de Western Union a continué au cours de l'année 2018, avec le renouvellement du contrat de partenariat entre nos deux institutions et couvre toutes les agences de WAGES. Il en est de même pour les opérations de transfert via WARI.

Aussi, est-il à souligner que le contrat de location de coffre-fort signé avec Ecobank en 2008 pour la conservation du double des sauvegardes de notre système hors de nos locaux pour la sécurité des données est toujours en vigueur. WAGES n'a pas d'engagement avec Ecobank au 31.12.2018. Toutefois, WAGES dispose d'un DAT d'un montant de 250 millions de F CFA en cours.

ORABANK

Le partenariat entre ORABANK et WAGES se poursuit par les opérations de dépôt et de retrait. Les dépôts sont effectués à partir des excédents de trésorerie auprès des agences et les retraits sont essentiellement constitués des chèques émis aux clients et aussi pour le paiement des salaires de nos agents qui ont domicilié leurs salaires à ORABANK. Au 31 décembre 2018, WAGES n'a pas d'engagement auprès de l'ORABANK.

UTB

Pour permettre à certains de nos clients de procéder au remboursement de leurs dettes auprès de WAGES, nous leur donnons le numéro de compte UTB pour le virement permanent. Ainsi, chaque mois, ce compte est mouvementé par ces opérations de virement de compte à compte ; WAGES n'a pas d'engagement auprès UTB au 31 décembre 2018.

FNFI

Le gouvernement togolais dans le souci de réaliser ses objectifs de finance inclusive, a créé le Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI) qui passe par les institutions de microfinance pour atteindre la base par l'octroi de 30.000 F CFA à 60 000 FCFA par personne réunie en groupement de 3 à 6 personnes.

Comme par le passé, WAGES poursuit toujours l'octroi de ces prêts aux désireux. L'encours des engagements auprès de FNFI au 31 décembre 2018 se chiffre à 171.778.666 F CFA.

- Les partenaires étrangers.

ALTERFIN

Société coopérative à responsabilité limitée dont le siège est à Bruxelles, ALTERFIN a pour mission de contribuer au financement sous forme de crédit aux réseaux de financement du sud qui orientent leurs services vers les plus pauvres.

L'entrée en relation avec ALTERFIN a commencé depuis 2002. Dès lors, WAGES a eu l'opportunité de bénéficier de financements pour satisfaire les dossiers de crédits de ses clients. Ces différents emprunts reçus ont été régulièrement remboursés avec un respect scrupuleux des échéances.

Notons que WAGES dispose une part sociale pour un montant de 250 Euros soit 163 989 Francs CFA dans le capital d'ALTERFIN depuis le **23 avril 2008**

FEFISOL

Au cours de l'année 2018, FEFISOL a encore démontré sa proximité à WAGES par des échanges. Le prêt de 250 millions de Francs CFA que nous avons bénéficié de FEFISOL le 23 avril 2018 trouvera son début de remboursement qu'au 23 avril 2019. L'encours au 31 décembre 2018 est de 250.000.000 (Deux Cent Cinquante Millions) de Francs CFA.

FIG (PHILEA)

WAGES est entrée en relation avec Le Fonds International de Garantie (FIG) actuellement PHILEA en tant que membre sociétaire depuis le 2 septembre 2002 avec cinq parts sociales pour un montant total en Francs CFA de Deux Millions Cinq Cent Mille (2.500.000). Le 23 mars 2005, WAGES a acheté dix (10) parts supplémentaires pour un montant total en Francs CFA de Cinq Millions Quatre Mille Neuf Cent Cinquante Deux (5.004.952).

En août 2014, une convention de partenariat a été signée entre WAGES et FIG pour la mise de garantie pour les IMF.

ETIMOS

ETIMOS, un Consortium d'appui au développement basé en Italie, est en partenariat avec WAGES depuis l'année 2003. WAGES détient alors 12 parts dans son capital social pour un montant total en Francs CFA de Deux Millions Trente Mille Huit Cent Quarante Trois (2.030.843).

SIDI

WAGES afin de respecter la norme de capitalisation, a adressé une demande prêt subordonné à SIDI qui nous l'a accordé pour un montant de 165 millions de F CFA sur une période de cinq ans et l'encours au 31 décembre 2018 est de 55 millions de F CFA.

IV- ANALYSE DU PORTEFEUILLE

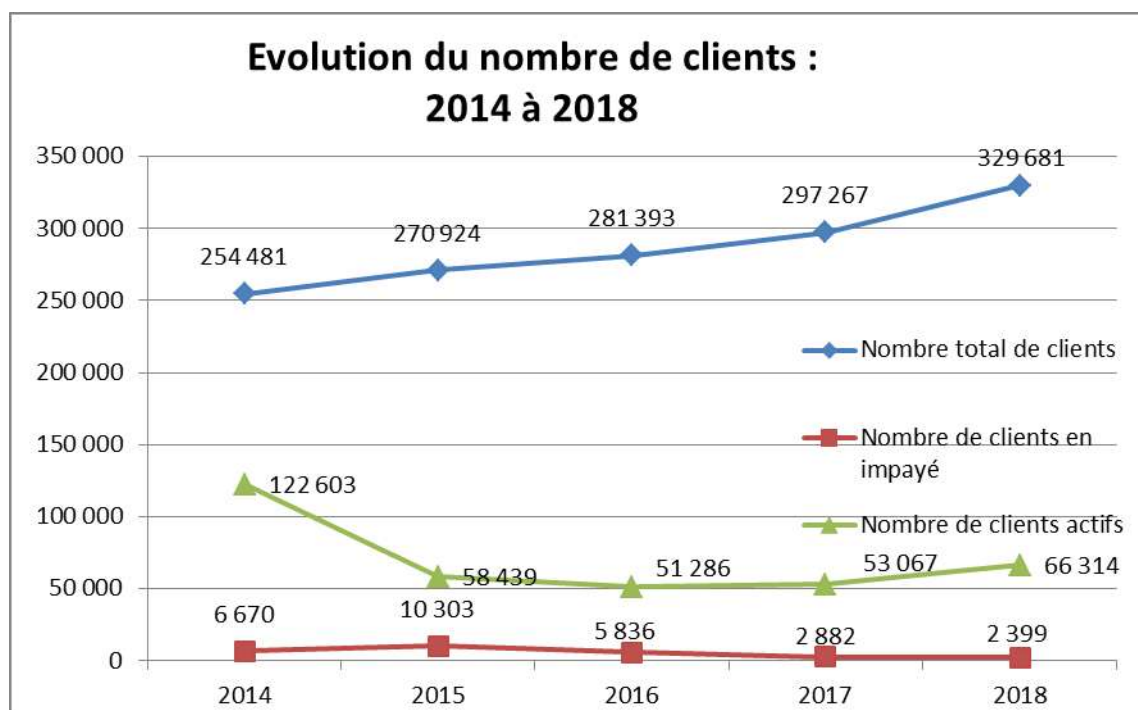
IV-1- ACTIVITE DE CREDIT

IV-1-2- Evolution de la clientèle de 2014 à 2018

Tableau 5 : Evolution de la clientèle de 2014 à 2018

EVOLUTION DU NOMBRE DE CLIENTS: 2014 à Décembre 2018						
Années	2014	2015	2016	2017	2018	VARIATION (2014 à 2018)
Nombre total de clients	254 481	270 924	281 393	297 267	329 681	29,6%
Nombre de clients actifs	122 603	58 439	51 286	53 067	66 314	-45,9%
Nombre de clients en impayé	6 670	10 303	5 836	2 882	2 399	-64,0%

Graphique n°17 : Evolution de la clientèle de 2014 à 2018



L'analyse de l'évolution du nombre des clients dans ses différentes composantes montre le nombre total de clients est en constante progression sur les cinq dernières années. C'est la preuve que les clients continuent de faire confiance à WAGES et c'est le résultat des sensibilisations faites à l'endroit des clients dans le cadre des journées d'efficacité organisées chaque premier vendredi du mois.

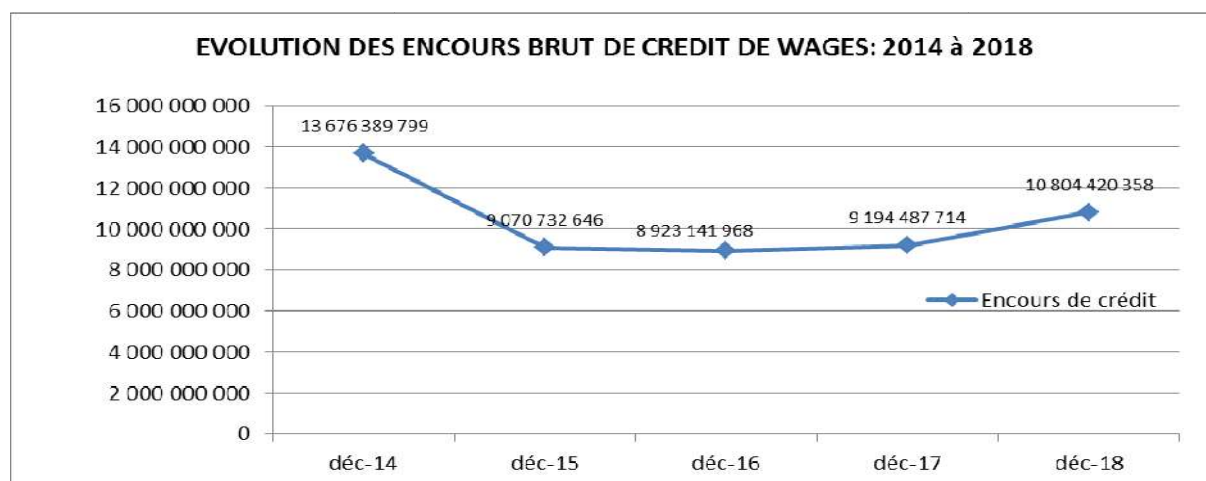
On note également une baisse considérable du nombre des clients en impayés qui n'est que le résultat des actions de recouvrement et la maîtrise des risques en amont des crédits décaissés.

IV-1 -2- Evolution du portefeuille brut de crédit

Tableau 6: Evolution de l'encours brut de crédit de 2014 à 2018

EVOLUTION DES ENCOURS BRUT DE CREDIT DE WAGES: 2014 à 2018						
AGENCES	déc-14	déc-15	déc-16	déc-17	déc-18	VARIATION (2014 à 2018)
Encours de crédit	13 676 389 799	9 070 732 646	8 923 141 968	9 194 487 714	10 804 420 358	-21,0%

Graphique n°18 :



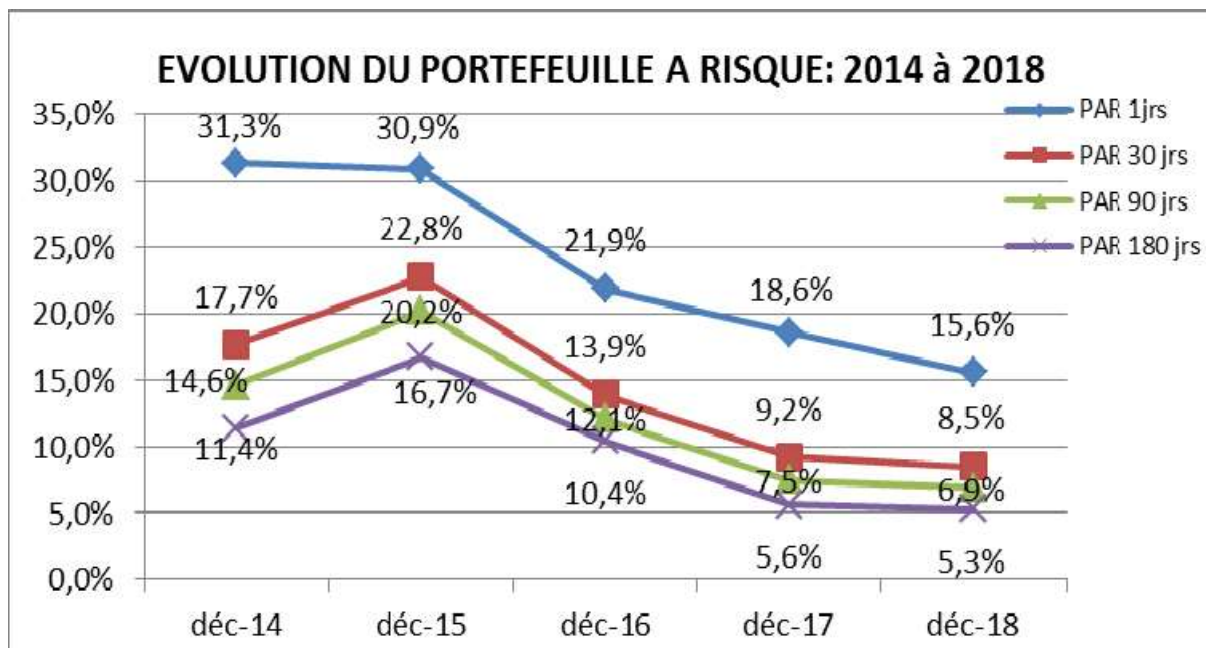
L'analyse de l'évolution de l'encours de crédit montre une baisse de 2014 à 2016. Cette situation de baisse sur cette période est liée aux mesures correctives prises par WAGES après la mission de la Commission Bancaire en 2013. L'amorce d'une légère croissance à partir de 2016 est la résultante des différentes actions de redressement entreprises par la nouvelle direction à travers l'amélioration de la relation client et le changement des stratégies de recouvrement qui par le passé n'étaient pas appréciées des clients.

IV-1 -3- Evolution de la qualité du portefeuille

Tableau 7: Evolution du portefeuille à risque de 2014 à 2018

EVOLUTION DU PORTEFEUILLE A RISQUE: 2014 à 2018					
Agés de retard	déc-14	déc-15	déc-16	déc-17	déc-18
PAR 1jrs	31,3%	30,9%	21,9%	18,6%	15,6%
PAR 30 jrs	17,7%	22,8%	13,9%	9,2%	8,5%
PAR 90 jrs	14,6%	20,2%	12,1%	7,5%	6,9%
PAR 180 jrs	11,4%	16,7%	10,4%	5,6%	5,3%

Graphique n°19 :



A partir de juin 2015, plusieurs actions ont été menées pour réduire considérablement le portefeuille à risque. C'est ainsi que le suivi des clients s'est accru, la collecte d'informations pour les nouveaux dossiers de crédit s'est améliorée grâce à la réorganisation des comités de crédit et la diminution du pouvoir de décaissement en agence.

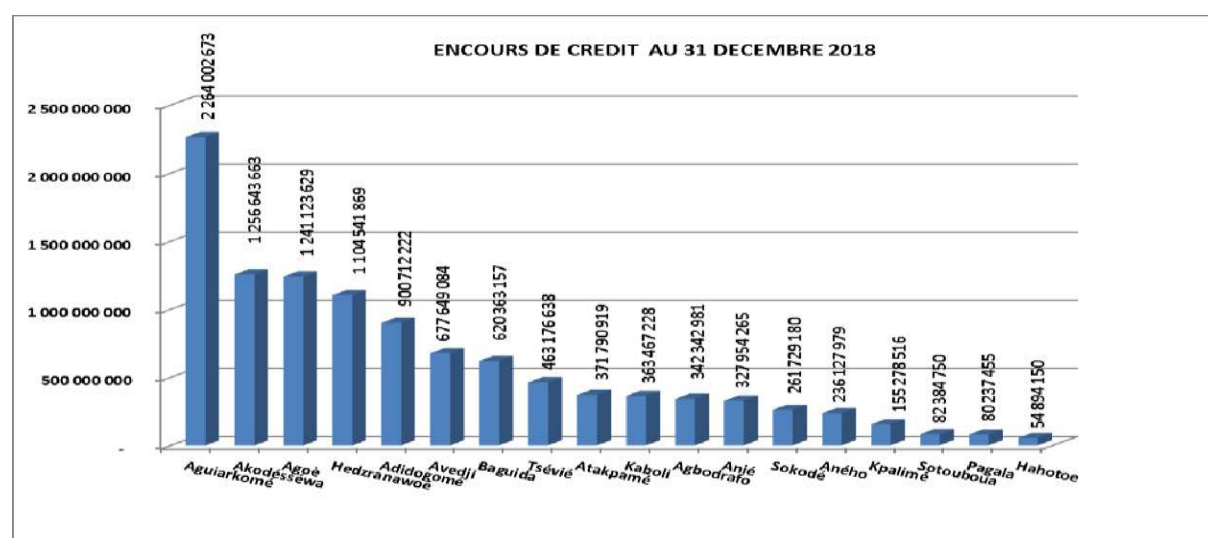
La tendance baissière constatée depuis 2015 se poursuivra en vue du respect des normes établies et améliorer le rendement du portefeuille.

IV-1 -4 - Evolution du poids de chaque Agence dans l'encours de crédit et le portefeuille à risque

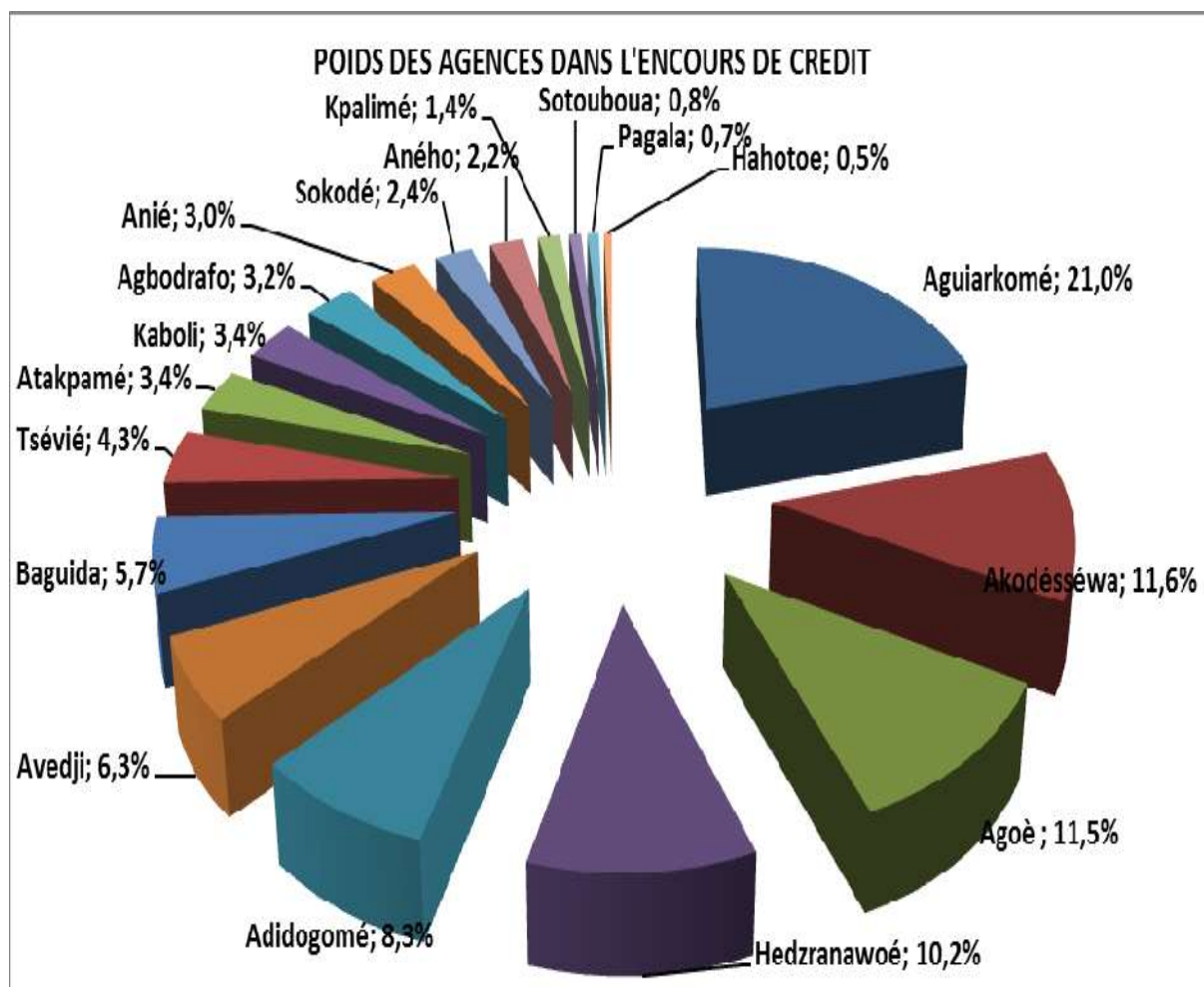
Tableau 8 : Evolution du portefeuille à risque et de l'encours de crédit par agence

ENCOURS DE CREDIT ET PORTEFEUILLE A RISQUE AU 31 Decembre 2018													
Agence	Encours de crédit	Poids dans l'encours	Encours en retard de plus de 1 jour	PAR > 1 jour	Poids dans le PAR 1 Jour	Encours en retard de plus de 30 jours	PAR > 30 jours	Poids dans le PAR 30 Jours	Encours en retard de plus de 90 jours	PAR > 90 jours	Poids dans le PAR 90 Jours	Encours en retard de plus de 180 jours	PAR > 180 Jours
Aguiarkomé	2 264 002 673	21,0%	435 128 394	19,2%	4,0%	240 874 870	10,6%	2,2%	203 460 710	9,0%	1,9%	135 749 325	6,0%
Akodésséwa	1 256 643 663	11,6%	106 577 525	8,5%	1,0%	45 510 980	3,6%	0,4%	36 487 405	2,9%	0,3%	34 226 015	2,7%
Agoè	1 241 123 629	11,5%	89 833 320	7,2%	0,8%	37 729 515	3,0%	0,3%	28 945 395	2,3%	0,3%	20 481 435	1,7%
Hedzranawoé	1 104 541 869	10,2%	232 144 195	21,0%	2,1%	109 358 025	9,9%	1,0%	80 426 401	7,3%	0,7%	46 451 701	4,2%
Adidogomé	900 712 222	8,3%	117 597 632	13,1%	1,1%	72 428 807	8,0%	0,7%	63 804 188	7,1%	0,6%	55 840 969	6,2%
Avedji	677 649 084	6,3%	141 348 815	20,9%	1,3%	90 492 205	13,4%	0,8%	65 812 100	9,7%	0,6%	54 569 565	8,1%
Baguida	620 363 157	5,7%	96 270 915	15,5%	0,9%	38 249 710	6,2%	0,4%	33 717 275	5,4%	0,3%	17 392 590	2,8%
Tsévié	463 176 638	4,3%	123 454 564	26,7%	1,1%	95 536 784	20,6%	0,9%	81 062 189	17,5%	0,8%	72 894 604	15,7%
Atakpamé	371 790 919	3,4%	84 697 994	22,8%	0,8%	44 670 099	12,0%	0,4%	21 383 394	5,8%	0,2%	17 991 309	4,8%
Kaboli	363 467 228	3,4%	33 566 563	9,2%	0,3%	15 658 967	4,3%	0,1%	14 773 952	4,1%	0,1%	13 294 754	3,7%
Agbodrafo	342 342 981	3,2%	60 539 367	17,7%	0,6%	35 043 314	10,2%	0,3%	33 597 899	9,8%	0,3%	30 658 904	9,0%
Anié	327 954 265	3,0%	49 369 995	15,1%	0,5%	34 782 080	10,6%	0,3%	33 503 305	10,2%	0,3%	32 812 195	10,0%
Sokodé	261 729 180	2,4%	44 426 470	17,0%	0,4%	8 494 665	3,2%	0,1%	5 805 635	2,2%	0,1%	5 273 600	2,0%
Aného	236 127 979	2,2%	17 011 685	7,2%	0,2%	11 111 250	4,7%	0,1%	10 922 375	4,6%	0,1%	9 467 780	4,0%
Kpalimé	155 278 516	1,4%	32 376 575	20,9%	0,3%	22 255 445	14,3%	0,2%	17 237 290	11,1%	0,2%	16 608 685	10,7%
Sotouboua	82 384 750	0,8%	10 884 545	13,2%	0,1%	7 674 420	9,3%	0,1%	7 674 420	9,3%	0,1%	6 841 815	8,3%
Pagala	80 237 455	0,7%	6 947 740	8,7%	0,1%	4 428 480	5,5%	0,0%	3 773 655	4,7%	0,0%	3 250 365	4,1%
Hahotoe	54 894 150	0,5%	8 398 355	15,3%	0,1%	4 640 935	8,5%	0,0%	2 752 810	5,0%	0,0%	2 242 450	4,1%
Total	10 804 420 358	100,0%	1 690 574 649	15,6%	15,6%	918 940 551	8,5%	8,5%	745 140 398	6,9%	6,9%	576 048 061	5,3%

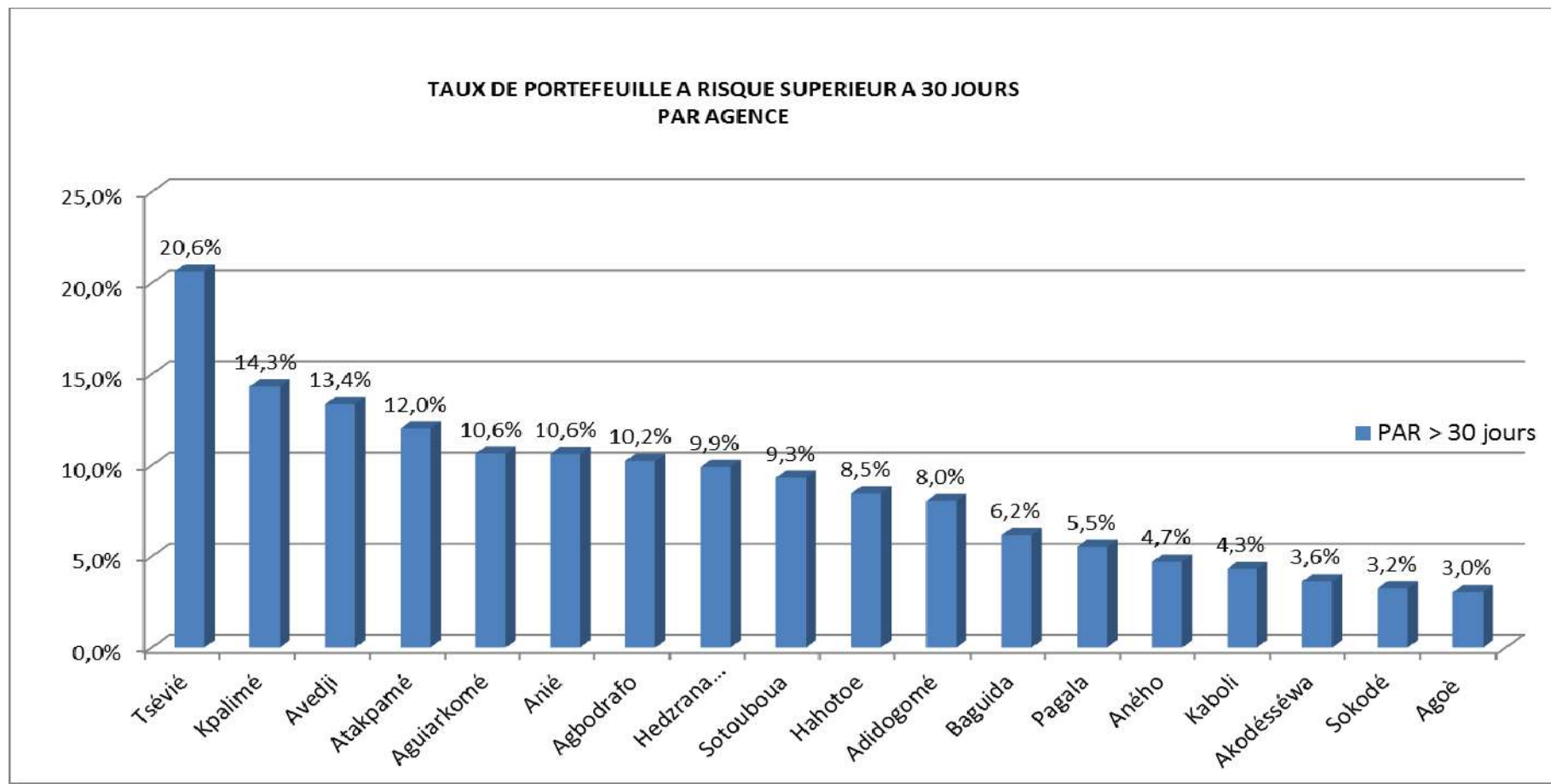
Graphique n°20



Graphique n°21



Graphique n°22:



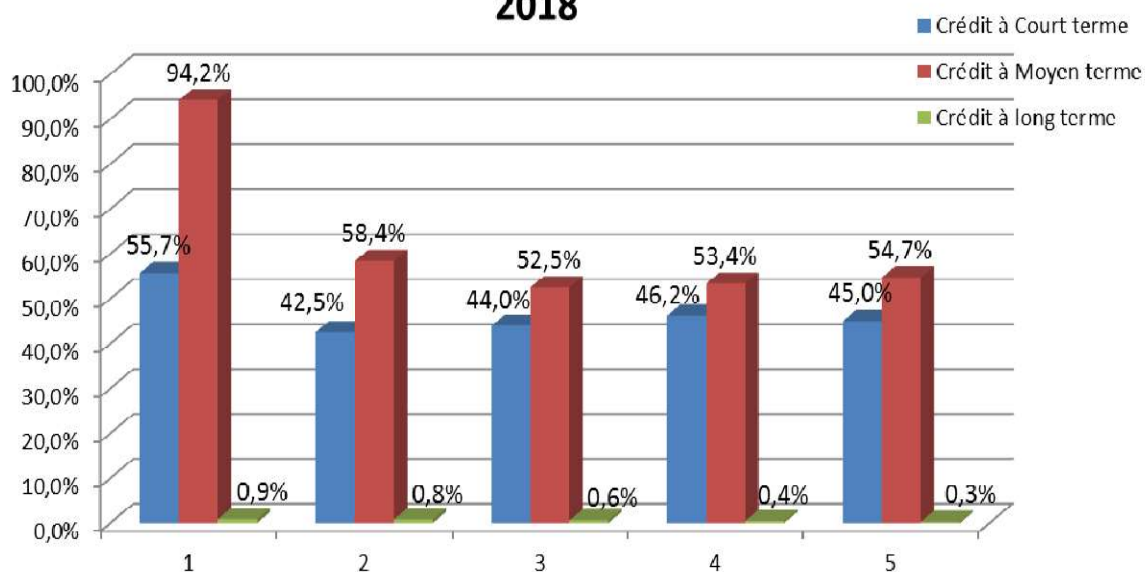
IV-1 -5- Evolution des encours par terme

Tableau 9 : Evolution de l'encours par terme

EVOLUTION DE L'ENCOURS DE CREDIT PAR TERME : 2014 à 2018																				
Crédit par terme	2 014				2 015				2 016				2 017				2 018			
	Encours de crédit	Pourcentage du global	Encours souffrant	Pourcentage du total souffrant	Encours de crédit	Pourcentage du global	Encours souffrant	Pourcentage du total souffrant	Encours de crédit	Pourcentage du global	Encours souffrant	Pourcentage du total souffrant	Encours de crédit	Pourcentage du global	Encours souffrant	Pourcentage du total souffrant	Encours de crédit	Pourcentage du global	Encours souffrant	Pourcentage du total souffrant
Crédit à Court terme	5 052 100 522	55,7%	669 829 748	32,3%	3 793 951 858	42,5%	616 863 826	56,8%	4 041 202 488	44,0%	402 876 784	57,0%	4 249 882 019	46,2%	287 220 713	40,7%	4 862 212 141	45,0%	173 713 810	24,9%
Crédit à Moyen terme	8 547 027 563	94,2%	1 745 620 917	84,3%	5 209 277 858	58,4%	1 449 532 607	133,6%	4 829 154 144	52,5%	677 847 335	96,0%	4 905 272 386	53,4%	412 903 043	58,4%	5 913 426 313	54,7%	519 506 394	74,3%
Crédit à long terme	77 261 714	0,9%	223 068	0,0%	67 502 930	0,8%	4 536 830	0,4%	52 785 336	0,6%	4 536 830	0,6%	39 333 309	0,4%	6 301 427	0,9%	28 781 904	0,3%	5 558 212	0,8%
Total	13 676 389 799	150,8%	2 415 673 733	116,6%	9 070 732 646	101,7%	2 070 933 263	190,8%	8 923 141 968	97,0%	1 085 260 949	153,6%	9 194 487 714	100,0%	706 425 183	100,0%	10 804 420 358	100,0%	698 778 416	100,0%

Graphique n°23 :

EVOLUTION DE L'ENCOURS DE CREDIT PAR TERME: 2014 à 2018

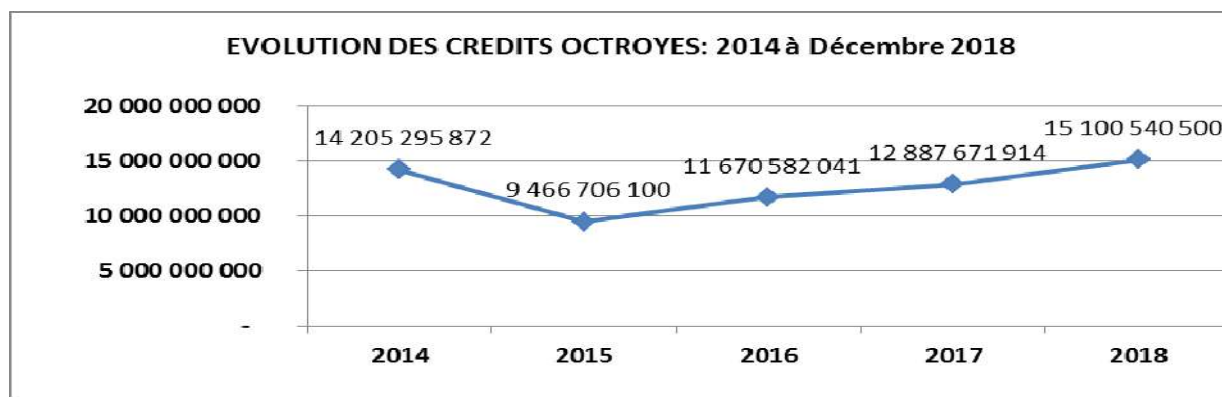


IV-1- 6 - Evolution des crédits octroyés

Tableau 10: Evolution des crédits octroyés de 2014 à 2018

EVOLUTION DES CREDITS OCTROYES: 2014 A 2018					
Années	2014	2015	2016	2017	2018
Crédits accordés	14 205 295 872	9 466 706 100	11 670 582 041	12 887 671 914	15 100 540 500

Graphique n°24 :



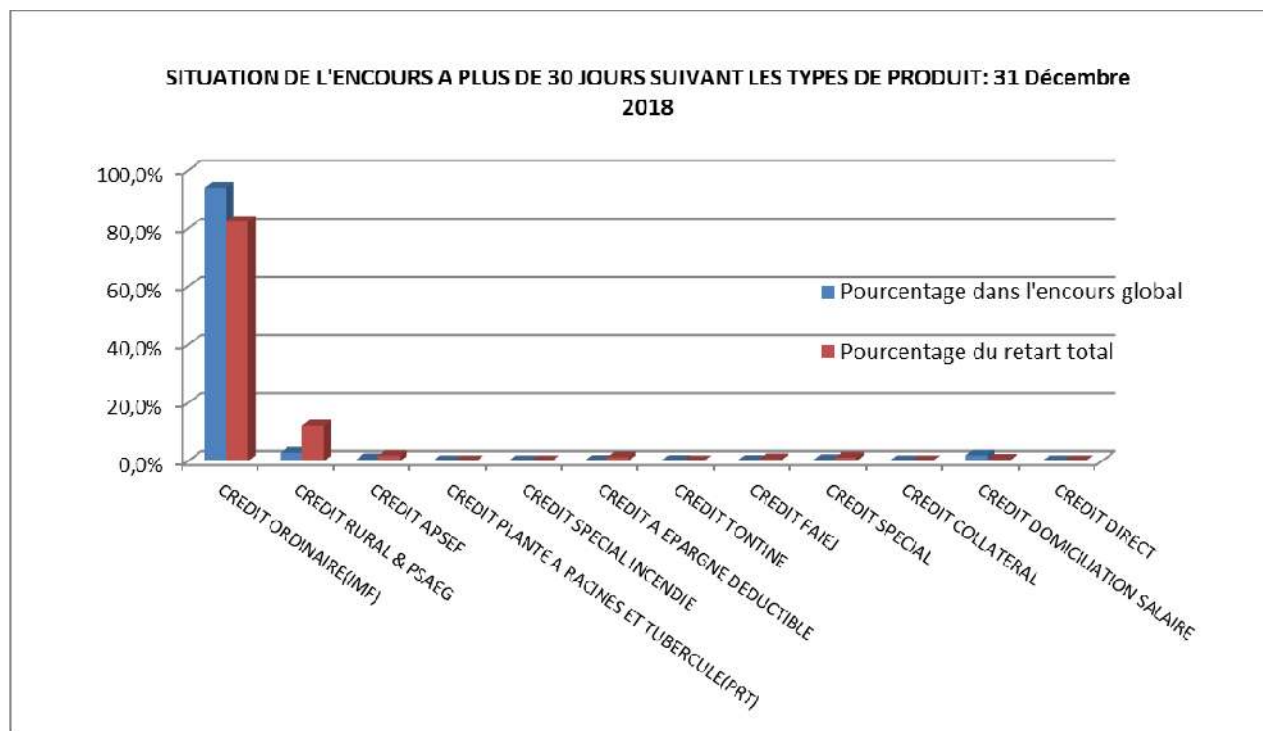
Comme l'indique le tableau d'évolution des crédits octroyés, le montant des décaissements en constante augmentation depuis 2015 après un fléchissement entre 2014 et 2015. Par sa stratégie de création de guichets dans la zone péri urbaine, le grand retour à la cible première, WAGES a augmenté considérablement le nombre de demandeurs de prêts sur la période. Le suivi du délai de traitement des dossiers et le suivi rigoureux des objectifs a créé l'effet catalyseur du montant et du nombre de crédits décaissés.

IV-1 -7- Analyse du poids de chaque type de crédit dans l'encours global de crédit

Tableau 11 : Situation du portefeuille de crédit par type de crédit

SITUATION DU PORTEFEUILLE DE CREDIT PAR TYPE DE PRODUIT: 31 Décembre 2018					
Produits de crédit	Encours de crédit	Pourcentage dans l'encours global	Encours en retard de plus de 30 jours	Pourcentage du retard total	Poids dans le PAR 30 Jours
CREDIT ORDINAIRE(IMF)	10 161 898 856	94,1%	756 555 819	82,3%	7,0%
CREDIT RURAL & PSAEG	306 164 318	2,8%	112 347 943	12,2%	1,0%
CREDIT APSEF	68 727 140	0,6%	16 540 480	1,8%	0,2%
CREDIT PLANTE A RACINES ET TUBERCULE(PRT)		0,0%		0,0%	0,0%
CREDIT SPECIAL INCENDIE		0,0%		0,0%	0,0%
CREDIT A EPARGNE DEDUCTIBLE	11 740 315	0,1%	11 740 315	1,3%	0,1%
CREDIT TONTINE	2 764 760	0,0%	47 980	0,0%	0,0%
CREDIT FAIEJ	7 620 584	0,1%	5 997 009	0,7%	0,1%
CREDIT SPECIAL	35 567 370	0,3%	11 300 000	1,2%	0,1%
CREDIT COLLATERAL		0,0%		0,0%	0,0%
CREDIT DOMICILIATION SALAIRE	209 937 015	1,9%	4 411 005	0,5%	0,0%
CREDIT DIRECT		0,0%		0,0%	0,0%
TOTAL	10 804 420 358	100,0%	918 940 551	100,0%	8,5%

Graphique n° 25 :

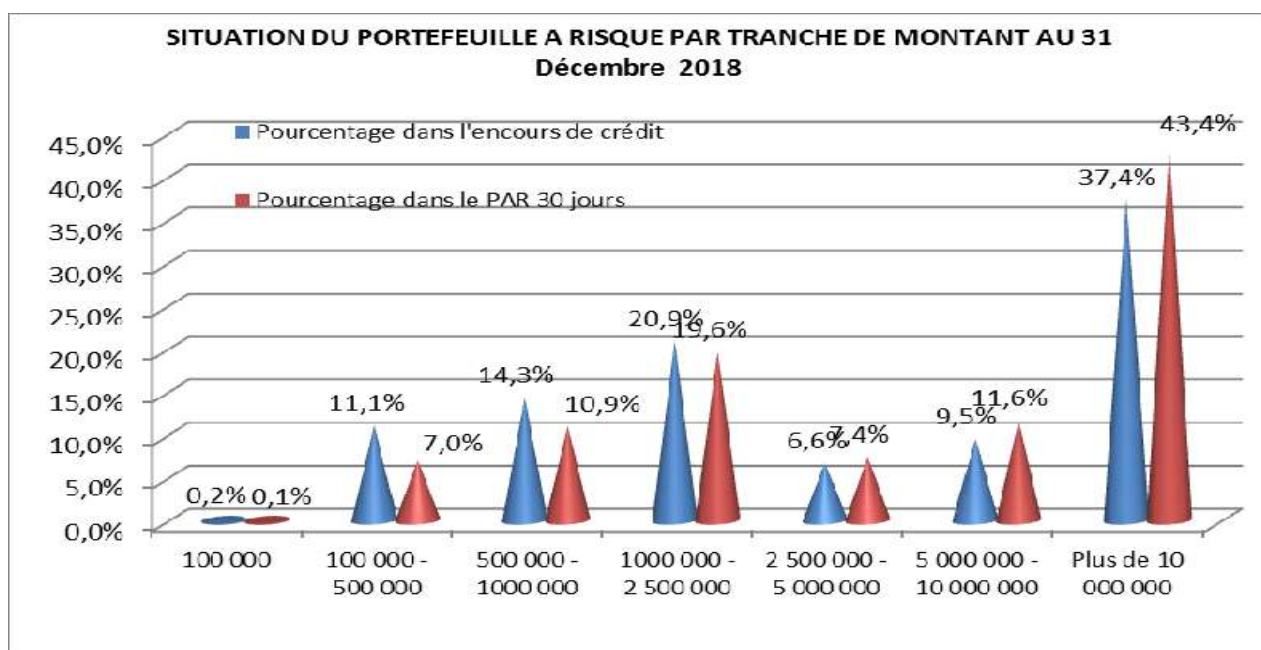


IV-1 -8 - Analyse du poids par tranche de montant dans le portefeuille de crédit

Tableau 12 : Situation du poids par tranche de montant dans le portefeuille de crédit

SITUATION DU PORTEFEUILLE A RISQUE PAR TRANCHE DE MONTANT AU 31 decembre 2018					
Tranches de montant	Encours de crédit	Pourcentage dans l'encours de crédit	Encours à plus de 30 j	Poids dans le PAR 30 jours	Pourcentage dans le PAR 30 jours
100 000	21 468 800	0,2%	794 985	0,0%	0,1%
100 000 - 500 000	1 194 762 832	11,1%	64 327 334	0,6%	7,0%
500 000 - 1000 000	1 547 924 853	14,3%	100 513 215	0,9%	10,9%
1000 000 - 2 500 000	2 256 730 384	20,9%	179 900 251	1,7%	19,6%
2 500 000 - 5 000 000	718 481 600	6,6%	67 776 098	0,6%	7,4%
5 000 000 - 10 000 000	1 025 445 353	9,5%	106 675 697	1,0%	11,6%
Plus de 10 000 000	4 039 606 536	37,4%	398 952 971	3,7%	43,4%
Total	10 804 420 358	100,0%	918 940 551	8,5%	100,0%

Graphique n° 26:

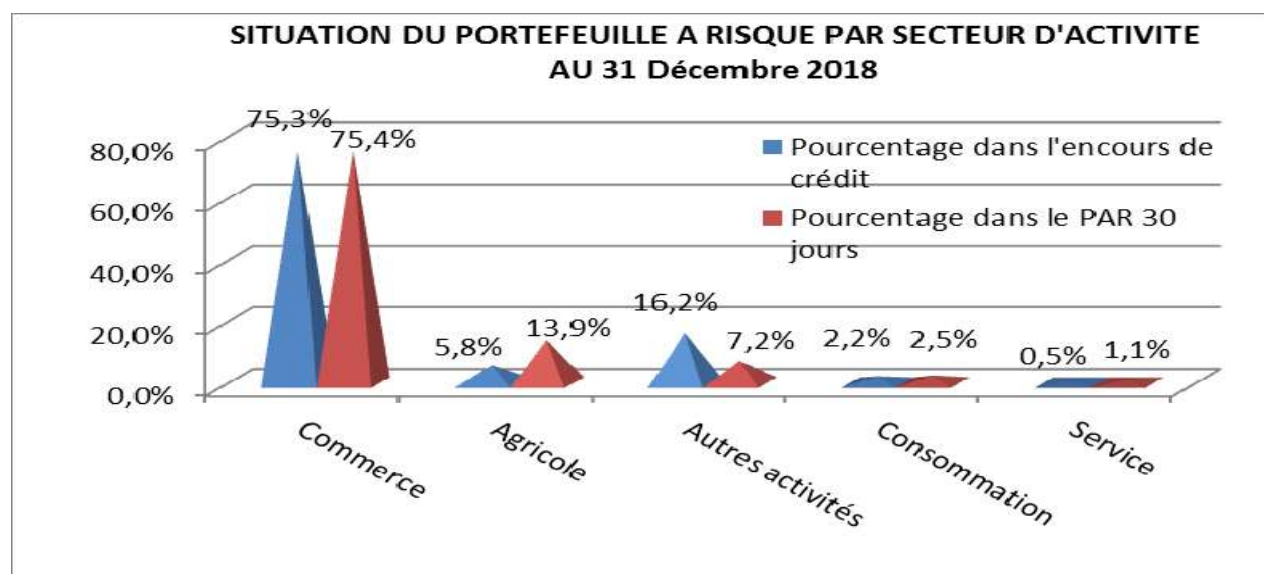


IV-1 -9- Analyse du poids par secteur d'activité dans l'encours de crédit

Tableau 13:

SITUATION DU PORTEFEUILLE A RISQUE PAR SECTEUR D'ACTIVITE AU 31 Décembre 2018					
Secteur d'activité	Encours de crédit	Pourcentage dans l'encours de crédit	Encours à plus de 30 j	Poids dans le PAR 30 jours	Pourcentage dans le PAR 30 jours
Commerce	8 136 494 285	75,3%	693 072 503	6,4%	75,4%
Agricole	630 968 963	5,8%	127 717 543	1,2%	13,9%
Autres activités	1 745 287 935	16,2%	65 712 167	0,6%	7,2%
Consommation	232 444 965	2,2%	22 557 572	0,2%	2,5%
Service	59 224 210	0,5%	9 880 766	0,1%	1,1%
Total	10 804 420 358	100,0%	918 940 551	8,5%	100,0%

Graphique n° 27 :



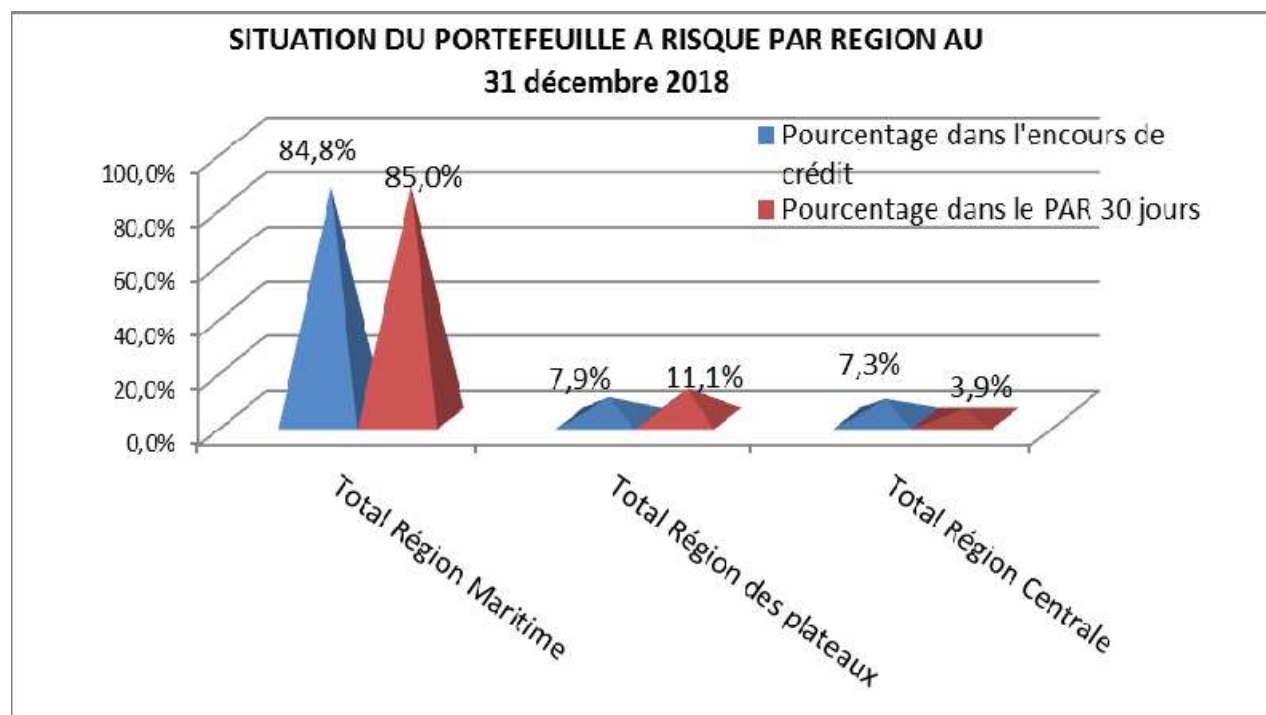
La répartition du portefeuille par secteur d'activité montre que WAGES a confirmé sa tendance habituelle du financement concentré sur le commerce. En effet, WAGES a toujours travaillé en majorité avec les femmes exerçant dans le commerce. 75,3% du portefeuille total consacré au commerce suivi de loin par le secteur agricole de 5,8%. WAGES devra alors diversifier suffisamment son portefeuille pour réduire sa dépendance vis-à-vis du commerce.

IV-1 -10 - Analyse du poids par région administrative dans l'encours de crédit

Tableau 14: situation du portefeuille à risque par région

SITUATION DU PORTEFEUILLE A RISQUE PAR REGION AU 31 décembre 2018					
Secteur d'activité	Encours de crédit	Pourcentage dans l'encours de crédit	Encours à plus de 30 j	Poids dans le PAR 30 jours	Pourcentage dans le PAR 30 jours
Total Région Maritime	9 161 578 045	84,8%	780 976 395	7,2%	85,0%
Total Région des plateaux	855 023 700	7,9%	101 707 624	0,9%	11,1%
Total Région Centrale	787 818 613	7,3%	36 256 532	0,3%	3,9%
Total	10 804 420 358	100,0%	918 940 551	8,5%	100,0%

Graphique n°28 :



IV-2- ACTIVITE D'EPARGNE

Tableau n°15: Evolution de l'encours d'épargne

EVOLUTION DE L'ENCOURS EPARGNE: 2014 à Décembre 2018						
Années	2014	2015	2016	2017	2018	VARIATION (2014 à 2018)
Montants	8 976 821 403	7 337 331 296	6 971 431 923	7 197 968 296	9 047 022 292	0,8%

Graphique n°29



IV-3- GESTION DU SERVICE CLIENTELE :

Au cours de l'année 2018, comme en 2017, les activités menées par le service clientèle tournent autour des points suivants :

- Suivi des Agents de la clientèle
- Suivi des anciens clients
- Contribution au développement des services financiers
- Suivi de la journée d'efficacité et des rapports du comité technique des AGENCES
- Suivi et analyse des boîtes à suggestions
- Visites de sensibilisation et d'informations des AGENCES
- Organisation des formations aux clients
- Organisation de la formation de recyclage aux Agents de la clientèle/formation des gestionnaires tontine
- Formation des Agents stagiaires de l'épargne et crédit et des Agents de Tontine
- Promotion de l'épargne et prospection sur les nouveaux produits : épargne vieux jours
- Suivi des fermetures de compte dans les AGENCES et Proposition des stratégies pour décourager les fermetures
- Participation aux formations et Ateliers

V- ACTIVITES DU DEPARTEMENT ADMINISTRATION ET RESSOURCES HUMAINES

La gestion des ressources humaines constitue l'un des enjeux majeurs pour chaque institution. En effet, elle occupe une place prépondérante dans l'évolution du management surtout dans le secteur de la micro finance qui est un secteur évoluant dans un environnement complexe et confronté à des défis de taille: une concurrence accrue, des réglementations plus strictes imposées par les pouvoirs publics, des clients de plus en plus exigeants qui demandent des produits plus diversifiés et davantage de services, et une pression accrue en faveur de la réduction des taux d'intérêt.

Cette évolution de la société oblige les Systèmes Financiers Décentralisés telles que WAGES à mettre en place une politique de gestion des ressources humaines, modernes, efficaces et source de satisfaction tant pour son personnel que pour les clients. Cette politique conduit à la performance de WAGES qui dépend étroitement de la confiance dont elle bénéficie au quotidien de la part des clients. Cette confiance constitue un indicateur de performance dans la mesure où elle vient récompenser la qualité des services offerts par WAGES. Pour préserver cet avantage concurrentiel et suivre voire anticiper sur l'évolution du marché de la microfinance, WAGES a au cours de cette année 2018 poursuivi des efforts de renforcement des capacités de son personnel et des administrateurs.

Au cours de l'année 2018, l'effectif du personnel a augmenté à cause du recrutement de personnel (agent de tontine, assistant chargé d'épargne et de crédit) pour les nouveaux de guichet d'Agoè-assiyéy, Gbossimé et Sagbado) d'une part et le renforcement de l'effectif dans les autres agences.

En fin d'exercice 2018, les statistiques concernant la gestion des ressources humaines se présentent comme suit :

- ☐ L'effectif total est de 319 employés contre 295 employés pour l'année 2017.
- ☐ Le nombre d'employés sous contrat à durée indéterminée est passé à 238 contre 239 en 2017.
- ☐ On note 81 employés sous contrat à durée déterminée en 2018 contre 56 en 2017 et 50 stagiaires en 2018 contre 54 en 2017.

WAGES, restant toujours fidèle à sa politique de participation au développement et d'assistance à la jeunesse et aux populations démunies, au cours de cette année 2018 a accordé des stages à des jeunes sortis des écoles ou universités afin de leur permettre de rédiger leurs mémoires ou de leur offrir la possibilité de comprendre les réalités du monde professionnel.

La situation de l'effectif du personnel au 31-12-2018 se récapitule comme suit :

Tableau 16 : EFFECTIF TOTAL DE WAGES

Employés	Total
Permanents	238
Contrat à durée déterminée	81
TOTAL	319

Tableau 17 : EFFECTIF TOTAL PAR AGENCE ET PAR SEXE

AGENCES	Hommes	Femmes	Total
LOME-SIEGE	41	7	48
AGUIAR-KOME	15	20	35
HEDJRANAWOE	12	5	17
AKODESSEWA	14	16	30
BAGUIDA	09	03	12
ADIDOGOME	10	16	26
AGOE	18	19	37
TSEVIE	11	04	15
SOKODE	06	06	12
AGBODRAFO	08	03	11
ATAKPAME	08	03	11
ANEHO	06	05	11
AVEDJI	07	08	15
ANIE	06	03	09
SOTOUBOUA	04	02	06
PAGALA-GARE	02	00	02
KABOLI	07	02	09
HAHOTOE	04	00	04
KPALIME	08	01	09
TOTAL	194	125	319

Le niveau de l'effectif des employés de WAGES démontre sa participation à la lutte contre le chômage et au développement du TOGO.

Sur ces cinq dernières années, l'évolution de l'effectif du personnel de WAGES se présente comme suit :

Tableau 18 : EVOLUTION DE L'EFFECTIF DU PERSONNEL SUR 5 ANS

DESIGNATION	2014	2015	2016	2017	2018
Nombre total de salariés	426	364	281	295	319
Personnel de direction générale (cadres dirigeants)	1	1	1	1	1
Directeurs	7	7	5	5	5
Chef d'agence	13	17	15	15	14
Responsable guichet	0	0	1	3	6
Chargés d'Epargne et de crédit	123	107	85	78	82
Personnel administratif (secrétaires, comptables)	146	132	114	128	127
Personnel de soutien (gardien, coursier, chauffeurs)	18	16	15	15	15

Agents de Tontine	107	84	45	50	69
Stagiaires	11	-	-	-	-
TOTAL	402	364	281	295	319

Tableau 19 : EVOLUTION DU PERSONNEL PAR SEXE SUR 5 ANS

Nombre total de salariés	2014	2015	2016	2017	2018
TOTAL	426	364	281	295	319
HOMMES	253	209	172	188	194
FEMMES	173	155	109	107	125

L'effectif de 319 employés obtenus au 31-12-2018 est le résultat d'un mouvement d'employés constaté au cours de l'année 2018 par rapport à l'année 2017.

Stagiaires

Au cours de l'exercice 2018, WAGES a accordé 50 stages aux jeunes sans emploi. Outre ces stagiaires, on note 05 agents dans le cadre du PROVONAT et 04 au niveau du ministère du développement à la base. Les autres sont des étudiants en fin de cycle de formation des Centres de formation professionnelle et ont écrit leur mémoire de fin d'étude en vue de l'obtention de leur diplôme ou pour l'acquisition de l'expérience professionnelle.

Départs

Durant l'exercice 2018, trente et un (31) employés ont quitté WAGES soit par démission (9), fin de contrat (11), licenciement à la suite des malversations (06), abandon de poste (04), ou par Décès (01).

Formation du personnel :

Afin de permettre aux employés d'être performants et de répondre efficacement aux exigences du marché de la microfinance, WAGES a mis plus l'accent sur la formation et sensibilisation en interne pour l'année 2018 avec une implication intégrale de toutes les directions et pôles.

Particulièrement pour année 2018, l'accent mis sur la formation du personnel en interne par les directeurs et les chefs d'agence s'est poursuivi.

Certains membres du Conseil d'Administration, du Comité de direction et du personnel ont eu à participer à certaines formations et ateliers. Particulièrement pour cette année 2018, une formation a eu lieu à Kpalimé regroupant 30 employés de l'institution autour du thème « La gestion du portefeuille de crédit ».

Aussi certains employés ont également été inscrits pour d'autres formations proposées par des partenaires et dont les thèmes ont été jugés opportuns.

- **Relations avec la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS)**

- ✓ **Déclaration de travailleur**

Conformément aux dispositions en vigueur, tous les employés de WAGES sont systématiquement déclarés à la CNSS.

- ✓ **Cotisation à la CNSS**

Les provisions pour cotisation à la CNSS ont été constituées et régulièrement versées à la CNSS à la fin du mois d'imposition.

Par ailleurs, les déclarations nominatives trimestrielles de salaire ont été convenablement préparées et transmises à la CNSS dans les délais requis.

- **Relations avec l'administration des impôts**

A l'instar des Institutions mutualistes et sous le couvert des dispositions de l'article 30 et suivant la loi No. 95-014, WAGES est exonéré de l'impôt fiscal patronal et de l'impôt sur le résultat des activités d'épargne.

Par contre tous les employés de WAGES se sont régulièrement acquittés du paiement de l'Impôt sur les Revenus des Personnes Physiques (IRPP), de la taxe complémentaire sur salaire (TCS) et de la Taxe sur salaire (TS).

De même WAGES s'est régulièrement acquittée de toutes les autres taxes, les taxes sur valeurs locatives, etc.

- **Relations avec les fournisseurs et prestataires**

Dans sa politique de maîtrise des charges de l'institution, la direction générale a poursuivi les réductions de prix au cours de l'exercice 2018 auprès des prestataires et fournisseurs de l'institution permettant ainsi à l'institution de réduire ses coûts de fonctionnement.

VI- ACTIVITES DU DEPARTEMENT INFORMATIQUE

VI-1- Câblage et interconnexion des nouveaux guichets

Dans sa politique d'expansion dans la grande zone de Lomé et dans le but d'être toujours plus proche de sa clientèle, WAGES, au cours de l'exercice 2018, a ouvert trois (3) nouveaux guichets situés dans les zones de Agoè Assiyéyé, Gbossimé et Sagbado.

Ces trois (3) guichets ont été câblé et interconnecté avec le réseau d'interconnexion WAN existant de l'institution afin de permettre aux clients de ces dites localités de bénéficier de tous les services offerts par WAGES et pouvoir effectuer toutes les opérations de caisse dans toutes les agences et guichets interconnectés de la région maritime.

Les clients des autres agences peuvent également effectuer des opérations de caisses dans ces nouveaux guichets.

- **Interconnexion de l'agence de Hahotoe**

Dans le souci de palier aux difficultés rencontrées par sa clientèle de la zone de Hahotoe (telles que l'impossibilité pour un client en déplacement d'aller faire une opération dans les autres agences, l'obligation pour les clients du point de service de ne faire obligatoirement les opérations que sur place, ...), WAGES a procédé, avec l'appui de son partenaire WSM DGD, au câblage du réseau local et à l'interconnexion de l'agence de Hahotoe avec toutes les autres agences et guichets de la région maritime.

Ainsi, tous les clients de cette zone en déplacement vers Lomé et ses environs, effectuent désormais toutes les opérations de caisse dans n'importe quelle agence ou guichet interconnecté.

- **Distribution des services de mobile money TMoney et Flooz.**

Dans le but d'élargir l'activité de transfert d'argent, WAGES a signé en 2018 des partenariats avec les deux opérateurs Togocel et Moov du Togo pour faire la distribution de leurs services de transfert d'argent TMoney et Flooz.

Au cours de l'année 2018, des séances de formations ont été effectuées, après les divers paramétrages nécessaires dans le SIG, à l'endroit des utilisateurs pour leur permettre de bien maîtriser les services.

Suite à cela, les opérations de dépôt et retrait de TMoney et Flooz ont démarré dans les agences et guichets de WAGES.

Statistique des Formations Flooz et TMoney

Thème	Nombre de Participants	Profil
Atelier de formation sur la Distribution de TMoney : Opérations Clients et Agents Période : Septembre – Octobre 2018	54	<ul style="list-style-type: none"> • Caissier / Chef caisse • Clientèle • Responsable Comptable • Responsable Contrôle
Atelier de formation sur la Distribution de Flooz : Opérations Clients et Agents Période : Décembre 2018	49	<ul style="list-style-type: none"> • Caissier / Chef caisse • Clientèle • Responsable Comptable • Responsable Contrôle

VI-2- Démarrage des Travaux de mise en place du MBanking

Dans le cadre du développement des activités de WAGES et vu l'importance de l'innovation vers les nouvelles technologies, l'institution a signé un partenariat de mise en place d'une solution de MBanking (Mobile Banking) avec son intégrateur (CAGECFI).

Cette solution permettra, une fois démarré, à tous les clients de l'institution d'effectuer à distance des opérations de dépôt (Wallet to Bank) et de retrait (Bank to Wallet) grâce à l'utilisation des téléphones mobiles et des services de mobile money des opérateurs télécom (Flooz et TMoney).

L'année 2018 a vu le démarrage des travaux d'implémentation et des tests de ce nouveau service. Le démarrage effectif du produit MBanking se fera dans les années à venir.

VII- ACTIVITES DE LA DIRECTION JURIDIQUE ET CONTENTIEUX

Les activités de cette direction au cours de l'exercice 2018 ont été menées au niveau juridique, judiciaire et du recouvrement.

VII-1- Les activités juridiques

Durant l'année 2018, WAGES a travaillé sur trois aspects essentiels : la gestion des affaires juridiques en rapport avec les clients, celles en rapport avec les employés et avec les partenaires de l'institution.

En effet, les différents départements ont souvent eu recours aux conseils d'orientation des services juridiques dans leur prise de décision et surtout lorsqu'il s'était agi de la rédaction des actes juridiques ou de la prise de certaines décisions à caractère juridique devant s'appliquer soit au personnel soit aux clients ou aux tiers.

La Direction juridique a tenu sur le plan juridique son engagement, celui de veiller à la bonne application des textes statutaires, réglementaires, procéduraux et législatifs afin d'éviter dans la mesure du possible les contentieux.

Malgré cette vigilance, WAGES a enregistré en plus des contentieux qu'elle gérait, d'autres affaires judiciaires principalement pour la plupart dans le domaine du crédit.

VII-2- Les actes judiciaires

Les litiges gérés au plan judiciaire par WAGES au cours de l'exercice 2018 relèvent essentiellement du domaine du crédit. Il s'agit des dossiers en recouvrement des créances dues par les clients. Ces contentieux sont de deux ordres. Ceux en opposition à une procédure d'injonction de payer et ceux en demande de terme et délai tous deux conformément à l'Acte Uniforme portant procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution de l'OHADA. Au 31 décembre 2018, l'institution gère 27 dossiers pendant devant les cours et tribunaux dont quatre enregistrés en 2018 pour un en cours de vingt-deux millions quatre cent cinquante-cinq mille neuf cent quarante-neuf francs CFA, encours sur lequel un montant de trois millions huit cent soixante mille ont été recouvré.

Il faut rappeler que WAGES a fait le choix de limiter au maximum les dossiers contentieux en négociant avec tous les clients qui assignent l'institution en demande de terme et délai. Ces négociations conduisent généralement à un procès-verbal de conciliation homologué par le juge.

Outre ces contentieux liés aux crédits, l'institution fait également face à 06 dossiers sociaux liés aux demandes de dommages et intérêts pour, aux dires des requérants, licenciement abusifs et autres préjudices.

Pour la gestion de tous ces dossiers, WAGES n'a pas manqué de l'assistance des auxiliaires de justice que sont les avocats et huissiers avec qui elle travaille.

Par ailleurs, au cours de la même période, l'institution a enregistré 05 cas de malversation de ses agents indélégats pour un montant total de un million trois mille six cent francs CFA entièrement récupéré à l'issue des procédures.

VII-3- Recouvrement

Il est connu l'adage selon lequel «il n'existe pas de mauvais payeur mais de mauvais crédit». Cependant, avec recul, l'on se rend compte que la période de remboursement qui suit l'étape des crédits aux clients est loin de s'effectuer volontairement et régulièrement. Cela a pour conséquence un grand nombre de crédits radiés du portefeuille qui sont de la prérogative du département juridique et du contentieux en plus du recouvrement de certains crédits du portefeuille.

S'agissant des crédits radiés, WAGES a recouvré au titre de l'année 2018 un montant total de cent huit millions cent trente un mille deux cent onze francs CFA sur un portefeuille total de crédits radiés géré par le département de un milliard six cent cinquante-deux millions deux cent trois mille quatre cent cinquante-sept francs CFA.

VII-4 – Difficultés rencontrées et les mesures de redressement

Les difficultés rencontrées par le département au cours de cet exercice sont intrinsèques à l'activité même de recouvrement et de la gestion du contentieux.

Comment concilier les résultats attendus aux aléas ne dépendant aucunement de l'institution ? Ce sont essentiellement des situations socio politiques qui portent un sérieux frein à la performance des activités économiques. L'année 2018 en a vécu énormément.

Ensuite comment faire évoluer un dossier pendant devant le tribunal et dont l'issue dépend entièrement du juge ou de l'auxiliaire à qui le dossier est confié en gestion quant à ce qui concerne sa célérité ?

Les dossiers contentieux connaissent une certaine lenteur dans leur règlement ; ce qui est souvent due à la nature même des procédures judiciaires ou des fois au dilatoire auquel se livrent les conseils des parties adverses ou du manque de diligence du conseil de l'institution. En effet, il est à noter également que les conseils de l'institution manquent quelques fois à leur devoir de suivi des dossiers pendant devant les cours et tribunaux.

Cependant, bien que ces difficultés limitent sa performance, le département essaie dans la mesure du possible de minimiser leur incidence sur ses actions.

VIII- GESTION DES PROJETS

VIII-1- Relation avec Solidarité Mondiale (WSM)

- **ORGANISATION DES GROUPES CIBLES :**

- 185 réunions sont réalisées pour la constitution et ou la consolidation des groupements et Groupes de solidarité (GS).
- 119 nouveaux GS de 360 membres (dont 200 femmes et 30 jeunes) et 5 nouveaux groupements de 35 membres (dont 25 femmes et 10 jeunes) sont constitués. 54 anciens GS de 165 membres (dont 150 femmes et 15 jeunes) et 6 anciens groupements de 42 membres (dont 25 femmes et 5 jeunes) sont redynamisés.
- 680 personnes dont 350 femmes et 63 jeunes sont sensibilisées sur la notion de genre et l'accès des femmes aux facteurs de production.
- Une moto de marque Haojue 125-8 a été acquise.
- 5 groupements sont accompagnés pour l'obtention de leurs agréments de reconnaissance / immatriculation. Ces 5 groupements ont un total de 57 membres dont 45 femmes et 10 jeunes.
- Une aire de séchage d'une dimension de 10m sur 30 m est réalisée au profit des producteurs de la coopérative GAMESU à Akodesséwa/Vo. Pour 2018, elle a servi à 54 producteurs dont 20 femmes et 03 jeunes. L'aire de séchage a permis aux riziculteurs d'augmenter la superficie emblavée qui passe de 42ha à 60ha.
- Etude pour conception d'un système de pompage photovoltaïque : Non réalisée et reportée en 2019.

- **SENSIBILISATION**

- 535 personnes (dont 330 femmes et 100 jeunes) sont sensibilisées sur différentes thématiques (mobilisation et la valorisation de l'épargne endogène, protection de l'environnement, rôle de l'énergie renouvelable et gestion des infrastructures communautaires).

- **FORMATIONS**

- 905 personnes (dont 636 femmes et 231 jeunes) formées sur différentes thématiques (gestion de crédit et épargne, finance individuelle, marketing, entrepreneuriat coopératif et associatif, techniques culturelles, stratégies de commercialisation).

- **ALPHABETISATION**

- 56 apprenants (dont 45 femmes et 04 jeunes) sont formés en alphabétisation fonctionnelle
- Equipement de 02 lampes à énergie solaire au centre d’alphabétisation d’Adzidové dans le Vo

- **APPUI-CONSEIL ET ACCOMPAGNEMENT DES INITIATIVES DEVELOPPEES**

- 158 personnes (dont 110 femmes et 35 jeunes) appartenant à 20 groupements/GS sont accompagnées pour la réalisation de leurs initiatives d’économie sociale.
- 285 missions de suivi et supervision sont réalisées au profit de 173 GS et groupements
- 3 suivis ont été réalisés pour le fonctionnement de l’aire de séchage

- **OCTROI DE MICROCREDITS**

- 179 individus ont bénéficié de crédit d’un montant de 65.145.000 FCFA. 4 groupements de 31 membres ont eu de microcrédit pour un montant de 2.650.000 FCFA. 169 GS ont eu de microcrédit pour un montant de 22.920.000 FCFA. Au total 907 personnes dont 750 femmes et 135 jeunes ont bénéficié de crédit pour un montant total 90.715.000 FCFA.
- 12 missions de contrôle et de suivi des crédits ont été réalisées par l’auditeur interne

- **ÉCHANGE**

- Une (01) visite d’échanges réalisée. 45 personnes (dont 35 femmes et 2 jeunes) de la coopérative GAMESU ont échangé avec les producteurs de riz de Kovié à Mission Tové (Zio) sur la culture du riz, sa commercialisation, les différents partenaires, etc.

- **COORDINATION**

- Un ordinateur de bureau et une imprimante ont été acquis.
- 1 pylône en galva de 30 mètres de haut avec câblage informatique a été implanté pour l’interconnexion des guichets. Ceci a facilité les opérations de caisse et d’augmenter le nombre d’opération de caisse par jour qui passe de 15 à 25 en moyenne.

- **SUIVI-EVALUATION**

- 07 réunions de suivi-évaluations sont réalisées.

La crédibilité de WAGES et la confiance des populations à l’institution continuent de faire tache d’huile. L’implication des autorités locales et des leaders ne cesse de mobiliser davantage les communautés pour leur adhésion aux différentes activités du programme.

Les indicateurs non atteints, principalement la réalisation du système de pompage photovoltaïque sont dus d’une part à la conception effective du type d’ouvrage adapté et d’autre part à l’absence d’étude à réaliser (faute de moyens financiers suffisants) pouvant proposer l’ouvrage qui peut répondre favorablement aux préoccupations des producteurs de riz/.

Planifier l’étude dont le rapport définira le type d’ouvrage afin de prendre les dispositions techniques et financières pour sa réalisation dans le courant du premier semestre 2019.

VIII-2- Partenariat avec l'Institut Africain pour le Développement Economique et Social-Centre Africain de Formation (INADES FORMATION)

L'objet du protocole d'accord entre l'Institut Africain pour le Développement Economique et Social – Centre Africain de Formation en abrégé **INADES-Formation**, l'ONG Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (**AVSF – CICDA**), la Centrale des Producteurs de Céréales du Togo (**CPC Togo**) et WAGES en 2010 et renouvelé en 2018, est de favoriser l'accès au crédit des organisations paysannes membres de la CPC dans le cadre de l'appui au développement de la filière céréalière au TOGO. Ainsi, l'évolution des activités de 2014 à 2018 se résume comme suit :

Tableau 20 : Evolution de l'activité INADES

INTITULE		Année 2014	Année 2015	Année 2016	Année 2017	Année 2018	Total
Nombre de crédits octroyés		4	2	3	0	0	9
Nombre de bénéficiaires		40	65	40	0	0	145
Montant total de financement accordé		9 370 000	4 360 000	5 787 000	0	0	19 517 000
Montant total des encours de crédit		9 370 000	4 360 000	5 787 000	997 670	0	-
Portefeuille à risque à 30 jours	Montant	0	0	0	997 670	0	-
	Taux	0%	0%	0%	100%	0	-

VIII-3- Partenariat avec le Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes

La vision du **Women and Associations for Gain both Economic and Social (WAGES)** pour la réduction de la pauvreté au TOGO se concrétise à travers la réalisation de différents projets et la signature de nouveaux accords. Depuis 2009, WAGES a travaillé en partenariat avec le Ministère du Développement à la Base (MDBJEJ) sur plusieurs projets notamment le PSAEG (Projet d'Appui aux Activités Economiques des Groupements), le PRT (Projet Plante à Racine et Tubercule) et le FAIEJ (Fonds d'Appui aux Initiatives Economiques des Jeunes). Tous ces projets permis à WAGES d'atteindre des couches vulnérables et spécifiques en termes de l'offre de service de crédit. Malgré que ces conventions de partenariat sont résolues, WAGES continue de servir les anciens bénéficiaires en dehors de la convention.

Programme d'appui au Développement à la Base (PRADEB)

La convention de partenariat entre la CGP/PRADEB et WAGES a pour objet la mise en place d'un mécanisme de facilitation d'accès au crédit (FAC) au taux bonifié par le PRADEB aux micros et petites entreprises et aux activités génératrices de revenus par le guichet de WAGES.

Il consiste à mettre à la disposition des porteurs de projets à travers WAGES, un fonds de microcrédits. La situation au terme des deux années d'activité est la suivante:

Tableau 21 : Evolution des activités avec le PRADEB

INTITULE		Année 2015	Année 2016	Année 2017	Année 2018	Total
Nombre de crédits octroyés		115	41	0	0	156
Nombre de bénéficiaires		213	100	0	0	313
Montant total de financement accordé		182 280 400	44 929 010	0	0	227 209 410
Montant total des encours de crédit		174 283 310	186 607 415	120 810 193	72 926 863	-
Portefeuille à risque à 30 jours	Montant	6 133 920	74 343 060	102 014 467	72 926 863	-
	Taux	3,52%	39,84%	84,44%	100%	-

VIII-4- Partenariat avec le Secrétariat d'Etat chargé de la Finance Inclusive et du secteur Informel

Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI)

Dans le cadre du programme Accès des Pauvres aux Services Financiers (**APSEF**), WAGES a signé avec le Fond National pour la Finance Inclusive (**FNFI**) une convention de partenariat le 25 Avril 2014. Les principaux bénéficiaires du programme APSEF sont les femmes et hommes pauvres des zones d'intervention dudit programme. Les activités éligibles aux programmes APSEF sont essentiellement l'agriculture, l'élevage, la pêche, la transformation et la fabrication, le commerce, la restauration, la réparation et l'artisanat, les services. La situation des activités au 31 décembre 2018 est la suivante:

Tableau 22 : Evolution des activités avec le FNFI

INTITULE		Année 2014	Année 2015	Année 2016	Année 2017	Année 2018	Total 2014-2018
Nombre de crédits octroyés		11 501	2 650	2 994	1 849	1 544	20 537
Nombre de bénéficiaires		55 089	12 350	13 172	7 848	5 996	94 455
Montant total de financement accordé		1 654 535 500	390 000 000	466 743 000	285 415 000	204 410 000	3 001 103 500
Montant total des encours de crédit		1 156 621 710	304 438 825	286 710 080	122 412 405	68 727 140	-
Portefeuille à risque à 30 jours	Montant	62 528 915	245 864 710	151 269 710	30 645 355	16 540 480	-
	Taux	5,41%	80,76%	52,76%	25,0%	24,07%	-

Au cours de l'année 2018, la direction audit et contrôle interne a poursuivi ses activités conformément au planning annuel élaboré et validé par le Conseil de surveillance et la Direction Générale. Toutes les agences de l'institution ont reçu les missions de contrôles de caisse, contrôles permanents et des missions d'audit. Les contrôles de caisses et les contrôles permanents ont été réalisés mensuellement, bimestriellement ou trimestriellement selon les cas et aussi des missions d'audit touchants les aspects comptables et opérations de guichet, crédits, épargne, administratif, informatique et lutte anti-blanchiment et contre le financement du terrorisme, réglementaire, budgétaire, gouvernance, approvisionnement, des stocks ont été réalisés dans chaque agence sauf Sokodé et les PSEC.

Des vérifications régulières ont été effectuées sur les opérations portant sur les activations des comptes pour imputation et /ou transfert des crédits en perte sans carnet du client, d'ajout des membres sur les comptes épargnes associations, des duplicatas, le traitement des demandes de changements des signatures, de nom ou de photo dans les carnets, la gestion de l'octroi des dotation de carburant au siège et ceci dans le but de s'assurer de leur régularité et de leur fiabilité en amont avant les opérations.

IX-1- Aspect Contrôle permanent

Ce contrôle permanent est effectué dans les agences de Lomé et les agences de l'intérieur du pays dans lesquelles résident les contrôleurs. Les points abordés portent sur les imputations sur épargne, le respect de la procédure LAB/CFT et s'assurer des conditions de conservations et d'accès aux formulaires d'ouvertures de comptes, la régularité des dossiers de crédits débloqués et du dispositif de conservation des dossiers de garanties, confirmation du crédit par le client par visite ou appel sur la base du N° de tel figurant sur le formulaire d'ouverture, suivi du délai séparant le solde d'un ancien crédit et le renouvellement, délai suivant la procédure d'étude du dossier de crédit, s'assurer du délai séparant la date d'introduction de la demande et la date de décaissement du crédit, vérification des enregistrements des pièces comptables conformément aux procédures, les écritures enregistrées sur les comptes de dépôts des clients par écritures comptables, vérification des formulaires des opérations suspectes ou inhabituelles (dépôts supérieurs à 15 000 000), ouverture de la boîte à suggestions, contrôle par échantillonnage du suivi après déblocage et vérification de la satisfaction des clients, suivi de l'utilisation chronologique et de la saisie des bordereaux de reçus manuels, vérification des sauvegardes de bases et de leur envoi, vérification des opérations supprimées par habilitation, contrôle des crédits entrés en retard de 60jrs, vérification des opérations de retraits sur les comptes inactifs/gelés réactivés ou dégelés et le respect des procédures d'activation, rapprochement des comptes auxiliaires de dépôt, rapprochement des comptes auxiliaires de crédit, situation des crédits installés par erreur et non corrigés, situation des crédits passés en perte.

- **Vérification des imputations sur épargne.**

Ce contrôle a permis de s'assurer de la fiabilité des informations contenues sur la fiche de d'imputation sur épargne pour solder un crédit ou rembourser quelques échéances. Ce contrôle a été effectué dans toutes les agences et aucune anomalie particulière n'est relevée si ce n'est que des erreurs de calculs qui sont corrigées par la suite.

- **Respect de la procédure LAB/CFT et des conditions de conservations et d'accès aux formulaires d'ouvertures de comptes.**

Ce contrôle a pour but de s'assurer que les ouvertures de comptes respectent les normes en matière de lutte Anti Blanchiment Contre le financement du terrorisme et conformément aux

procédures. En effet lors de ce contrôle, il est vérifié les identités, les cotations, les adresses géographiques, la consultation du fichier des personnes à haut risque, l'identification des personnes politiquement exposées et les déclarations à la CENTIF sur les opérations de retrait et de dépôt supérieur à 15 millions. Aucune anomalie n'est relevée sur l'exposition de l'institution à un risque de financement du terrorisme.

- **Vérification des activations de comptes inactifs/gelés**

Elle a consisté à s'assurer du respect des procédures en matière de gestion de comptes inactifs/gelés après un an d'inactivité. Il a été relevé que les comptes sont généralement activés conformément aux procédures et la confirmation par les clients des retraits effectués sur les comptes activés.

- **Régularité des dossiers de crédits débloqués et du dispositif de conservation des dossiers de garantie.**

Ce contrôle a été effectué systématiquement dans toutes les agences de WAGES, les points de services et les guichets et a permis de s'assurer de la fiabilité des éléments constitutifs des dossiers de crédits. Il ressort entre autre, des insuffisances portant sur l'absence de légalisation des fiches de cautionnement solidaire, long délai observé dans l'étude de dossier au niveau des comités de crédit, omissions de signatures par les acteurs de crédit et des clients ou de certaines informations ou encore de certaines pièces constitutives. Ces faiblesses ont fait l'objet de recommandations pour leur correction.

En outre, les dossiers de garanties sont conservés en sécurité au siège et leur accès est restreint. Aucune anomalie n'est observée.

- **Confirmation du crédit par le client par visite ou appel sur la base du N° de tel figurant sur le formulaire d'ouverture.**

Les clients bénéficiaires des crédits décaissés dans les périodes contrôlés au cours de l'année 2018 ont été joints par téléphone et ont tous confirmé l'obtention des crédits décaissés.

- **Suivi du délai séparant le solde d'un ancien crédit et le renouvellement.**

Ce contrôle a permis de s'assurer que le délai de 5 jours séparant le renouvellement des crédits est respecté afin d'éviter des refinancements de crédit. A cet effet, quelques cas ont été relevés mais ne représentent pas de crédits refinancés. Toutefois, les agences ont été instruit pour le respect de ces dispositions.

- **Vérification des enregistrements des pièces comptables conformément aux procédures.**

Ce contrôle a été effectué dans toutes les agences et a permis de relever des suspens sur des comptes rendant ces comptes anormalement débiteurs ou créditeurs, le non rapprochement systématique des comptes de liaison. Des recommandations ont été formulées en vue de leur correction.

- **Ouverture de la boîte à suggestions,**

Dans le cadre de la gestion et de la résolution des plaintes et suggestion des clients, il est mis en place un dispositif portant sur l'ouverture périodique des boîtes à suggestion dans les

agences et les plaintes recensées sont transmises au Responsable Clientèle pour un traitement afin de satisfaire les clients.

- **Vérification par échantillonnage du suivi après déblocage et vérification de la satisfaction des clients,**

A chaque mois, un échantillon de clients ayant obtenus de crédit le mois précédent par agence contrôlée, est visité pour s'assurer que le suivi après déblocage est effectué par le chargé de crédit et contre-vérifié par le gestionnaire de risque. Par ce contrôle, il a été relevé que les clients ont la plupart réellement investi les crédits dans les activités objet du crédit.

- **Suivi de l'utilisation chronologique et de la saisie des bordereaux de reçus manuels**

Dans le cadre de recouvrement sur le terrain ou en cas de coupure de l'électricité, les agents sont amenés à utiliser le bordereau manuel. Ce contrôle vise à s'assurer que les bordereaux délivrés sont saisis dans PERFECT. Il ressort des vérifications que quelques recouvrements obtenus par le biais des bordereaux manuels n'ont été reversés au guichet qu'après le contrôle et ces agents ont été remerciés.

- **Vérification des sauvegardes de bases et de leur envoi,**

Ce contrôle consiste à s'assurer que les bases PERFECT sauvegardés dans les agences non interconnectés sont envoyées au siège pour conservation. A ce niveau, il ressort que les bases sont envoyées mensuellement et non bimensuellement contrairement aux procédures.

- **Vérification des opérations supprimées par habilitation**

Ce contrôle vise à s'assurer que les suppressions dans le logiciel effectuées sont régulières.

A cet effet, lors des travaux de contrôle, les preuves de suppression sont transmises à l'audit et leur analyse ont permis de conclure qu'elles sont régulières.

- **Contrôle des crédits entrés en souffrance (retard \geq 60jrs)**

Le contrôle des crédits en retard de 61-90 jours se fait mensuellement, bimensuellement. Il est ressorti de ces contrôles des cas de clients non rencontrés qui sont confiés à la Direction gestion du risque pour poursuivre les recherches. Et ainsi plusieurs clients ou cautions sont retrouvés par la suite et les actions de recouvrements sont poursuivis sur eux.

- **Rapprochement des comptes auxiliaires de dépôt et de crédit**

Ce contrôle consiste à s'assurer de la conformité des soldes des comptes auxiliaires de dépôt et de crédit au niveau de la comptabilité aux soldes de l'encours des épargnants et de l'encours de crédit au niveau portefeuille. Les constats observés sont dus à des soldes anormalement créditeurs ou débiteurs dus à des erreurs d'affectations des comptes par des opérations. Ces erreurs sont corrigées au fur à mesure.

- **Situation des crédits installés par erreur et non corrigés**

Le contrôle vise à s'assurer que des crédits installés dans PERFECT ont tous été décaissés. A cet effet, des cas de crédits installés mais non décaissés ont été relevés à cause du refus du crédit par le client suite à la réduction du montant du crédit par le comité ou pour des raisons

de voyage du clients avant la validation du dossier par le comité de crédit. Ces cas ont fait l'objet de correction suite aux recommandations

- **Situation des crédits passés en perte.**

Il s'agit de s'assurer de prise en compte des dépôts à vue et dépôt de caution pour apurer l'encours restants dus lors du transfert de crédit en perte. De même, le contrôle vise à s'assurer que les clients sont déclarés identifiés avant le transfert de leur crédit en perte afin de faciliter le recouvrement des crédits passés en perte.

Ainsi, des cas de non pris en compte des dépôts ou des provisions sur créances ont été relevées et les recommandations ont permis de corriger. Toutefois, il est à préciser que la plupart des clients sont déclarés identifiés par les chargés d'épargne et de crédit suivant les fiches de suivi envoyés à la Direction des opérations.

IX-2- Aspect opérations de guichet et rapprochement comptables

Ces contrôles visent à s'assurer de la concordances des soldes physiques et les soldes théoriques brouillard et grand livre caisse, de la fiabilité des opérations de transfert d'argent, du respect en matière de déblocage des crédits par un fiabilité des informations contenues dans le registre de déblocage, le respect des procédures de convoyage et la sécurité des opérations de transfert électronique.

Pour les opérations ordinaires de remboursement, de versement, de retrait, de recouvrement des crédits passés en perte, il est observé qu'elles se sont bien déroulées au cours de l'année 2018. Les arrêtés de caisse sont régulièrement produits et classés. Les écarts de caisse qui apparaissent sont la plupart les dépôts tontine sans flux financiers ou des erreurs d'affectation, des avances sur petite caisse qui sont corrigées mais sans le respect des délais. Toutes fois tous les écarts sont justifiés et font l'objet de correction. Au cas où la source de l'écart n'est pas connue et constitue un manquant de caisse, le caissier rembourse le montant en cause. En dehors de ces cas, certaines faiblesses ont été aussi relevées et on fait l'objet de recommandations.

Concernant les opérations de transfert de fonds et d'opération de monnaie électronique, les contrôles n'ont débouché sur aucune anomalie particulière.

Au niveau de la gestion de l'encaisse, il est observé certains cas de dépassements du solde d'encaisse maximale à conserver en fin de journée dans le coffre-fort dans certaines agences.

IX-3- Mission d'audit

Lors des missions d'audit dans les agences, plusieurs points du contrôle comptables sont abordés et touchent également les contrôles rapprochement remboursement déboursement portant sur les crédits déboursés en 2018 et ont permis de constater que les crédits déboursés au cours de chaque mois ont été régulièrement comptabilisés dans le même mois et les frais de mis en place du crédit et les frais d'assurance sur les crédit ont été payés conformément à la procédure en vigueur dans l'institution. Seuls certains clients âgés ont bénéficié des crédits et n'ont pas été couverts par l'assurance. Toutefois, les ayant droits ont pris des engagements de paiement du crédit en cas de défaillance du client. Ce contrôle n'a débouché sur aucune faiblesse.

Il est également procédé aux contrôles budgétaires, au niveau du suivi budgétaire des agences, il est relevé des dépassements de consommation budgétaire ou des consommations non prévues dans le budget de l'agence. A l'issue des vérifications, des recommandations sont formulées pour la rédaction d'un dispositif de suivi budgétaire dans les agences.

- **Aspect réglementaire**

Ce contrôle a permis de ressortir l'absence de registre de personnes apparentés, l'absence d'affichage de l'enseigne, le logo du mandant et des conditions tarifaires applicables à la clientèle, le cumul des congés non jouis. A l'issue des vérifications, des recommandations sont formulées pour leur correction.

- **Aspect sécuritaire**

Ce contrôle vise à s'assurer que l'institution a mis en place les mesures sécuritaires. A cet effet, ce contrôle a permis de ressortir l'absence de registre de détention des clés dans les agences, les problèmes d'archivage des documents dans les agences.

- **Aspect crédit**

- **Audit de portefeuille lors des missions d'audit**

Les audits de portefeuille de crédit lors des missions d'audits ont porté sur le portefeuille de crédit de 55 chargés de crédit pour un encours de 976 148 138fcfa en retard d'au moins 30 jours ou de 1 jour et ont touché 1 406 clients. Les travaux d'audit de portefeuille ont permis de détecter des cas de détournements de remboursement ou de crédits fictifs opérés par les agents de crédits et des présidents de groupement. Aussi, des clients n'ont pas été rencontrés lors des missions et sur recommandations, la Direction Gestion du Risque continue les recherches qui permettent de retrouver les clients ou/et les cautions cas par cas.

- **Aspect épargne**

Le contrôle sur l'épargne a porté sur l'épargne à vue et l'épargne tontine.

- Contrôle des épargnes à vue : Ce contrôle a touché 1 880 clients pour un encours de 2 829 071 598fcfa et a permis de rapprocher les soldes au niveau du livret avec celui dans la comptabilité de WAGES. Les écarts constatés sont dus à des frais de tenue de compte ou des intérêts sur compte épargne non positionnés dans le livret ou des dépôts sans livrets. Aucune anomalie majeure n'est à signaler à ce niveau.
- Contrôle test des collecteurs: Ce contrôle a touché 27 collecteurs pour 6 404 clients avec un encours de 147 607 061fcfa. Les détournements sont observés et les agents impliqués ont payé et ont été remercié. En dehors de ces cas, certaines faiblesses ont été aussi relevées et on fait l'objet de recommandations.

- **Aspect informatique**

Ce contrôle a permis de s'assurer de la bonne attribution des habilitations validées afin d'éviter l'attribution incompatible comportant des risques élevés pour l'institution, le maintien du bon fonctionnement du système informatique. De même, la vérification porte sur les corrections des erreurs utilisateurs et logiciels. Les quelques cas relevés portent sur le fait que les habilitations des employés qui ont quitté l'institution demeure dans la base PERFECT, ou en cas d'affectation des agents, les habilitations ne sont pas systématiquement mis à jour.

- **Aspect Administratif**

Le contrôle administratif permet de s'assurer de l'existence physique des immobilisations et la gestion du logiciel des immobilisations, du respect des procédures d'approvisionnement et de la gestion du stock. Les faiblesses relevées ont fait l'objet de rapports comportant des recommandations pour l'amélioration des faiblesses relevées.

- **Production de rapport au CA et au conseil de surveillance**

A la fin de chaque trimestre, il est produit à chaque trimestre, un rapport de synthèse sur les activités du contrôle interne au CA. Chaque rapport fait ressortir certains éléments sur lesquels le CA devra porter une attention particulière pour l'amélioration des performances de l'institution. Un rapport de synthèse avec des constats saillants est aussi produit et présenté lors des réunions trimestrielles du conseil de surveillance pour attirer leur attention sur les faits manquants du trimestre. C'est ainsi que quatre (04) rapports synthèses trimestriels sont présentés au Conseil d'Administration et au Conseil de surveillance.

- **Production du rapport à l'autorité de tutelle**

Conformément aux instructions de la BCEAO, un rapport sur les activités exécutées au cours de la période est produit et envoyé aux autorités de supervision à savoir : la BCEAO, la commission bancaire et le Ministère de l'Economie et des Finances. L'audit a également produit et envoyé au cours de l'exercice 2018, le rapport de contrôle général pour l'exercice 2017.

- **Suivi des recommandations du contrôle interne**

L'audit procède au suivi périodique de toutes les recommandations issues des rapports de toutes les missions de contrôle effectuées au cours de l'exercice 2018. Ce suivi permet de s'assurer de la bonne exécution des recommandations. Le taux d'exécution des recommandations au 31/12/2018 est de 88,44%.

- **Suivi des recommandations de la commission bancaire**

L'audit interne procède aussi suivi de la mise en œuvre des décisions de la 98ème session de la commission bancaire transmises à WAGES ainsi que les diligences issues de sa mission effectuée au sein de WAGES du 16 au 30 Aout 2013. Sur un total de 138 diligences, 135 ont été exécutées au 31 décembre 2017 soit un taux d'exécution de 97,83%. Les diligences restantes touchent les fonds indûment perçus, l'établissement des plan parcellaires et d'immatriculation des terrains acquis, l'amélioration du Portefeuille à Risque (PAR).

X-ACTIVITES DE LA DIRECTION GESTION DU RISQUE

Avec détermination, durant l'année 2018, WAGES à travers la Direction Gestion du Risque, s'est encore investie sur plusieurs objectifs pour l'amélioration de la gestion et du management du risque, le contrôle du risque dans toutes les activités de l'institution et le suivi de la cartographie de risque.

X-1- Les activités réalisées

➤ La contre-vérification lors du montage des dossiers de crédit.

Pour rendre efficace le travail des gestionnaires de risque, un check-list est mis en place pour leur permettre de matérialiser tout le travail de contre vérification qui est fait dans l'analyse des dossiers de crédit, et son suivi a été centralisé au siège. Ce travail a pour objectif de minimiser les risques de

détournement de l'objet des crédits dès le montage et les crédits fictifs, et de s'assurer que les gestionnaires de risque des agences effectuent normalement leur travail. Au cours de l'année 2018, il n'a été enregistré aucune fraude dans les agences où se trouvent les gestionnaires de risque, ce qui constitue un bon résultat en matière de gestion du risque crédit.

➤ **Les contrôles permanents et de supervision.**

Dans le cadre de l'amélioration du travail, une fiche de contrôle permanent a été mise en place pour permettre à chacun à son poste de procéder à l'autocontrôle et aux superviseurs de mieux suivre en contrôle de supervision les tâches quotidiennes exécutées par les collaborateurs. Ceci, afin de réduire le nombre des recommandations de l'audit interne et par ricochet, atténuer davantage les risques. Chaque mois, le gestionnaire de risque de l'agence collecte les fiches de contrôles auprès des collègues pour préparer la synthèse, en ressortant les points non réalisés et d'autres actions permettant de minimiser les risques et corriger les points de vulnérabilité. La synthèse de chaque agence est envoyée au siège pour servir de base à la préparation du reporting général prévu à cet effet. Ainsi, au cours de l'année 2018, les quelques points saillants abordés sont les suivants :

- Certaines erreurs sur les fiches d'adhésions (signatures, noms, plans de masse ...)
- Contrôle de terrain des agents de tontine non effectif dans les agences d'Agbodrafo et d'Aneho,
- Objectifs tontine dans les agences d'Avedji, de Hedzranawoé, et d'Atakpamé ne sont pas atteints,

Suite à ces constats, des solutions ont été apportées avec l'appui de la direction gestion du risque.

➤ **Gestion des comités de crédit**

Dans chaque agence, les comités de crédit ont continué la mise en œuvre du dispositif de prévention du risque de crédit par l'étude et validation des dossiers de crédit en s'assurant du respect des procédures, de l'existence physique des clients, des cautions, de l'activité, en analysant la capacité de remboursement des clients et des cautions, et, en vérifiant l'existence des garanties avant tout décaissement de crédit. Tous les crédits décaissés dans les agences ont fait l'objet des contre vérifications.

Durant l'année 2018, 16 770 dossiers de crédit ont été étudiés décaissés pour un montant total de 15 100 540 500 FCFA contre 13 212 dossiers de crédit décaissés pour un montant total de 12 887 671 914 FCFA en 2017. On note une augmentation de 3 558 dossiers correspondant à un montant total de 2 212 868 586 FCFA, soit un taux d'augmentation en montant de 14.65%. Le taux du portefeuille à risque (PAR>30 jours) à la fin de l'année 2018 est de 8.5% contre 9,2% pour 2017 soit une baisse de 0,7%.

Cette baisse du portefeuille à risque est due aux efforts de suivi des crédits dans les agences et d'analyse des comités de crédit. Les efforts vont continuer afin de mitiger les risques d'impayés.

➤ **Reporting et suivi de la cartographie de risques.**

Au cours de l'année 2018, le management du risque à travers les différentes catégories de risques identifiés et le suivi des indicateurs a continué normalement.

Dans la mise en œuvre du plan d'action générale de la direction, les différents reportings ont été préparés et suivis suivant les périodes prévues.

Ainsi, les rapports suivant ont été élaborés, validés, classés et les manquements relevés sont corrigés :

- Reporting sur la mise en œuvre du suivi après déblocage des crédits par agence ;
- Reporting des états de rapprochement bancaire ;
- Reporting sur les indicateurs de risque ;
- Reporting des clients non rencontrés ;
- Reporting sur les comités de crédit ;
- Reporting sur le contrôle permanent.

Dans le processus de la préparation de ces rapports périodiques, la collaboration avec la direction Audit et Contrôle Interne a été renforcée à travers surtout les échanges d'analyses, de rapports et de documents. Malgré les quelques retards observés dans la transmission des rapports de synthèse trimestriels de l'audit qui servent de base à certaines analyses pour la préparation du reporting des indicateurs, ce qui a engendré des retards dans la préparation de ce reporting, cette collaboration s'est renforcée au cours de l'exercice.

Les quelques faiblesses en manquements relevés dans ses rapports sont corrigés au fur et à mesure. Toutefois, suivant les instructions données aux gestionnaires de risques, ils sont traités et discutés au cours des réunions techniques mises en place dans les agences afin de faciliter l'implication et le coaching au niveau des collègues en agence. Les sujets habituels traités lors de ces réunions techniques concernent essentiellement :

- L'atteinte des objectifs et la situation du portefeuille ;
- Le fonctionnement de l'Agence et la satisfaction des clients ;
- Les comportements à risque du personnel ;
- Les manquements relevés sur le contrôle permanent et le contrôle de supervision ;
- Le suivi des recommandations de l'audit interne et les faiblesses dans le montage des dossiers de crédit ;
- L'image de l'institution et la rentabilité des agences...

Sur la période, le suivi des indicateurs de risques suivant la cartographie de risques, a permis de suivre et de corriger les tendances et apporter des améliorations à certains dispositifs au besoin.

Pour une meilleure adaptation et dans le souci d'assurer une veille permanente par rapport aux déplacements des risques ou la naissance de nouveaux risques, le dispositif de suivi des indicateurs de risques identifiés par la cartographie de risque a été évalué à la fin de l'année 2018. Suite à cette évaluation, d'autres risques ont été identifiés avec les indicateurs

associés proposés et feront l'objet de suivi à partir du reporting du premier trimestre de l'année prochaine.

Le tableau de synthèse suivant montre la tendance des indicateurs de risques. Comme illustré dans le tableau, la plupart des indicateurs est respecté avec des bonnes tendances et ceux sur lesquels les efforts restent à faire, concernent essentiellement les normes de portefeuilles à risques et ceux relatifs à la gestion de la trésorerie. Les efforts sont en cours et les performances vont s'améliorer.

➤ **La gestion des dossiers de crédit avec garanties**

Dans les procédures de WAGES, un client qui sollicite plus d'un million doit garantir son crédit par une garantie physique (papier de terrain). Ces documents insérés dans les dossiers de chaque client sont gardés et classés dans les armoires dans la salle archive sous la responsabilité de la Direction Gestion de Risque.

Ainsi, cette gestion est centralisée au siège pour un bon suivi depuis 2016 à la suite de certaines malversations intervenues en ce temps. Depuis, aucun cas de fraude d'utilisation de garantie d'autrui n'a été enregistré, ce qui montre une bonne maîtrise de ce risque identifié. Par ailleurs, les clients qui désirent retirer définitivement leurs garanties après avoir soldé leurs crédits font la demande de retrait.

Pour faire le retrait de garantie, le client signe la fiche de demande que l'agence envoie au siège. Après les vérifications nécessaires faites par le gestionnaire de risque, la fiche est transmise au DGR puis au DACI pour signature. Passé cette étape, le gestionnaire pourra aller chercher ledit dossier dans la salle archive ensemble avec un contrôleur suivant le dispositif.

Au cours de l'année 2018, on a procédé à **219** retraits de garanties avec des motifs de retrait comme : retraits définitifs pour établissement de titre foncier, retrait pour remettre aux cautions hypothécaires, retraits pour raison de voyage, retraits pour remplacement de garantie par une nouvelle...

Le tableau suivant montre la répartition des retraits de garantie par mois.

RETRAIT DE GARANTIES AU COURS DE L'ANNEE 2018													
Mois	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	TOTAL
Nbre de retrait	13	25	22	21	17	15	19	21	17	12	15	22	219

Au cours de l'année 2018, gestion des dossiers avec garantie s'est déroulée normalement et les inventaires sont effectués avec rigueur.

➤ **Activations de compte**

Pour un suivi des comptes inactifs, l'activation des comptes des agences interconnectées a été centralisée au siège. Ce dispositif permet de contrôler les comptes dormant de l'institution et d'éviter que ces comptes ne soient touchés frauduleusement. Ainsi pour qu'un compte soit activé, le client doit être là et signé la fiche d'activation qui sera contre signée par le chef caisse ou comptable, le chef d'agence et le gestionnaire de risque. Après la signature de la fiche, elle est scannée par la chargée de clientèle de l'agence et envoyée aux gestionnaires du risque du siège habilité à activer le compte après le contrôle de conformité de la fiche. Au cours de l'année 2018, **1.887 comptes** ont été activés pour toutes les agences interconnectées et se répartissent comme suit par agence :

- ✓ Aguiarkomé : **412** ; Tsévié : **175** ; Agbodrafo : **99** ; Hédzranawoé : **214** ; Agoè : **228** ;
- ✓ Adidogomé : **281** ; Baguida : **50** ; Akodésséwa : **232** ; Aného : **68** ; Avédji : **128**.

Cette activité s'effectuant en temps réel dans toutes les agences interconnectées, elle demande une disponibilité permanente des gestionnaires de risques du siège.

➤ **La gestion des carnets d'épargne des clients**

Au cours de l'année 2018, dans le souci de renforcer la maîtrise du risque d'utilisation frauduleuse des carnets dans les agences, il a été décidé de mettre tous les carnets (Tontine, EPI et Association) sous le contrôle de la direction gestion du risque. Ainsi, suite à la mise en place du dispositif sur proposition de la Direction gestion du risque, tous les stocks sont rapatriés au siège après un inventaire général et tous les carnets sont cachetés avec des cachets secs avant d'être utilisés dans les agences. Depuis août 2018, toutes les agences font la demande de carnet auprès de la direction gestion du risque et sont servies en temps réel.

➤ **Les activités de lutte anti-blanchiment et financement du terrorisme (LBC-FT)**

L'application de la mise en œuvre des procédures de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme dès leurs entrées en vigueur dans l'institution en juin 2011 se poursuit normalement.

Ces procédures prévoient des dispositions très strictes pour l'entrée en relation de tout client avec l'institution. C'est pour cela que les opérations avec la clientèle sont rigoureusement soumises à leur respect et le personnel dédié à cette tâche est régulièrement formé et sensibilisé à cet effet.

La direction de l'audit interne et la direction gestion de risques s'assurent du respect des procédures LBC-FT à travers des contrôles permanents et périodiques. Le personnel est régulièrement sensibilisé et les nouveaux employés sont formés sur la LBC-FT.

De plus, l'institution reçoit régulièrement auprès du CENTIF et des autorités de tutelle des lettres de demande d'information auxquelles elle répond avec diligence.

Au cours de l'année 2018, les activités menées dans le cadre de l'application du dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ont donné les résultats suivants :

✓ Au niveau du respect des procédures LBC-FT

Pour s'assurer du respect des procédures LBC-FT, il est procédé à des vérifications permanentes sur les documents d'identification des clients. Ces vérifications ont permis de constater au cours de l'année 2018, que les procédures sont d'une manière générale appliquées. Les insuffisances souvent relevées relatives aux incohérences de noms deviennent de plus en plus rares à cause des dispositions qui ont été prises (exigence des clients des copies des actes de naissance, ou nationalité ayant servi à l'établissement des cartes d'électeurs ou à défaut de l'acte de naissance d'un des enfants du client afin de confirmer l'écriture exacte des noms (nom et/ou prénoms)).

Le processus d'identification des clients au niveau de WAGES est rigoureux. L'adhésion des personnes politiquement exposées (PPE) est soumise à une disposition précise pour un bon suivi.

✓ Au niveau de la formation du personnel

Des séances de sensibilisations et de formation sont souvent organisées pour les anciens employés afin qu'ils soient toujours actifs dans le processus. Au cours de l'année 2018, ces sensibilisations et formations sont assurées normalement. Ainsi, le directeur gestion du risque qui est également le responsable LBC-FT, a formé 42 employés. Cette formation a porté sur le thème « Dispositifs LBC-FT à WAGES et les nouvelles dispositions de la loi uniforme 2018-004 ».

✓ Au niveau des opérations de dépôts et retraits supérieures ou égales à 15.000.000FCFA

L'analyse des opérations de dépôts et de retraits au niveau des différentes agences de WAGES, s'est poursuivie au cours de l'année 2018. Avec la nouvelle loi uniforme qui a porté le montant de 5 millions à 15 millions, les déclarations de l'année 2018 ont été actualisées et toutes les opérations de dépôts et de retraits de plus de 15 millions de F CFA ont été déclarées.

En général, pour toutes les agences de WAGES, **144** opérations de dépôts de montant supérieur ou égal à 15.000.0000 de F CFA pour un montant total de 4.074.200.000 F CFA et **129** opérations de retraits d'un montant total de 3.492.150.000 de F CFA ont été effectuées et déclarées au cours de l'année 2018. Il faut noter que ces opérations concernent pour la plupart les décaissements de crédits et leur encaissement par les bénéficiaires. Ces informations sont régulièrement envoyées à la CENTIF et à la BCEAO et les dispositions sont prises pour que les prochains rapports soient également transmis à la commission bancaire.

✓ Au niveau des correspondances avec CENTIF

Durant l'année 2018, spécifiquement, WAGES a traité deux (02) correspondances venues de CENTIF portant sur la préparation du 10ème et 11ème rapport de suivi des recommandations issues de l'évaluation mutuelle du dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LBC-FT) au Togo. En dehors de ces dossiers spécifiques, les rapports semestriels ont été produits et envoyés et les demandes d'informations sont traitées avec efficacité.

Toujours pour la même année l'OTRIB (Office Central de Répression du Trafic Illicite des Drogues et du Blanchiment) a envoyé 12 lettres de demande d'informations qui ont été traitées et renvoyées.

De manière générale, pour renforcer le dispositif au niveau de l'institution, les procédures actuelles ont été évaluées à l'aune de la nouvelle loi uniforme au cours du dernier trimestre de l'année 2018 et les amendements sont en cours de validation.

DEUXIEME PARTIE :
ETATS FINANCIERS EXERCICE 2018

			BILAN VERSION DEVELOPPEE					DIMF 2000	
Etat : TOGO			Etablissement : ONG WAGES & CRRC						
Date d'arrêté : 2018/12/31			D : AA0			F : XX/NT:XXX			
P : A	N.S. : TOG XXX		M : 1			(En Francs CFA)			
Code poste	ACTIF	Décembre 2018			2017	Code poste	PASSIF	Décembre 2018	2017
		BRUT	AMT/PROV	NET	NET			NET	NET
A01	OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	2 658 128 263	-	2 658 128 263	2 309 338 669	F01	OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	1 581 910 422	1 771 502 873
A10	VALEURS EN CAISSE	161 247 252	-	161 247 252	162 692 851	F1A	Comptes Ordinaires des Institutions Financières	-	-
A11	Billets et monnaies	161 247 252		161 247 252	162 692 851	F2A	AUTRES COMPTES DE DEPOT DES INSTITUTIONS FINANCIERES	-	18 750 000
A12	COMPTES ORDINAIRES CHEZ LES INSTITUTIONS FINANCIERES	1 077 554 658		1 077 554 658	969 568 563	F2B	Dépôts à terme reçus	-	-
A2A	AUTRES COMPTES DE DEPOTS CHEZ LES INSTITUTIONS FINANCIERES	1 419 326 353	-	1 419 326 353	1 158 327 255	F2C	Dépôts de garantie reçus	-	18 750 000
A2H	Dépôts à terme constitués	1 419 326 353		1 419 326 353	1 158 327 255	F2D	Autres dépôts reçus	-	-
A2I	Dépôts de garantie constitués	-		-	-	F3A	COMPTES D'EMPRUNTS ET AUTRES SOMMES DUES AUX INSTITUTIONS FINANCIERES	1 554 158 694	1 727 083 846
A2J	Autres dépôts constitués	-		-	-	F3E	Emprunts à moins d'un an	171 778 659	268 868 525
A3A	COMPTES DE PRETS AUX INSTITUTIONS FINANCIERES	-	-	-	-	F3F	Emprunts à terme	1 382 380 035	1 458 215 321
A3B	Prêts à moins d'1 an	-		-	-	F50	Autres sommes dues aux institutions financières	-	-
A3C	Prêts à terme	-		-	-	F55	RESSOURCES AFFECTEES	21 438 999	21 438 999
A60	Créances rattachées	-		-	-	F60	Dettes rattachées	6 312 729	4 230 028
A70	COMPTES DE PRETS EN SOUFFRANCE	-	-	-	18 750 000				
	Prêts immobilisés	-		-	-	G01	OPERATIONS AVEC LES MEMBRES OU BENEFICIAIRES OU CLIENTS	9 064 020 092	7 202 466 916
A71	Prêts en souffrance de 6 mois au plus	-		-	-	G10	Comptes ordinaires	4 477 107 384	3 827 258 100
A72	Prêts en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus	-		-	-	G15	Dépôts à terme reçus	304 266 000	31 144 000
A73	Prêts en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus	-	-	-	18 750 000	G2A	Comptes d'épargne à régime spécial	376 417 235	85 433 680
		10 804 420 358				G30	Autres dépôts de garanties reçus	3 889 231 673	3 254 132 516
B01	OPERATIONS AVEC LES MEMBRES OU BENEFICIAIRES OU CLIENTS	10 866 810 417	372 478 065	10 494 332 352	8 887 299 798	G35	Autres dépôts reçus		
B2D	Crédits à court terme	4 712 045 600	-	4 712 045 600	3 975 756 741	G60	Emprunts	-	-
B2N	Comptes ordinaires			-	-	G70	Autres sommes dues	-	-
B30	Crédits à moyen terme	5 321 151 033		5 321 151 033	4 478 282 183	G90	Dettes rattachées	16 997 800	4 498 620
B40	Crédits à long terme	23 733 492		23 733 492	34 023 607				
B65	Créances rattachées	62 390 059		62 390 059	55 175 451	H01	OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	179 714 120	159 186 150
B70	CREDITS EN SOUFFRANCE	747 490 233	372 478 065	375 012 168	344 061 816	H10	Versements restant à effectuer		
	Crédits immobilisés	2 349 835		2 349 835	17 854 768	H40	Créditeurs divers	128 404 894	88 510 308
B71	Crédits en souffrance de 6 mois au plus	169 635 387	41 352 413	128 282 974	139 244 255	H6A	Comptes d'ordre et divers	51 309 226	70 675 842
B72	Crédits en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus	207 704 093	94 649 158	113 054 935	100 573 543	H6B	Comptes de liaison	-	
B73	Crédits en souffrance de plus 12 mois à 24 mois au plus	367 800 918	236 476 494	131 324 424	86 389 250	H6C	Comptes de différence de conversion		
						H6G	Comptes de régularisation passif	22 333 490	39 008 906
C01	OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	192 651 625	48 705 237	143 946 388	195 733 158	H6P	Comptes d'attente - passif	28 975 736	31 666 936
C10	TITRES DE PLACEMENT	-		-	-				
C30	COMPTES DE STOCKS	40 228 294	-	40 228 294	51 054 389	K01	VERSEMENTS RESTANTS A EFFECTUER SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	-	-
C31	Stocks de meubles			-	-	K20	Titre de participation	-	-
C32	Stocks de marchandises			-	-				
C33	Stocks de fournitures	36 943 804		36 943 804	44 654 329	L01	PROVISIONS, FONDS PROPRES ET ASSIMILES	3 007 625 792	2 806 711 876
C34	Autres stocks et assimilés	3 284 490		3 284 490	6 400 060	L10	Subventions d'investissement	17 049 251	33 954 061
C40	Débiteurs divers	117 203 342	48 705 237	68 498 105	55 901 252	L20	Fonds affectés	107 968 309	107 968 309
C55	Créances rattachées	-		-	-	L21	Fonds de garantie	107 968 309	107 968 309
C56	Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	-		-	-	L22	Fonds d'assurance	-	68
C59	Valeurs à rejeter	-		-	-	L23	Fonds de bonification		
C6A	Comptes d'ordre et divers	35 219 989	-	35 219 989	88 777 517	L24	Fonds de sécurité		
C6B	Comptes de liaison			-	-	L25	Autres fonds affectés		
C6C	Comptes de différence de conversion	-		-	45 113 182	L27	Fonds de crédit	195 773 460	265 937 581
C6G	Comptes de régularisation actif	5 243 000		5 243 000	8 840 251	L30	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	312 413 115	348 285 751
C6Q	Comptes transitoires	-		-	-	L31	Provisions pour charges de retraite	199 487 350	164 514 986

			BILAN VERSION DEVELOPPEE						DIMF 2000
Etat : TOGO			Etablissement : ONG WAGES & CRRC						
Date d'arrêté : 2018/12/31		D : AA0			F : XX/NT:XXX				
P : A	N.S. : TOG X/XX	M : 1			(En Francs CFA)				
D01	VALEURS IMMOBILISEES	2 164 319 493	1 627 456 070	536 863 423	547 496 190	L35	PROVISIONS REGLEMENTEES	-	-
D1A	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	34 714 784	27 030 843	7 683 941	7 683 941	L36	Provisions pour risques afférents aux opérations de crédits à moyen et long termes	-	-
D1E	Titres de participation	34 714 784	27 030 843	7 683 941	7 683 941	L37	Provision spéciale de réévaluation	-	-
D1L	Titres d'investissement	-	-	-	-	L41	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	55 000 000	110 000 000
D10	Prêts et titres subordonnés	-	-	-	-	L43	Dettes rattachées aux emprunts et titres émis subordonnes	1 258 889	2 517 778
D1S	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS	23 545 213	-	23 545 213	22 865 007	L45	FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX		
D23	IMMOBILISATIONS EN COURS	-	-	-	-	L50	Primes liées au capital		
D24	Incorporelles			-	-	L55	Réserves	1 334 424 900	1 255 881 635
D25	Corporelles	-	-	-	-	L56	Réserve générale	268 717 366	190 174 101
D30	IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	2 106 059 496	1 600 425 227	505 634 269	516 947 242	L57	Réserves facultatives	-	-
D31	Incorporelles	438 880 149	433 861 812	5 018 337	45 234 596	L58	Autres réserves	1 065 707 534	1 065 707 534
D36	Corporelles	1 667 179 347	1 166 563 415	500 615 932	471 712 646	L59	Ecart de réévaluation des immobilisations	26 427 472	26 427 472
D40	IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION	-	-	-	-	L60	Capital	-	-
D41	Incorporelles			-	-	L61	Capital appelé		
D45	Corporelles (*)			-	-	L62	Capital non appelé		
	Immobilisations acquises par réalisation de garantie	-	-	-	-	L65	FONDS DE DOTATION	132 116 518	132 117 518
D46	Incorporelles			-	-		Ligne de Crédit non remboursable	132 116 518	132 116 518
D47	Corporelles	-	-	-	-		Fonds de solidarité emprunteur WAGES	-	1 000
D50	Crédit bail et opérations assimilées	-	-	-	-	L70	REPORT A NOUVEAU (+ ou -)	443 363 708	183 175 903
D51	Crédit-bail			-	-	L75	Excédent des produits sur les charges	-	-
D52	Location avec option d'achat			-	-				
D53	Location-vente			-	-	L80	Résultat de l'exercice (+ ou -)	381 830 170	340 445 868
D60	Créances rattachées			-	-	L81	Excédent ou déficit en instance d'approbation	381 830 170	340 445 868
D70	CREANCES EN SOUFFRANCE	-	-	-	-	L82	Excédent ou déficit en instance d'approbation		
D71	Créances en souffrance de 6 mois au plus			-	-				
D72	Créances en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus			-	-				
D73	Créances en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus			-	-				
E01	ACTIONNAIRES, ASSOCIES OU MEMBRES	-	-	-	-				
E02	Actionnaires, associés ou membres, capital souscrit non appelé			-	-				
E03	Actionnaires, associés ou membres, capital souscrit appelé non versé			-	-				
E05	EXCEDENT DES CHARGES SUR LES PRODUITS								
E90	TOTAL ACTIF	15 881 909 798	2 048 639 372	13 833 270 426	11 939 867 815	L90	TOTAL PASSIF	13 833 270 426	11 939 867 815

COMPTE DE RESULTAT VERSION DEVELOPPEE							DIMF 2080
Etat : TOGO		Etablissement : ONG WAGES & CRRC					(En Francs CFA)
Date d'arrêté : 2018/12/31		D : AA0		F : XX/NT: XXX			
P : A N.S.: TOG X/XX				M : 1			
Code poste	CHARGES	Décembre 2018	2017	Code post	PRODUITS	Décembre 2018	2017
R08	Charges sur opérations avec les institutions financières	108 767 127	75 864 099	V08	Produits sur opérations avec les institutions financières	58 006 606	38 365 685
R1A	Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	-	46 265	V1A	Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs	8 977 052	5 793 668
R1B	Organe financier			V1B	Organe financier	1 845	264 923
R1C	Caisse Centrale			V1C	Caisse centrale		
R1D	Trésor public			V1D	Trésor public		
R1E	CCP			V1E	CCP		
R1F	Banques et correspondants	-	46 265	V1F	Banques et correspondants	8 975 207	5 528 745
R1H	Etablissements financiers			V1H	Etablissements financiers		
R1I	SFD			V1I	SFD		
R1K	Autres institutions financières			V1K	Autres institutions financières		
R1L	Intérêts sur autres comptes de dépôts créditeurs	-	-	V1L	Intérêts sur autres comptes de dépôts chez les institutions financières	47 971 699	32 272 887
R1N	Dépôts à terme reçus			V1Q	Intérêts sur dépôts à terme constitués	47 971 699	32 272 887
R1P	Dépôts de garantie reçus			V1R	Intérêts sur dépôts de garantie constitués	-	-
R1Q	Autres dépôts reçus			V1S	Intérêts sur autres dépôts constitués		
R2A	Intérêts sur comptes d'emprunts	108 109 133	74 310 939	V2A	Intérêts sur comptes de prêts aux institutions financières	1 057 855	299 130
R2F	Intérêts sur emprunts à moins d'un an	2 454 168	9 009 080	V2C	Intérêts sur prêts à moins d'un an	-	-
R2G	Intérêts sur emprunts à terme	105 654 965	65 301 859	V2G	Intérêts sur prêts à terme	1 057 855	299 130
R2R	Autres intérêts	-	-	V2Q	Autres intérêts	-	-
R2T	Divers intérêts	-	-	V2S	Divers intérêts		
R2Z	Commissions	657 994	1 506 895	V2T	Commissions	-	-
R3A	Charges sur opérations avec les membres, bénéficiaires ou clients	98 311 470	84 885 075	V3A	Produits sur opérations avec les membres, bénéficiaires ou clients	1 994 366 364	1 745 818 203
R3C	Intérêts sur comptes des membres, bénéficiaires ou clients	98 311 470	84 885 075	V3B	Intérêts sur crédits aux membres, bénéficiaires ou clients	1 516 646 489	1 346 130 630
R3D	Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	90 235 535	79 423 210	V3G	Intérêts sur autres crédits à court terme	555 540 659	504 551 870
R3F	Intérêts sur dépôts à terme reçus	7 355 945	965 120	V3M	Intérêts sur crédits à moyen terme	961 105 830	841 578 760
R3G	Intérêts sur comptes d'épargne à régime spécial	719 990	4 496 745	V3N	Intérêts sur crédits à long terme	-	-
R3H	Intérêts sur dépôts de garantie reçus			V3R	Autres intérêts	58 539 940	53 541 746
R3J	Intérêts sur autres dépôts reçus			V3T	Divers intérêts	58 539 940	53 541 746
R3N	Intérêts sur emprunts et autres sommes dues aux membres, bénéficiaires ou clients	-	-	V3X	Commissions	419 179 935	346 145 827
R3Q	Autres intérêts						
R3T	Commissions						
	MARGE D'INTERET BENEFICIAIRE	1 845 294 373	1 623 434 714		MARGE D'INTERET DEFICITAIRE	-	-
	TOTAL CHARGES D'INTERETS	207 078 597	160 749 174		TOTAL PRODUITS D'INTERETS	2 052 372 970	1 784 183 888
R4B	Charges sur opérations sur titres et sur opérations diverses	-	-	V4B	Produits sur opérations sur titres et sur opérations diverses	-	-
R4C	Charges et pertes sur titres de placement	-	-	V4C	Produits et profits sur titres de placement	-	-
R4K	Charges sur opérations diverses			V4D	Intérêts sur crédits accordés au personnel non membre		
R4N	Commissions			V4E	Produits sur opérations diverses	-	-
				V4F	Commissions	-	-
R5B	Charges sur immobilisations financières	-	-				
R5C	Frais d'acquisition			V5B	Produits sur les immobilisations financières	-	-
R5D	Etalement de la prime			V5C	Produits et profits sur prêts et titres subordonnés		
				V5D	Dividendes et produits assimilés sur titre de participation	-	-
R5E	Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	-	-	V5F	Produits et profits sur titres d'investissement	-	-
R5G	Charges sur opérations de crédit-bail	-	-				
R5H	Dotation aux amortissements						
R5J	Dotation aux provisions						
R5K	Moins-values de cession						
R5L	Autres Charges						
	A REPORTER	207 078 597	160 749 174		A REPORTER	2 052 372 970	1 784 183 888

	REPORT	207 078 597	160 749 174		REPORT	2 052 372 970	1 784 183 888
R5M	Charges sur opérations de location avec option d'achat	-	-	V5G	Produits sur opérations de crédit-bail et opérations assimilées	-	-
R5N	Dotation aux amortissements			V5H	Produits sur opérations de crédit-bail	-	-
R5P	Dotation aux provisions			V5J	Loyers		
R5Q	Moins-values de cession			V5K	Reprises de provisions		
R5R	Autres Charges			V5L	Plus-values de cession		
R5S	Charges sur opérations de location-vente	-	-	V5M	Autres produits		
R5T	Dotation aux amortissements			V5N	Produits sur opérations de location avec option d'achat	-	-
R5U	Dotation aux provisions			V5P	Loyers		
R5V	Moins-values de cession			V5Q	Reprises de provisions		
R5X	Autres Charges			V5R	Plus-values de cession		
R5Y	Charges sur emprunts et titres subordonnés	6 538 888	5 315 181	V5S	Autres produits		
R6B	Pertes sur opérations de change	15 793 531	-	V5T	Produits sur opérations de location vente	-	-
R6C	Commissions			V5V	Loyers		
				V5W	Reprises de provisions		
R6F	Charges sur opérations de hors bilan	-	-	V5X	Plus-values de cession		
R6K	Charges sur engagements de financement reçus des institutions financières			V5Y	Autres produits		
R6L	Charges sur engagements de financement reçus des membres, clients ou bénéficiaires			V6B	Gains sur opérations de change	-	-
R6M	Charges sur engagements de garantie reçus des institutions financières			V6C	Commissions		
R6P	Charges sur engagements de garantie reçus des membres, bénéficiaires ou clients						
R6S	Charges sur engagements sur titres			V6F	Produits sur opérations de hors bilan	-	-
R6T	Charges sur autres engagements reçus			V6K	Produits sur engagements de financement donnés aux institutions financières		
R6V	Charges sur prestations de services financiers	506 504	2 727 291	V6L	Produits sur engagements de financement donnés aux membres, bénéficiaires ou clients		
R6W	Charges sur les moyens de paiement	391 404	2 637 341	V6N	Produits sur engagements de garantie donnés aux institutions financières		
R6X	Autres charges sur prestations de services financiers	115 100	89 950	V6P	Produits sur engagements de garantie donnés aux membres, bénéficiaires ou clients		
R7A	Autres charges d'exploitation financière	-	-	V6Q	Produits sur engagements sur titres		
R7B	Moins-values sur cession d'éléments d'actif			V6R	Produits sur autres engagements donnés		
R7C	Transferts de produits d'exploitation financière			V6S	Produits sur opérations effectuées pour le compte de tiers		
R7D	Diverses charges d'exploitation financière						
				V6U	Produits sur prestations de services financiers	118 855 400	98 678 350
				V6V	Produits sur les moyens de paiement		
				V6W	Autres produits sur prestations de services financiers	118 855 400	98 678 350
				V7A	Autres produits d'exploitation financière	-	-
				V7B	Plus - values sur cession d'éléments d'actif		
				V7C	Transferts de charges d'exploitation		
				V7D	Divers produits d'exploitation		
	AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS	118 855 400	98 678 350		AUTRES CHARGES FINANCIERS NETTES	506 504	2 727 291
	AUTRES CHARGES FINANCIERES NETTES	506 504	2 727 291		AUTRES PRODUITS FINANCIERES NETS	118 855 400	98 678 350
	MARGE D'INTERET BENEFICIAIRE	1 963 643 269	1 719 385 773		MARGE D'INTERET DEFICITAIRE	-	-
	AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS	118 855 400	98 678 350		AUTRES CHARGES FINANCIERS NETTES	506 504	2 727 291
	PRODUIT FINANCIER NET	2 171 228 370	1 882 862 238		CHARGE FINANCIERE NETTE	207 585 101	163 476 465
R8G	Achat et variations de Stocks	-	-		VENTES		
	Achat de marchandises			V8B	MARGE COMMERCIALE		
R8J	Stocks vendus			V8C	Ventes de marchandises		
R8L	Variations de stocks marchandises	-	-				
	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION				PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION		
S02	FRAIS DE PERSONNEL	965 096 378	869 360 374				
S03	Salaires et traitements	821 443 468	743 640 831				
S04	Charges sociales	130 636 911	113 489 259				
S05	Rémunérations versées aux stagiaires	13 015 999	12 230 284				
	A REPORTER	1 195 013 898	1 038 152 020		A REPORTER	2 171 228 370	1 882 862 238

	REPORT	1 195 013 898	1 038 152 020		REPORT	2 171 228 370	1 882 862 238
S1A	IMPOTS ET TAXES	4 249 547	3 638 745	W4A	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION	40 646 499	20 793 052
S1B	Autres Impôts, taxes et prélèvements assimilés sur rémunérations	750 000	740 000	W4B	Redevances sur concessions, brevets, licences, procédés, droits et valeurs similaires	-	-
S1C	Autres Impôts, taxes et prélèvements assimilés versés à l'Administration des impôts	2 312 147	1 617 145	W4D	Indemnités de fonction et rémunérations d'administrateurs, gérants reçues		
S1D	Impôts directs	-	-	W4G	Plus-values de cession	7 869 179	2 091 532
S1G	Impôts indirects	2 176 247	1 019 499	W4H	sur immobilisations incorporelles et corporelles	7 869 179	2 091 532
S1H	Droits d'enregistrement et de timbre	135 900	415 680	W4J	sur immobilisations financières		
S1J	Impôts et taxes divers	-	181 966	W4K	Revenus des immeubles hors exploitation		
S1K	Autres Impôts, taxes et prélèvements assimilés versés aux autres organismes	1 187 400	1 281 600	W4L	Transferts de charges d'exploitation non financière	-	-
				W4M	Charges refacturées		
S2A	AUTRES CHARGES EXTERNES ET CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION	410 595 885	372 353 967	W4N	Charges à répartir sur plusieurs exercices		
S2B	Services extérieurs	123 043 143	109 918 195	W4P	Autres transferts de charges		
S2C	Redevances de crédit-bail			W4Q	Autres produits divers d'exploitation	32 777 320	18 701 520
S2D	Loyers	33 406 980	27 850 780				
S2F	Charges locatives et de co-propriété	-	-	W50	PRODUCTION IMMOBILISEE	-	-
S2H	Entretien et réparations	57 973 352	56 234 671	W51	Immobilisations incorporelles	-	-
S2J	Primes d'assurance	17 631 603	17 443 506	W52	Immobilisations corporelles	-	-
S2K	Etudes et recherches	-	-				
S2M	Frais de formation	12 971 940	7 125 238	W53	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	18 366 796	24 270 147
S2L	Divers	1 059 268	1 264 000	X50	REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX		
S3A	Autres services extérieurs	253 898 669	247 344 679	X51	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	256 547	501 783 118
S3B	Personnel extérieur à l'institution	46 771 609	44 548 400	X54	Reprises d'amortissements des immobilisations	256 547	501 783 118
S3C	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	19 903 739	28 008 595	X56	Reprises de provisions sur immobilisations		
S3E	Publicité, publications et relations publiques	16 663 500	12 912 888				
S3G	Transports de biens	89 200	18 000	X6B	REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	605 912 890	960 932 945
S3J	Transports collectifs du personnel	-	-	X6C	Reprises de provisions sur créances en souffrance	496 613 840	831 622 622
S3L	Déplacements, missions et réceptions	13 758 600	16 030 320	X6D	Reprises de provisions sur créances en souffrance de 6 mois au plus	79 406 230	180 946 365
S3M	Achats non stockés de matières et fournitures	135 745 302	124 827 760	X6E	Reprises de provisions sur créances en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus	237 493 088	480 743 420
S3N	Frais postaux et frais de communication	17 695 473	17 181 771	X6F	Reprises de provisions sur créances en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus	179 714 522	169 932 837
S3P	Divers	3 271 246	3 816 945	X6G	Reprises de provisions pour dépréciation des autres éléments d'actif	-	-
S4A	Charges diverses d'exploitation	33 654 073	15 091 093	X6H	Reprises de provisions pour risques et charges	1 167 839	18 387 937
S4B	Redevances pour concessions, brevets, licences, procédés, droits et valeurs similaires	-	400 000	X6I	Reprises de provisions réglementées		
S4D	Indemnités de fonction versées	9 900 000	7 067 500	X6J	Récupération sur créances amorties	108 131 211	110 922 386
S4I	Frais de tenue d'assemblée	1 599 850	1 218 700				
S4K	Moins-values de cession sur immobilisations			X80	Produits exceptionnels	19 468 395	71 077 654
S4L	sur immobilisations corporelles et incorporelles						
S4M	sur immobilisations financières			X81	Profits sur exercices antérieurs	11 989 060	8 272 382
S4P	Transferts de produits d'exploitation non financière						
S4Q	Produits rétrocédés			L80	DEFICIT		
S4R	Autres transferts de produits						
S4S	Autres charges diverses d'exploitation non financière	22 154 223	6 404 893				
T50	DOTATION AU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	-	-				
T51	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATION	128 368 514	626 564 800				
T53	Dotations aux amortissements des charges à répartir						
T54	Dotations aux amortissements des immobilisations d'exploitation	131 345 583	523 753 123				
T55	Dotations aux amortissements des immobilisations hors exploitation						
T56	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations en cours						
T57	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations d'exploitation	(2 977 069)	102 811 677				
T58	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations hors exploitation						
							72
	A REPORTER	1 738 227 844	2 040 709 532		A REPORTER	2 867 868 557	3 469 991 536

	REPORT	1 738 227 844	2 040 709 532		REPORT	2 867 868 557	3 469 991 536
T6B	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	719 839 926	1 019 489 264				
T6C	Dotations aux provisions sur créances en souffrance	498 441 723	551 487 139				
T6D	Dotations aux provisions sur créances en souffrance de 6 mois au plus	175 886 231	232 361 399				
T6E	Dotations aux provisions sur créances en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus	150 301 579	192 532 307				
T6F	Dotations aux provisions sur créances en souffrance de plus 12 mois à 24 mois au plus	172 253 913	126 593 433				
T6G	Dotations aux provisions pour dépréciation des autres éléments d'actif	-	-				
T6H	Dotations aux provisions pour risques et charges	59 192 438	62 272 923				
T6J	Dotations aux provisions réglementées						
T6K	Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions	161 874 680	394 336 355				
T6L	Autres Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions	331 085	11 392 847				
T80	Charges exceptionnelles	930 000	562 400				
T81	Pertes sur exercices antérieurs	27 040 617	68 784 472				
T82	IMPOTS SUR LES EXCEDENTS	-	-				
L80	EXCEDENT	381 830 170	340 445 868				
T84	TOTAL CHARGES	2 867 868 557	3 469 991 536	X84	TOTAL PRODUITS	2 867 868 557	3 469 991 536

HORS BILAN VERSION DEVELOPPEE

DIMF 2000

Etat : TOGO

Etablissement : WAGES

Date d'arrêté : 2018/12/31

D : AC0

F : 1 /

NT : ...

(en Francs
CFA)

P : A

N. S. : TOG X/XX M : 1

Code Poste	LIBELLES	2018	2017
	ENGAGEMENT DE FINANCEMENT	-	-
N1A	ENGAGEMENTS DONNES EN FAVEUR DES INSTITUTIONS FINANCIERES		
N1H	ENGAGEMENTS RECUS DES INSTITUTIONS FINANCIERES	-	-
N1J	ENGAGEMENTS DONNES EN FAVEUR DES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS		
N1K	ENGAGEMENTS RECUS DES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS		
	ENGAGEMENT DE GARANTIE	-	-
N2A	D'ordre des institutions financières		
N2H	Reçus des institutions financières		
N2J	D'ordre des membres, bénéficiaires ou clients		
N2M	Reçus des membres, bénéficiaires ou clients		
	ENGAGEMENTS SUR TITRES	-	-
N3A	Titres à livrer		
N3B	Intervention à l'émission		
N3C	Marché gris		
N3D	Autres titres à livrer		
N3E	Titres à recevoir		
NRF	Intervention à l'émission		
NRG	Marché gris		
N3H	Autres titres à livrer		
	ENGAGEMENTS SUR OPERATIONS EN DEVISES		
	OPERATIONS DE CHANGE AU COMPTANT		
P1A	Francs CFA achetés non encore reçus		
P1B	Devises achetées non encore reçues		
P1C	Francs CFA vendues non encore livrés		
P1D	Devises vendues non encore livrés		
	PRETS OU EMPRUNTS EN DEVISES		
P1E	Devises prêtées non encore livrées		
P1F	Devises empruntées non encore reçues		
	OPERATIONS DE CHANGE A TERME		
P1G	Opérations de change à terme francs Cfa à recevoir contre devises à livrer		
P1H	Opérations de changes à terme devises à recevoir contre FCFA à livrer		
P1J	Opérations de change à terme devises à recevoir contre devises à livrer		
P1K	Opérations de change à terme devises à livrer contre devises à recevoir		
P1L	Report /déport non couru à recevoir		
P1M	Report/déport non couru à payer		
P1R	Intérêts non courus en devises couverts à recevoir		
P1S	Intérêts non courus en devises couverts à payer		

Code Poste	LIBELLES	2018	2017
P1V	Ajustements devises hors bilan		
	AUTRES ENGAGEMENTS		
Q1A	Engagements donnés		
Q1B	Engagements reçus		
	OPERATIONS EFFECTUES POUR LE COMPTE DE TIERS		
Q1C	Valeurs à l'encaissement non disponibles		
Q1F	Comptes exigibles après encaissements		
Q1J	Comptes de suivi des engagements de financement consortiaux		
Q1K	Comptes de suivi des engagements de garantie consortiaux		
Q1L	Comptes de suivi des crédits consortiaux		
Q1M	Crédits distribués pour le compte de tiers		
N90	ENGAGEMENTS DOUTEUX		

ANNEXES

Annexe 1 :

TABLEAU DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES			
Etat : TOGO		DIMF 2005	
Date d'arrêt: 2018/12/31		Etablissement : WAGES	
D: BG0		F:XX (en Francs CFA)	
P:A N.S. : TOG X/XX		M:1	
Code	LIBELLES	Amortissements/ Provisions	Montants nets
B02	ACTIF		
	Créances sur les membres, bénéficiaires ou clients	372 478 065	10 431 942 293
B2D	Crédits à court terme		4 712 045 600
B30	Crédits à moyen terme		5 321 151 033
B40	Crédits à long terme		23 733 492
B70	Crédits en souffrance	372 478 065	375 012 168
D50	Crédit-bail et opérations assimilées	-	-
D51	Crédits-bail		
D52	Location avec option d'achat		
D53	Location-vente		
D70	Créances en souffrance sur crédit-bail et opérations assimilées		-
	PASSIF		
G02	Dettes l'égard des membres, bénéficiaires ou clients		5 157 790 619
G10	Comptes ordinaires créditeurs		4 477 107 384
G15	Dépôts à terme reçus		304 266 000
G2A	Comptes d'épargne à régime spécial		376 417 235
G60	Emprunts		-
G70	Autres sommes dues		-

Annexe 2 :

ETAT DES BIENS DONNES EN CREDIT BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES				DIMF 2006
Etat : TOGO		Etablissement : WAGES		
Date d'arrêté: 2018/12/31	D: BG0	F:XX	(en Francs CFA)	
P:A	N.S. : TOG X/XX	M:1		
LIBELLES	Durée	Montants bruts	Amortissement / Provisions	Montants nets
CREDIT-BAIL Crédit-bail Mobilier Crédit-bail Immobilier Crédit-bail sur actifs incorporels LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT LOCATION - VENTE CREANCES EN SOUFFRANCE SUR OPERATION DE CREDIT - BAIL ET ASSIMILEES				
TOTAL				

Annexe 3 :

ETAT DES BIENS DETENUS DANS LE CADRE DE LA CONCESSION				DIMF 2007	
Etat : TOGO			Etablissement : WAGES		
Date d'arrêté: 2018/12/31			(en Francs CFA)		
D: BG0 N.S. : TOG X/XX			F:XX M:1		
P:A			M:1		
POSTES	Durée	VALEUR D'INVENTAIRE ou VALEUR DE MARCHÉ	CONCESSIONNAIRE		
			NOM	VALEUR DECLARSEE DANS LE CAHIER DE CHARGE	
TOTAL			TOTAL		

Annexe 4 :

ETAT DES BIENS DETENUS DANS LE CADRE DE LA CLAUSE DE RESERVE DE PROPRIETE					DIMF 2008
Etat : TOGO			Etablissement : WAGES		
Date d'arrêté: 2018/12/31			(en Francs CFA)		
D: BGO F:XX N.S. : TOG P:A X/XX M:1					
Libellés des biens inscrits à l'actif frappés de la clause de RP*	Objet clause de réserve	Montants bruts	Calendrier arrêté		Créanciers
			Date d'inscription	Durée de jouissance	
TOTAL					

* Réserve de
propriété

Annexe 5 :

DETAIL DU COMPTE 6221 - PERSONNEL EXTERIEUR A L'INSTITUTION								DIMF 2009
Etat : TOGO		Etablissement : WAGES						
Date d'arrêté: 2018/12/31		D: BG0		F:XX		(en Francs CFA)		
P:A		N.S. : TOG X/XX		M:1				
Libellés	EFFECTIF (en unités)							FACTURATION A L'INSTITUTION
	NATIONAUX	Autres Etats de l'UMOA	Hors UMOA	Secteur primaire	Secteur secondaire	Secteur tertiaire	TOTAL	
1. Cadres supérieurs								
2. Techniciens supérieurs et cadres moyens							-	
3. Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés	13						13	2 575 000
4. Employés, manœuvres, ouvriers et apprentis	38						38	44 196 609
TOTAL	51	-	-	-	-	-	51	46 771 609
PERMANENTS								
SAISONNIERS								
TOTAL	51	-	-	-	-	-	51	46 771 609

Annexe 6 :

ETAT DES CREDITS EN SOUFFRANCE					DIMF 2010
Etat : TOGO		Etablissement : WAGES			
Date d'arrêté: 2018/12/31	D: BA0		F:XX		(en Francs CFA)
P:A	N.S. : TOG X/XX		M:1		
CREDITS EN SOUFFRANCE	A	B	C = A - B	D	E = C - D
	191, 192 et 193 291, 292, 293 Crédits et Prêts en souffrance	162 et 254 Dépôts de garantie	Soldes restant dus	199 et 299 Provisions	Crédits et Prêts en souffrance nets
Crédits comportant au mois une échéance impayée ≤ à 3 mois	2 349 835	1 012 500	1 337 335	0	-
Crédits comportant au mois une échéance impayée > 3 mois à ≤ à 6 mois	169 635 387	66 254 355	103 381 032	41 352 413	62 028 619
Crédits comportant au mois une créance impayée > 6 mois à ≤ 12 mois	207 614 713	89 329 500	118 285 213	94 628 170	23 657 043
Crédits comportant au moins une échéance impayée > 12 mois à ≤ à 24 mois	367 890 298	131 392 816	236 497 482	236 497 482	-
TOTAL	747 490 233	287 989 171	459 501 062	372 478 065	85 685 662

Annexe 7 :

ETAT DES INFORMATIONS ANNEXES		DIMF 2011
Etat : TOGO		Etablissement : WAGES
Date d'arrêté: 2018/12/31	D: BB0	F:XX (en Francs CFA)
P:A	N.S. : TOG X/XX	M:1
LIBELLES	Montants / Effectif	
Encours des engagements par signature à court terme	-	
Encours des engagements par signature à moyen et long terme	-	
Montant total consacré par l'institution aux opérations autres que les activités d'épargne et de	2 087 155	
Nombre total de membres, bénéficiaires ou clients de l'institution	329 681	
Nombre total de groupements de l'institution ainsi que de leurs membres	-	
Nombre total de membres, bénéficiaires ou clients de sexe masculin de l'institution	132 359	
Nombre total de membres, bénéficiaires ou clients de sexe féminin de l'institution	171 038	
Nombre total de groupements bénéficiaires	26 284	
Nombre total d'usagers bénéficiaires	329 681	
Nombre total de sociétaires bénéficiaires	928	
Population cible de la caisse (ou son estimation)	-	
126-127-128 Dépôts à plus d'un an du SFD auprès des institutions financières	1 419 326 353	
252 - Dépôts à terme à plus d'un an des membres, bénéficiaires ou clients auprès de caisse	304 266 000	
253 - Comptes d'épargne à régime spécial	376 417 235	
254 - 255 - Autres dépôts à plus d'un an des membres, bénéficiaires ou clients auprès de la caisse	3 889 231 673	
Recouvrements sur prêts intervenus au cours de l'exercice		
Recouvrements sur prêts attendus au cours de l'exercice		

Annexe 8 :

ETAT DES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE			DIMF 2011-1
Etat : TOGO		Etablissement : WAGES	
Date d'arrêté: 2018/12/31 P:A	D: BC0 N.S. : TOG X/XX	F:XX M:1	(en Francs CFA)
LIBELLES		Montants / Effectif	
Encours des engagements par signature donnés à court terme Encours des engagements par signature donnés à moyen et long termes			
TOTAL			

Annexe 9 :

ETAT DE L'ENCOURS DES CREDITS DES DIX (10) DEBITEURS LES PLUS IMPORTANTS			DIMF 2012
Etat : TOGO		Etablissement : WAGES	Etablissement:
Date d'arrêté: 2018/12/31	D: BFO	F:XX	
P:A	N.S. : TOG X/XX	M:1	
PRENOMS/NOM/N° D'IDENTIFICATION	DUREE INITIALE DU CREDIT	DUREE RESTANTE A COUVRIR	MONTANT NET EN FCFA
ANENOU Ayikoué Martin / A0100352	24	22	67 540 930
MONROE Omar James / A0908226	12	11	64 588 895
ODOH Samson Okwudili / A0122496	24	17	54 600 365
ABDOUL-AZIZ Kadidjatou / A0906144	24	22	50 000 000
DISSEH Agbegnigan / A0801864	24	22	49 999 960
MENSAH Messanvi Kwassi Gagnon / A0112442	24	21	49 999 960
OYELAMI Bosse / A0103656	18	11	48 564 060
LOFTY SARL / A0133695	24	19	46 972 400
DE SOUZA Mana Délali / A0100554	18	14	44 660 945
OURO-GBELEOU Alhassan Kader / A0212702	18	14	42 506 425
TOTAL			519 433 940

Annexe 10 :

ETAT DE L'ENCOURS TOTAL DES PRETS AUX DIRIGEANTS, AU PERSONNEL AINSI QU'AUX PERSONNES LIEES			DIMF 2013
Etat : TOGO	Etablissement: WAGES	Etablissement:	
Date d'arrêté: 2018/12/31	D: BE0	F:XX	
P:A	N.S. : TOG X/XX	M:1	(en Francs CFA)
PRENOMS/NOMS/N° D'IDENTIFICATION	ENCOURS DES PRETS (Bruts)		
AGBOGEE Abila / A0100169	17 899 090		
AKUETE Sowada Sory / A0100273	5 996 690		
ADOGNON Agnite Kokou / A0120328	3 783 555		
AYITE Essivi Georgette / A0110637	3 406 525		
AGBOGAN Yao Messan / A0104028	2 319 564		
TONDJA Gbati / A0107896	2 269 760		
KONGO Ayélé epse KOUMEBIO / A0127362	2 208 035		
BOCCO Akouavi Egblopéalé / A0800255	2 039 720		
ADJASSOU Kokouvi Michel / A0124189	1 756 950		
SAMEY Y. Comlan / A0101162	1 500 000		
BATENDI Bayékiname / A0103066	1 270 569		
FREITAS Mensah Komlan A / A0128264	1 192 670		
OURO-GANDI Tchadji'Bom / A0126504	1 054 270		
ALLOKPENOU Adam / A1102511	643 585		
OBLASSE Koffi Agbegnigan / A0122577	633 065		
ISSIFOU Adanani / A1301614	605 360		
AFFO Kossi / A0126800	600 000		
MIKAYE Kokouvi John / A0126616	485 325		
ATAKOURA Bododou / A1201141	350 000		
FOLLY Adakou Affiavi / A0109789	335 750		
KPOTSI Séname Koami / A2103931	335 140		
MENSAH Adjo D. Claire / A0909672	302 120		
FOLLY Ayélé Akouavi / A0411094	300 000		
N'DJINOUE Yaotche / A0600351	300 000		
KPAKPOVI Missiho / A0128695	293 290		
EDORH Gbegnohin / A0129141	293 240		
ADI Koffi / A0103206	290 765		
DJIBRO Mustapha Zarèni / A0905371	275 820		
GBEMU Akuvi Kafui / A0715601	275 750		
GBENOU Kokou Abila E Epse AHATEFOU / A0906926	275 750		
MENSAH Adjo Dzigbodi C / A1902740	269 164		
ADAMAH TASSA EPSE JOHNSON Dede Domefa / A0907262	268 865		
KOUDAYA Koami Ferdinand / A0908183	251 420		
NOUBOUKPO Kanyélé Akossiwa / A0908881	251 350		
SIABI Kodjo / A1905542	241 430		
MAGNON Odada / A0133162	241 300		
AGBEDI Kofi Dzinyefa / A0509064	239 445		
ARAHORE WASR Assedma / A0127533	236 340		
OURO-GBELEOU Zoweriatou / A0510214	236 120		
BOUKARI Wakilou / A1300646	232 525		
AMEGAN Romaric Comlan M. / A0105055	227 575		

ETAT DE L'ENCOURS TOTAL DES PRETS AUX DIRIGEANTS, AU PERSONNEL AINSI QU'AUX PERSONNES LIEES			DIMF 2013
Etat : TOGO	Etablissement: WAGES	Etablissement:	
Date d'arrêté: 2018/12/31	D: BE0	F:XX	
P:A	N.S. : TOG X/XX	M:1	(en Francs CFA)
PRENOMS/NOMS/N° D'IDENTIFICATION	ENCOURS DES PRETS (Bruts)		
ANIKA Kofi Sewonu / A1005602	227 010		
ADAMAH Assiongbon N / A0121610	225 000		
AMOUZE Piyalou / A0314262	225 000		
AMEGEE Kossi / A0216126	222 155		
OURO-NILE TAGBA Abdoul-Samadou / A0312747	219 455		
KPADDEY-KOUGBEADJO Eyram / A0910120	209 580		
HODO Koffi A. Wolako / A0314524	207 215		
AZAMATI Kossi Doubidji / A1005687	207 215		
ANATO Koiassi André / A0124604	207 155		
AKAKPO Koffi Atsou / A0127292	205 495		
DANKLOU Coudjo Crédo / A1301719	202 515		
LODONOU Adjovi Tino epse KPANDJA / A0715851	202 100		
DOSSA Kodjo / A0805577	200 000		
SESSOU Kodjo Amégnona / A0310268	200 000		
ZOUHONGBE Koffi Jacques / A0126229	200 000		
KOFFI Ayao Mawuegnigan / A0128383	200 000		
ACKLA Mede / A0129694	196 615		
HABIA Koffi Gbleve / A0611382	195 190		
LASSEY Koku Tsoekewo / A0507935	191 340		
BABAKAN Nanepo Mounira / A0131229	188 625		
KPOFFON Koffi Bruno / A0216118	183 880		
SODATONOU M M H Kokou / A0908780	183 730		
FUMEY Kossi Brathold / A0802137	181 245		
AWUNYO Komla Agbénowosi / A0119837	177 450		
AKATO Kokou Dodji / A2002550	175 000		
AGBODJIVE Amivi Benonia / A0613486	172 210		
SOSSOU Ablavi Mawussé / A0127404	170 155		
AKAKPO Comlan Sekona / A0412698	169 455		
AKAKPO Kokou Biova / A0132437	168 350		
HONKPO Kouassi / A0130309	158 325		
ATSOU Yao / A0906941	156 145		
ATCHOU A K Dominique / A0909515	153 295		
AGBOGAN Yao Messan / A1902602	153 230		
BANKA Abla / A1006397	152 245		
ANAGONOU Anani Faustin / A0120723	151 340		

ETAT DE L'ENCOURS TOTAL DES PRETS AUX DIRIGEANTS, AU PERSONNEL AINSI QU'AUX PERSONNES LIEES			DIMF 2013
Etat : TOGO	Etablissement: WAGES	Etablissement:	
Date d'arrêté: 2018/12/31	D: BE0	F:XX	
P:A	N.S. : TOG X/XX	M:1	(en Francs CFA)
PRENOMS/NOMS/N° D'IDENTIFICATION	ENCOURS DES PRETS (Bruts)		
AFANDE Mekaëli Massan Amele / A0133877	151 340		
AMEYIBOR Koffi Agbeko / A0128314	150 160		
SALHA ALI Rahamatou / A0119052	150 000		
DISSORIFEI Abissoumatom / A1201177	150 000		
DJADOO Ayaovi / A1904396	148 270		
ZINSOU-SESSOU Ahoefa A Essinam / A0716092	143 205		
ATTILEY Yao Moussa / A0213286	137 875		
ANIFRANI Uwluassi Edem Y / A0132436	135 290		
AGBO Emefa Esther / A0132419	133 735		
TIDJANI Alimatou Sadia Epse FUMEY / A1900177	133 160		
ATAMA-GAMA Toudiguina / A0132372	127 575		
AGBANGA Bohoga / A0310074	125 755		
MENSAH-AYEWUADA Kayi Akpéné / A0716537	125 000		
EDJE-KOUDEY Yawovi Enyonam / A0412845	124 305		
HOINSOU Koffi / A0132416	122 185		
ADAMAH TASSA Dede Domefa epse JOHNSON / A0132314	120 000		
KANYI Kodjovi A / A0803958	118 150		
AGBOGAN Homegnon Kossi / A0507166	115 150		
VITSO Akossiwa Sefako / A0120363	109 235		
AGBETOWOFANA Ablamvi / A2000059	105 000		
SOUKA Attignon Koffi / A0806149	104 722		
KOUNGA Maurice / A0215757	102 250		
APEDOGAN Kouévi Totekpomawu / A0412821	102 025		
AVINU Essi / A0705648	101 480		
POTISON Foly / A0132393	101 400		
KOKOU-KOMLA Koudjo Mawoutodji / A0508256	101 250		
SEGLA Yawo / A0129532	100 675		
FREITAS Essénam Koami / A2100109	100 000		
KPADENOU K Edoh / A0610364	100 000		
DAHOUINDJI Gbeside Ameyo Epse GBENYANAWO / A1901906	100 000		
ATABUDZI Akouvi Enyonam / A0104426	100 000		
MABLE Yaovi Mawuko Kekeli / A0209686	100 000		
AZIAKA Toudeka / A0129725	100 000		
ADJAMANI Afi Bandélé / A0605827	90 660		
ADZINI Koffi Abaya X. / A1102917	90 000		

ETAT DE L'ENCOURS TOTAL DES PRETS AUX DIRIGEANTS, AU PERSONNEL AINSI QU'AUX PERSONNES LIEES			DIMF 2013
Etat : TOGO	Etablissement: WAGES	Etablissement:	
Date d'arrêté: 2018/12/31	D: BEO	F:XX	
P:A	N.S. : TOG X/XX	M:1	(en Francs CFA)
PRENOMS/NOMS/N° D'IDENTIFICATION	ENCOURS DES PRETS (Bruts)		
AZINON Kossi Delagno / A2002513	90 000		
GAKPETO Dzigbodi Komlavi / A0707824	88 170		
SENOUGBE Dodji Komi / A0133150	85 985		
DIOGO Akuavi / A0500795	85 055		
KAMATO Améyo / A1100949	85 000		
NADOR Dédévi Eyram / A0113027	85 000		
GBEDEVI Yawa / A0120365	84 710		
SOKPO Adjo / A0202789	78 000		
KPELAFIA Aminou / A0311234	77 395		
AJAVON Amah Komlan / A0130372	76 775		
ASSANI-BENTHO Nasser / A0716459	76 620		
NADA Mawidar / A1200991	76 120		
AGBODAN Dédé Délali / A0212452	75 780		
HOUNDJO Ayawovi / A0412987	75 735		
BOKOVI Akouete / A0506094	75 210		
KOLA Palakiyéme / A1200992	75 000		
EWE Lokossi / A0804589	75 000		
DADZIE Komlan / A0804028	75 000		
TOFFON Madou / A1200469	75 000		
DJOGBESSI Komlan / A0903653	75 000		
DA SILVEIRA Têê Agbégnigan / A1100947	75 000		
SOSSOU Ablato Tassivi / A1101255	75 000		
DAKOU Kossi Mawussi / A2002495	75 000		
APENUVOR Koami Selom / A0610003	75 000		
ALEGBE Bilkiss / A0213438	75 000		
GOKA Koffitse / A0125374	75 000		
AGLEBEY Yao Elessessi / A0123346	75 000		
GODO Afiwavi / A0614630	75 000		
NOUWOAMEY Kokoutsè Innocent / A0121583	75 000		
ADJODEKPO Israel Ange / A0502572	75 000		
AMOUZOU Folli Mawouli / A0214317	75 000		
KPIZING Wéziw Masahalu / A0309593	75 000		
WOAMEDE Kokovi Adjowa épse AGBETROBU / A0612256	75 000		
ADEGNON Komivi / A0211049	75 000		
AGBESSI FOLLY / A0510209	75 000		

ETAT DE L'ENCOURS TOTAL DES PRETS AUX DIRIGEANTS, AU PERSONNEL AINSI QU'AUX PERSONNES LIEES			DIMF 2013
Etat : TOGO	Etablissement: WAGES	Etablissement:	
Date d'arrêté: 2018/12/31	D: BEO	F:XX	
P:A	N.S. : TOG X/XX	M:1	(en Francs CFA)
PRENOMS/NOMS/N° D'IDENTIFICATION	ENCOURS DES PRETS (Bruts)		
ADZI Afiwa Kafui Epse SATCHI / A0208932	75 000		
GBADAGBA KOAMI kAFUI / A1906166	74 990		
GAGLI Ameyo Kafui / A0714252	72 000		
BAKELE Djoka / A0310208	70 000		
LAWSON-DROPENOU Latre Essenam / A0715305	70 000		
DJOSSOU Komi / A0603912	70 000		
MITSDI Yao / A0410744	69 250		
KOUDAHE Koffi Germain / A0508877	68 870		
DOSSOU Nyona Akouavi / A0903193	67 830		
GBADOE Kangni Sonkoudè / A0411883	67 690		
MASSAH Ablavi / A0505532	67 575		
WOVI Koffi Akoeté P. / A0607449	65 000		
YAKOUTO Marius kokouvi / A1000104	65 000		
ABALO Olade / A0502454	65 000		
BARBOZA Akpene Angele / A0804655	65 000		
MOUTI Nafissa / A0603409	65 000		
ADOTEY Amele Adjele / A0906154	63 540		
GNEMEGNA A Ahoefa Fafavi / A0713077	60 000		
TAY Kokou Elikplim / A0610004	60 000		
SEGBE Komla Amen / A1401691	60 000		
AZAKPE Koffi Mawulikplimi / A0710238	60 000		
ZONGO Sampoko J / A1904978	60 000		
NADIEGA Yatoute / A1201987	59 130		
ADJAKA Komi / A0122901	53 715		
N'SOUVI A Akpenamawu epse SEMEKONAWO / A0716535	52 500		
DJAHLIN Séna / A1000159	51 485		
KOUDEKA Ganyo / A2100352	50 850		
BOKONVI Akouvi / A0909249	50 735		
SOSSOU Kodzovi Léonard / A2100092	50 000		
HASSE Assokou / A2000058	50 000		
ATCHRIMI Odjouma Ame Epse YAO / A1904977	50 000		
ADJALLE Anoumou Kokou / A1103081	50 000		
SIMTAYA Katassagou / A1203173	50 000		
TCHASSE Akele / A1100881	50 000		
BALEY Banabassé Yaovi / A1100910	50 000		

ETAT DE L'ENCOURS TOTAL DES PRETS AUX DIRIGEANTS, AU PERSONNEL AINSI QU'AUX PERSONNES LIEES			DIMF 2013
Etat : TOGO	Etablissement: WAGES	Etablissement:	
Date d'arrêté: 2018/12/31	D: BEO	F:XX	
P:A	N.S. : TOG X/XX	M:1	(en Francs CFA)
PRENOMS/NOMS/N° D'IDENTIFICATION	ENCOURS DES PRETS (Bruts)		
DEGBE Kossi / A0609997	50 000		
AKAKPO-VIZAH Fifonsi / A0800564	50 000		
SODJINOUE Kossi / A1000153	45 705		
AMEDOAME Komi / A1002648	42 000		
WUIDJI Kokou / A0502128	41 835		
BYLL Assriwa Akossiwa / A0904131	40 000		
AGBESSI Folly / A0412785	38 172		
LATIFOU Moussiliou / A1006193	26 470		
TEKO Toviho Messan / A0909746	25 320		
ABASSA Koffivi / A0909733	25 120		
ALOFA Abla Epse EDORH / A0713075	25 000		
SESSOU Ablavi M. / A1100236	25 000		
KOUDAYAH Kokoé / A1100237	25 000		
TENGUE Koami / A0607569	20 055		
AKALA Mwemwenaka / A0208933	20 000		
AGOPOME Komlanani / A0209803	20 000		
KOUYAYA Comlan / A1100235	19 669		
LELOUA Boyodi K / A1900301	17 500		
AGBOKA Koffi Edem / A0132346	7 930		
GUIMGA Di 'Eramèguebe / A0502239	3 094		
TOTAL GENERAL	72 159 049		

Annexe 11 :

ETAT DES RESSOURCES AFFECTEES ET DES CREDITS CONSENTIS SUR RESSOURCES AFFECTEES				
Etat : TOGO		Etablissement : WAGES		
Date d'arrêté: 2018/12/31		D: BFO		F:XX
P:A		N.S. : TOG X/XX		M:1
LIBELLES	COURT TERME	MOYEN TERME	LONG TERME	TOTAL
RESSOURCES AFFECTEES	19 500 000	1 938 999		21 438 999
CREDITS CONSENTIS SUR RESSOURCES AFFECTEES				-
dont crédits en souffrance				
TOTAL	19 500 000	1 938 999	-	21 438 999

Annexe 12 :

ETAT DES VALEURS IMMOBILISEES					DIMF 2015
Etat : TOGO			Etablissement: WAGES		
Date d'arrêté: 2018/12/31		D: BG0	F:XX	(en Francs CFA)	
P:A	N.S. : TOG X/XX		M:1		
Code	LIBELLES	Montants bruts	Amortissements/ Provisions	Montants nets	
D1A	Immobilisations financières	34 714 784	27 030 843	7 683 941	
D1E	Titres de participation	34 714 784	27 030 843	7 683 941	
D1L	Titres d'investissement	-	-	-	
D1S	Dépôts et cautionnements	23 545 213	-	23 545 213	
D23	Immobilisations en cours	-	-	-	
D24	Incorporelles	-	-	-	
D25	Corporelles	-	-	-	
D30	Immobilisations d'exploitation	2 106 059 496	1 600 425 227	505 634 269	
D31	Incorporelles	438 880 149	433 861 812	5 018 337	
D32	Droit au bail			-	
D33	Autres éléments du fonds commercial			-	
D34	Frais d'établissement			-	
D35	Autres immobilisations incorporelles			-	
D36	Corporelles	1 667 179 347	1 166 563 415	500 615 932	
D40	Immobilisations hors exploitation	-	-	-	
D41	Incorporelles	-	-	-	
D42	Droit au bail			-	
D43	Autres éléments du fonds commercial			-	
D44	Autres immobilisations incorporelles			-	
D45	Corporelles	-	-	-	
	Immobilisations acquises par réalisation de garantie	-	-	-	
D46	Incorporelles	-	-	-	
D47	Corporelles	-	-	-	

Annexe 13 :

ETAT D'AFFECTATION DU RESULTAT				DIMF 2016
Etat : TOGO		Etablissement: WAGES		
Date d'arrêté: 2018/12/31 D: BHO		F:XX (en francs CFA)		
P:A N.S. : TOG X/XX		M:1		
Code	LIBELLES	Proposition de répartition	Répartition effective	
	<u>DETERMINATION DU RESULTAT A AFFECTER</u>			
L80	Résultat de l'exercice (+/-)	381 830 170	381 830 170	
L70	Report à nouveau (+/-)			
770	RESULTAT A AFFECTER	381 830 170	381 830 170	
	<u>AFFECTATION DU RESULTAT BENEFICIAIRE</u>			
772	Réserve générale	57 274 526	57 274 526	
773	Réserves facultatives	-		
774	Autres réserves	-		
776	Report à nouveau bénéficiaire	324 555 645	324 555 645	
777	Autres affectations	-		
	<u>AFFECTATION DU RESULTAT DEFICITAIRE</u>			
776	*Report à nouveau déficitaire	-		
778	*Prélèvement sur les réserves	-		
779	Autres	-		

Annexe 14 :

ETAT DE TRAITEMENT DE LA REEVALUATION							DIMF 2018	
Etat : TOGO				Etablissement : WAGES				
Date d'arrêté : 2018/31/12		D: BGO		F:89		(en Francs CFA)		
P:A		N.S. : TOG X/XX		M:1				
Biens réévalués	Date de Réévaluation	Nature de Réévaluation		Méthodes de réévaluation		Valeurs Avant Réévaluation (1) (VNC)	Valeur Réévaluée (2)	Ecart de Réévaluation (2) - (1)
		Libre	Légale	Secteur primaire	Secteur secondaire			
Immeuble de l'agence de WAGES AKODESSEWA	04/06/2016	oui				70 000 000	96 427 472	26 427 472
TOTAL						70 000 000	96 427 472	26 427 472

I- DONNEES GENERALES

- Tableau N°1.1: Nombre de membres, bénéficiaires ou clients (en unité)
- Tableau N°1.2: Effectif des dirigeants et du personnel employé (en unités)
- 1.3 Données sur la gouvernance
 - Tableau sur l'état des rémunérations de dirigeants et du personnel de l'institution
 - Tableau sur les remboursements de frais des dirigeants élus

II- DONNEES SUR LES POINTS DE SERVICE

- Tableau n°2: Evolution du nombre de points de service

III- DONNEES SUR LES OPERATIONS DE COLLECTE DE DEPOTS

- Tableau n° 3.1 Evolution du montant des dépôts (en milliers de FCFA)
- Tableau n° 3.2 : Décomposition des dépôts par terme
- Tableau n° 3.3: Evolution du Nombre de déposants (membres, bénéficiaire ou client ayant un dépôt dans les livres du SFD) et des comptes inactifs
- Tableau n° 3.4: Evolution du capital social*
- Tableau n° 3.5: Répartition du capital entre les principaux actionnaires

IV. DONNEES SUR LES CREDITS (PRETS ET ENGAEMENTS PAR SIGNATURE)

- Tableau n°4.1: Evolution du montant annuel des prêts
- Tableau n°4.2: Evolution du nombre de prêt accordés dans l'année (en unité)
- Tableau n°4.3: Engagements par signature (en milliers de FCFA)
- Tableau n°4.4: encours de crédits au 31 décembre (en milliers de FCFA)
- Tableau n°4.5: Nombre de crédit en cours au 31 décembre (en unité)
- Tableau n°4.6: Evolution de l'encours des crédits par terme
- Tableau n°4.7: encours des crédits des agents relevant des Autorités de contrôle (Ministère chargé des Finances, BCEAO et Commission Bancaire de l'UMOA)
- Tableau n°4.8: Opérations de crédit sur ressources affectées
- Tableau n°4.9: Gestion du portefeuille de crédit

V. DONNEES SUR LES AUTRES ACTIVITES AUTORISEES

- Tableau n°5.1: Opération de transfert (en milliers de FCFA)
- 5.2 Activités de micro assurance : Tableau n° 5.2: Opérations de micro assurance (en milliers de FCFA)
- Tableau n° 5.3: opérations de change

VI. AUTRES INFORMATIONS SUR LES OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

- Tableau n°6.1: tarification des opérations avec la clientèle (*)
- Tableau n°6.2: répartition des crédits selon leurs objets (en milliers de FCFA)

- Tableau 6.3: dons et œuvres sociales
- Tableau n°6.4: répartition sectorielle des crédits accordés (*) en milliers de FCFA

VII- OPERATION AVEC LES AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES

- Tableau n°7: Opération avec les autres institutions financières (établissements de crédit, SFD, autres institutions financières) et les partenaires au développement

VIII.DONNEES SUR LA PERFORMANCE DES MEMBRES DES RESEAUX (UNIONS, FEDERATIONS ET CONFEDERATIONS)

- Tableau n°8: Indicateurs de performance des institutions affiliées au réseau (*)

IX. FONCTIONNEMENT ET VIE DES ORGANES

- Tableau n°9: Nombre de réunions tenues au cours de l'année

X. PERFORMANCES FINANCIERES

- Tableau n°10: Indicateurs de performances financières

I- DONNEES GENERALES

Tableau N°1.1 : Nombre de membres, bénéficiaires ou clients (en unité)

Indicateurs	2017	2018	Variation (%)
Nombre total de membres, bénéficiaires ou clients (les groupements sont comptés sur une base unitaire) (1)+(2)	297 267	329 681	10,90%
Nombre de personnes physiques non-membres d'un groupement (1)= (a)+(b)	272 268	303 397	11,43%
. Hommes (a)	118 329	132 359	11,86%
. Femmes (b)	153 939	171 038	11,11%
Nombre de personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises associations, etc.	24 999	26 284	5,14%
Nombre de groupements de personnes physiques bénéficiaires	24 220	25 356	4,69%
Nombre total des membres des groupements de personnes physiques bénéficiaires (3)= (c)+(d)	109 674	113 505	3,49%
. Hommes (c)	31 219	32 474	4,02%
. Femmes (d)	78 455	81 031	3,28%

Tableau N°1.2 : Effectif des dirigeants et du personnel employé (en unités)

Indicateurs	2017	2018	Variation (%)
Nombre total de membres, du conseil d'administration ou de l'organe équivalent	6	6	0,00%
Nombre de membres du conseil de surveillance (*)	3	3	0,00%
Nombre de membre du comité de crédit (*)	4	4	0,00%
Nombre de membres des autres comités créés par la SFD (**)	8	8	0,00%
Effectif total des employés (3)= (1)+(2)	295	319	8,14%
. Dirigeants (employés exerçant des fonctions de direction ou de gérance) dont : (1)	6	6	0,00%
- nationaux	6	6	0,00%
- personnel expatrié	-	-	0,00%
. Autres employés (2) = (a)-(b)+(c)	289	313	8,30%
Agent permanents (a)	233	232	-0,43%
Agents contractuels (b)	56	81	44,64%
personnel expatrié (c)	-	-	0,00%

(*) A renseigner par les institutions coopératives ou mutualistes d'épargne et de crédit

(**) 1. Comité de Direction : 8 membres

Tableau N°1.3 : Données sur la gouvernance

Tableau sur l'état des rémunérations de dirigeants et du personnel de l'institution

Rubriques	2017	2018	Variation (%)
Masse salariale globale en FCFA	869 360 374	965 096 378	11,01%
- Personnel dirigeant (Directeur Général et son adjoint, Directeurs de service)	80 074 786	133 461 184	66,67%
- Autre personnel.	789 285 588	831 635 194	5,37%
Montant des frais généraux en FCFA	1 245 353 086	1 379 941 810	10,81%
Ratio Masse salariale rapportée aux frais généraux	69,81%	69,94%	0,18%
Proportion salaire du Directeur Général rapporté aux frais généraux	2,85%	2,57%	-9,75%

Tableau sur les remboursements de frais des dirigeants élus

Rubriques	2017	2018	Variation (%)
indemnités de fonctions versées aux administrateurs non salarié en FCFA	7 067 500	9 900 000	40,08%
Frais de tenues des réunions des organes et des assemblées en FCFA	1 218 700	1 599 850	31,28%
- Perdiem	464 000	425 000	-8,41%
- Transport	-	-	
- Hébergement	-	-	
- téléphone	18 000	39 000	116,67%
- carburant	1 500	-	-100,00%
- Autres	735 200	1 135 850	54,50%

1. Salaire, appointements, indemnités, gratifications et primes occasionnelles ou périodiques versés au personnel, les rémunérations des administrateurs salariés, les cotisations aux régimes de retraite, etc.

2. S'applique aux sociétés (SA, SARL)

II- DONNEES SUR LES POINTS DE SERVICE

Tableau N°2 : Evolution du nombre de points de service

Paramètres	2017	2018	Variation (%)
Nombre d'institutions de base	1	1	0,00%
nombre de Guichets ou d'antennes	21	24	14,29%

III- DONNEES SUR LES OPERATIONS DE COLLECTE DE DEPOTS

Tableau N°3.1 : Evolution du montant des dépôts (en milliers de FCFA)

Indicateurs	2017	2018	Variation (%)
Montant total des dépôts des membres, bénéficiaires ou clients (1)+(2)	7 197 968	9 047 022	25,69%
Montant des dépôts des personnes physiques non-membres d'un groupement (1)= (a)+(b)	6 650 368	8 403 326	26,36%
. Montant des dépôts des Hommes (a)	3 362 593	3 979 431	18,34%
. Montant des dépôts des Femmes (b)	3 287 775	4 423 895	34,56%
Montant des dépôts des personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprise, associations etc.	547 600	643 696	17,55%

Tableau N° 3.2 : Décomposition des dépôts par terme

Dépôts à vue		Dépôts à terme		Autres dépôts	
Montant en FCFA	Part (en %)	Montant en FCFA	Part (en %)	Montant en FCFA	Part (en %)
4 477 107 384	49,49%	304 266 000	3,36%	4 265 648 908	47,15%

Tableau n°3.3 : Evolution du Nombre de déposants (membres, bénéficiaire ou client ayant un dépôt dans les livres du SFD) et des comptes inactifs

Indicateurs	2017	2018	Variation (%)
Nombre total des dépôts des membres, bénéficiaires ou clients (1) + (2)	139 294	155 465	11,61%
Nombre des dépôts des personnes physiques non-membres d'un groupement (1)= (a)+(b)	118 670	137 495	15,86%
. Nombre des dépôts des Hommes (a)	60 742	68 383	12,58%
. Nombre des dépôts des Femmes (b)	57 928	69 112	19,31%
Nombre des déposants personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprise, associations etc.) (2)	20 624	17 970	-12,87%
Nombre de compte actifs	53 067	66 314	24,96%
Nombre des comptes inactifs	85 848	88 917	3,57%
Nombre total de comptes	297 267	329 681	10,90%

Tableau N°3.4 : Evolution du capital social*

Indicateurs	2017	2018	Variation (%)
Montant du capital social (en millier de FCFA)			

* pour les sociétés de capitaux.

Tableau N°3.5 : Répartition du capital entre les principaux actionnaires

Noms et prénoms de principaux actionnaires	Montant du capital détenu (2017)	Part du capital détenu (2017)	Montant du capital détenu (2018)	Part du capital détenu (2018)

IV. DONNEES SUR LES CREDITS (PRETS ET ENGAEMENTS PAR SIGNATURE)

Tableau N°4.1 : Evolution du montant annuel des prêts accordés * (en millions de francs)

Indicateurs	2017	2018	Variation (%)
Montant des prêts accordés (1) + (2)	12 887 671 914	15 100 540 500	17,17%
Montant des dépôts des personnes physiques non-membres d'un groupement (1)= (a)+(b)	11 836 191 414	13 964 880 500	17,98%
. Montant des prêts accordés aux Hommes (a)	5 390 160 414	6 580 533 500	22,08%
. Montant des prêts accordés aux Femmes (b)	6 446 031 000	7 384 347 000	14,56%
Montant des prêt accordés aux personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprise, associations etc.	1 051 480 500	1 135 660 000	8,01%

* Il s'agit du montant des prêts accordés dans l'année

Tableau N°4.2 : Evolution du nombre de prêts accordés dans l'année (en unité)

Indicateurs	2017	2018	Variation (%)
Nombre des prêt accordés (1)+(2)	13 212	16 770	26,93%
Nombre de crédit accordé à des personnes physiques non-membres d'un groupement (1)= (a)+(b)	10 956	14 764	34,76%
Nombre de crédit accordé à des Hommes (a)	4 217	5 584	32,42%
Nombre de crédit accordé à des Femmes (b)	6 739	9 180	36,22%
Nombre des prêt accordés aux personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprise, associations etc.	2 256	2 006	-11,08%
Nombre moyen des prêt accordés (sommes des prêts rapportée au nombre de prêts accordés)	975 452	900 450	-7,69%

Tableau N°4.3 : Engagements par signature (en milliers de FCFA)

Nature de l'engagement donné	2017	2018	Variation (%)
Engagement donnée en faveur des institutions financières			
Engagements de financement donné en faveur des membres, bénéficiaires ou clients			
Engagements de garantie d'ordre des institutions financières			
Engagements de garantie d'ordre des membres bénéficiaires ou clients			

Tableau N°4.4 : encours de crédits au 31 décembre (en milliers de FCFA)

Indicateurs	2017	2018	Variation (%)
Encours total de crédits (1) + (2)	9 194 488	10 804 420	17,51%
Encours de crédits sur les personnes physiques non-membres d'un groupement (1)=(a)+(b)	8 335 104	9 898 700	18,76%
encours de crédits sur les hommes (a)	4 063 403	4 990 580	22,82%
Encours de crédits sur les femmes (b)	4 271 700	4 908 119	14,90%
Encours de crédits sur les personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises, association, etc.) (2)	859 384	905 721	5,39%

Tableau N°4.5 : Nombre de crédit en cours au 31 décembre (en unité)

Indicateurs	2017	2018	Variation (%)
Nombre de crédits en cours (1)+(2)	12 627	15 085	19,47%
Nombre de crédits sur les personnes physiques non-membres d'un groupement (1)=(a)+(b)	10 448	13 513	29,34%
Nombre de crédits en cours sur les hommes (a)	4 157	5 186	24,75%
Nombre de crédits en cours sur les femmes (a)	6 291	8 327	32,36%
Nombre de crédits sur les personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises, association, etc.) (2)	2 179	1 572	-27,86%

Tableau N°4.6 : Evolution de l'encours des crédits par terme

Encours total des crédits en milliers de FCFA (2017)		Encours total des crédits en milliers de FCFA (Année 2018)		variation de l'encours des crédits à court terme	variation de l'encours des crédits à moyen et long terme
court terme	Moyen et long terme	court terme	Moyen et long terme		
4 249 882	4 944 606	4 862 212	5 942 208	14,41%	20,18%

Tableau N°4.7 : Encours des crédits des agents relevant des Autorités de contrôle (Ministère chargé des Finances, BCEAO et Commission Bancaire de l'UMOA)

Prénoms et nom	Encours total des crédits (en FCFA)	Structure dont relève l'emprunteur

Tableau N°4.8 : Opérations de crédit sur ressources affectées

Indicateurs	2017	2018	Variation (%)
Nombre de crédits accordés sur ressources affectées			
Montant des crédits accordés sur ressources affectées (en milliers de FCFA)			
Nombre de crédits en cours sur ressources affectées			
Montant des crédits en cours sur ressources affectées (en milliers de FCFA)			

Tableau N°4.9 : Gestion du portefeuille de crédit

Indicateurs	2017	2018	Variation (%)
Encours des créances en souffrance (en milliers de FCFA)	733 462	747 490	1,91%
Taux brut des créances en souffrance(1)	7,98%	6,88%	-13,77%
Taux de remboursement des crédits accordés (2)			#DIV/0!
Taux de recouvrement des créances en souffrance (3)			#DIV/0!
Encours brut des créances en souffrance sur ressources affectées (en milliers de FCFA)	-	-	#DIV/0!
taux brut de créances en souffrance sur ressources affectées (4)	0,00%	0,00%	#DIV/0!
Taux de remboursement des crédits accordés sur les ressources affectées (5)	100,00%	100,00%	0,00%
Taux de recouvrement des créances en souffrances sur les ressources affectées (6)	100,00%	100,00%	0,00%
Montant des crédits passés en perte (en milliers de FCFA)	405 729	162 206	-60,02%
Taux de perte sur créances (7)	4,41%	1,50%	-65,98%

V. DONNEES SUR LES AUTRES ACTIVITES AUTORISEES

5.1 Activités de transfert rapide d'argent

Information d'ordre général :

- Nom et adresse du représentant (Banque, poste); **ECOBANK TOGO, 20 Avenue Sylvanus Olympio, Lomé**
- Nom et adresse de la société représentée (Western Union, Money gram, etc.) : **WESTERN UNION, WARI.**
- Nombre d'opérations exécutées au cours de l'année 2017 :
 - . À l'émission :
 - . À la réception :

Tableau N° 5.1 : Opération de transfert (en milliers de FCFA)

Rubriques	2017	2018	Variation (%)
Transferts reçus (1)	74 079	89 650	21,02%
UEMOA	23 442	24 221	3,32%
Autre pays africains	6 701	13 659	103,84%
Unions européenne	32 701	41 104	25,70%
Etat-Unis	6 141	5 635	-8,24%
Autre pays	5 094	5 030	-1,25%
Transferts émis (2)	13 935	15 225	9,26%
UEMOA	3 239	5 586	72,47%
Autre pays africains	2 098	300	-85,72%
Unions européenne	5 635	6 689	18,71%
Etat-Unis	-	1 377	#DIV/0!
Autre pays	2 963	1 273	-57,03%
solde des transferts (3)= (1)-(2)	60 144	74 424	23,74%

5.2 Activités de micro assurance

Information d'ordre général:

- Nombre de bénéficiaires;
- Catégories de prestations effets: à détailler.

Tableau N° 5.2 : Opérations de micro assurance (en millier de FCFA)

Rubriques	2017	2018	Variation (%)
Montant des primes émises			
Assurance-vie			
Assurance non vie			
Montant des arriérés de primes			
Montant des sinistres à payer			

Tableau N° 5.3 : Opérations de change

Devises concernée	Montant des devises achetées	contrevaleur en FCFA des devises achetées	Montant des devises vendues	Contre-valeur en FCFA des devises vendues
EURO (EUR)				
Dollar des EU (USD)				
Franc Suisse (CHF)				
Livre sterling (GBP)				
Autres				

VI. AUTRES INFORMATIONS SUR LES OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE**Tableau n°6.1 : tarification des opérations avec la clientèle (*)**

Indicateurs	2017	2018
Taux d'intérêt créditeur minimum servi sur les dépôts de membres, bénéficiaire ou clients	3,50%	3,50%
Taux d'intérêt créditeur maximum servi sur les dépôts des membres, bénéficiaires ou clients	6,00%	6,00%
Taux d'intérêt nominal débiteur maximum sur les crédits accordés aux membres bénéficiaires ou clients	18,00%	17,30%
Taux d'intérêt effectif global (**)	15,18%	16,80%

(*) : Communiquer le taux d'intérêt annuel

(**) : Taux d'intérêt nominal débiteur minimum sur les crédits accordés aux membres, bénéficiaires ou clients

N.B. : Le taux effectif est la moyenne des taux effectif de chaque produit de crédit de WAGES

Tableau de calcul de la moyenne des taux effectifs des produits de crédit de WAGES

Produit de crédit	Taux effectif Annuel
Crédit ordinaire	22,33%
Crédit domiciliation salaire	19,53%
Crédit sur salaire par ordre de virement permanent	20,03%
Crédit PSAEG	12,73%
Crédit Rural	19,53%
Crédit aux organisations sociales	21,43%
Crédit spécial	28,72%
Crédit à épargne déductible	24,33%

Crédit APSEF 1er et 2è cycle	5,19%
Crédit APSEF 3è et 4è cycle	6,91%
Crédit FAIEJ	8,24%
Crédit PRADEB	12,67%
Moyenne	16,80%

Tableau N°6.2 : Répartition des crédits selon leurs objets (en milliers de FCFA)

Objet du crédit	2017	2018	Variation (%)
Crédits immobiliers	234 386	232 445	-0,83%
Crédits d'équipement	-	-	
Crédits à la consommation	363 884	274 218	-24,64%
Crédits de trésorerie	-		
Autres crédits	8 596 218	10 297 757	19,79%

Tableau N°6.3 : Dons et œuvres sociales

Références du bénéficiaire	Nature du don ou des œuvres sociales	Evaluation financière (en FCFA)
Famille AGBODJAN	Financière	208 200
Habitants de la préfecture de Vo (Hahotoé-Akodessewa)	Equipements	3 773 000
TOTAL		3 981 200

Tableau N°6.4 : répartition sectorielle des crédits accordés (*) en milliers de FCFA

Secteurs d'activités	2017	2018	Variation (%)
Agriculture, sylviculture et pêche	552 561	603 140	9,15%
Industries extractives	-		
Industries manufacturières	-	-	
Bâtiment et travaux publics	-		
Commerce, restaurants, hôtels	10 582 535	12 889 576	21,80%
électricité, Gaz, eau	-	-	
Transports entrepôts et communications	-	-	
assurances, services aux entreprises	-		
Immobilier	255 870	303 105	18,46%
Services divers	1 496 706	1 304 720	-12,83%

(*) La sectorisation retenue dans ce tableau est celle prévue par le référentiel comptable spécifique des SFD

VII- OPERATION AVEC LES AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES

Tableau N°7 : Opération avec les autres institutions financières (établissements de crédit, SFD, autres institutions financières) et les partenaires au développement

Indicateurs	2017	2018	Variation (%)
Encours des placements auprès des autres institutions financières (en Milliers de FCFA)	1 158 327	1 419 326	22,53%
Encours des emprunts des autres institutions financières (en milliers de FCFA)	1 727 084	1 554 159	-10,01%
Montant total des emprunts obtenus dans l'année auprès des autres institutions financières	1 727 295	953 696	-44,79%
Ressources affectées (en milliers de FCFA)	21 439	21 439	0,00%
subventions d'exploitation reçues (en milliers de FCFA)	24 270	18 367	-24,32%
Subventions d'équipement reçues (en milliers de FCFA)	-	-	#DIV/0!

VIII.DONNEES SUR LA PERFORMANCE DES MEMBRES DES RESEAUX (UNIONS, FEDERATIONS ET CONFEDERATIONS)

Tableau N°8 : Indicateurs de performance des institutions affiliées au réseau (*)

Indicateurs	2017	2018	Variation (%)
Nombre d'institutions affiliées déficitaires			
Montant total du déficit d'exploitation des institutions affiliées (en milliers de FCFA)			
Nombre d'institutions affiliées excédentaires			
Montant total de l'excédent d'exploitation des institutions affiliées (en milliers de FCFA)			

(*) Tableau à renseigner par les structures faitières

IX. FONCTIONNEMENT ET VIE DES ORGANES

Tableau N°9 : Nombre de réunions tenues au cours de l'année

Indicateurs	2017	2018	Variation (%)
Par l'Assemblée Générale	1	1	0,00%
Par le Conseil d'Administration ou l'organe équivalent	4	4	0,00%
Par le conseil de Surveillance (*)	2	4	100,00%
Par le Comité de Crédit (*)	N/A	N/A	
par les autres comités (**)	0	0	

(*) A renseigner par les institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de de crédit

(**)

X. PERFORMANCES FINANCIERES

Tableau n°10 : Indicateurs de performances financières

Indicateurs	2017	2018	Variation (%)
Marges d'intérêt en milliers de FCFA	1 714 071	1 941 311	13,26%
Produit financier net en milliers de FCFA	1 882	2 171 228	15,32%
Résultat net en milliers de FCFA	340 446	381 830	12,16%
Taux de marge nette (1)	19,86%	19,67%	-0,96%

(1) le taux de marge nette est égal au rapport entre le résultat net et la marge d'intérêt.

